ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 13 – 1er juillet 2025

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 12 – 22 mai 2025

Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

Directeur de publication : Michel Lanson
ISSN : 3038-9798
Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille
Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris
Images : Collections particulières ; illustrations de Katya Gritseva, p. 19, 43, 47, 48.

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Les conditions du chaos 5
Didier Epzstajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

ADRESSE N° 13/134

La crise de l'hégémonie libérale explique la montée de l'extrême droite 7
Ilya Budraitskis

ADRESSE N° 13/135

Un siècle plus tard : une nouvelle lettre ouverte contre le fascisme 13
Tribune

ADRESSE N° 13/136

Ukraine : les habitants des villages détruits organisent une reconstruction « populaire » 16
Oleksandr Kitral

ADRESSE N° 13/137

Le Tribunal Russell sur le Vietnam 21
Bertrand Russell

ADRESSE N° 13/138

Les socialistes et la question nationale en Ukraine, hier et aujourd'hui 25
Andriy Movchan

ADRESSE N° 13/139

Le rôle des Israélien·nes dans le mouvement de libération palestinien 32
Fadi Shabita

ADRESSE N° 13/140

Poursuivre notre travail essentiel 35
Un appel de *+972*

ADRESSE N° 13/141

Appel kurde pour une Syrie fédérale et démocratique 37
Maxime Azadï

ADRESSE N° 13/142
« Drill, baby, drill ! » 39
Maryna Larina

ADRESSE N° 13/143
Les femmes, l'État et le sacré 49
Fatou Sow

ADRESSE N° 13/144
La guerre israélo-iranienne 52
Déclarations

ADRESSE N° 13/145
Violences, genre, ethnicité et racisme 57
Ravi K. Thiara, Stéphanie Condon, Monika Schröttle

ADRESSE N° 13/146
Serbie : sur l'auto-organisation du mouvement étudiant 66
Christos Pozidis

ADRESSE N° 13/147
La mobilisation étudiante qui change radicalement la société serbe 69
Aida Kapetanović

ADRESSE N° 13/148
Assad est tombé, mais la révolution n'a pas gagné 74
Yassin al-Haj Saleh

ADRESSE N° 13/149
On ne peut pas combattre le fascisme avec des fleurs 80
Oleksandr Kyselov

Les conditions du chaos

Didier Epzstajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

Depuis le 8 octobre 2023, Netanyahou et son gouvernement à composante suprémaciste ont déclenché sept guerres provoquant des milliers et des milliers de victimes. Ils ont entraîné Trump dans un pilonnage spectaculaire d'installations nucléaires en Iran contre les convictions chauvines de sa base MAGA. Au-delà des installations nucléaires, ce sont les organes vitaux de la société iranienne qui ont été visés par l'aviation israélienne.

Changer de régime par la volonté et la violence d'un État étranger, chacun connaît l'histoire… Ces criminels voudraient-ils nous rejouer la rengaine des néoconservateurs, la lutte du Bien contre le Mal ? Temporairement, un cessez-le-feu peut être institué, violé, redéfini… mais le chaos est installé :

- les règles du droit international sont bafouées (Poutine, Trump, Netanyahou, etc. agissent à leur guise, entrant de fait en guerre) ;
- les règles constitutionnelles des pays sont trahies (les « chambres parlementaires » ne sont plus consultées) ;
- plus aucun accord de contrôle sur les armements, nucléaires ou non, n'existe (les négociations rompues, les accords tombent).

La violence, les actes de guerres, les crimes de masse deviennent le langage courant des impérialistes. Poutine, éloigné des projecteurs de l'actualité, multiplie les tirs sur la population ukrainienne ; Xi Jinping peaufine[1] son rôle de parrain pour avancer ses pions ; les alliances se font et se défont loin des institutions internationales. Qui se souvient que l'ONU existe encore ?

Seuls la crainte de leur opinion publique et le risque de pertes domestiques retiennent encore, partiellement, le bras de ces nouveaux despotes.

Sous les bombes à Gaza, à Téhéran, les populations martyres veulent vivre. Sous les bombes, elles se heurtent encore à leurs propres bourreaux.

Nous publions, en urgence, des déclarations d'Iranien·nes exprimant le double refus de la dictature des mollahs et de l'intervention israélienne. Comme iels l'écrivent :

> Dans la politique alternative que nous cherchons à renforcer, le rassemblement est à la fois le moyen et la fin. Nous pensons que la guerre et le fait de placer ses espoirs dans les puissances militaires étrangères ne sont absolument pas compatibles avec l'objectif de liberté, de justice et d'indépendance qui est le nôtre[2].

L'accélération des événements, volontaire ou induite, provoque stupeur et sidération et rend toute analyse difficile.

Spectateurs et spectatrices souvent impuissant·es, nous avons pourtant la force du nombre, des mémoires d'expériences émancipatrices, des capacités d'imagination.

Aux désastres climatiques – dont les politiques extractives évoquées par Maryna Larina dans son article « Drill, baby, drill ! » – ou guerriers, nous opposons et rêvons nos possibles et nos libertés, nos soifs d'égalité et de paix, sans la naïveté complice de pacifistes hors du temps…

Au Moyen-Orient, beaucoup de regards sont tournés, à juste titre, vers Gaza, la Cisjordanie, l'Iran. La situation des populations, et particulièrement des femmes en Afghanistan, est souvent oubliée comme sont négligés les combats des populations syriennes.

1. Voir notamment le n° 8 d'*Adresses* consacré à la Chine.

2. « Contre la guerre, le bellicisme et les illusions sur une invasion étrangère », p. 55.

Yassin al-Haj Saleh nous rappelle que si Assad est tombé, la révolution en Syrie n'a pas gagné.

Décrire les événements, ne permet pas de comprendre leur genèse ni les contradictions internes aux rapports sociaux et encore moins les possibilités de les subvertir. Ilya Budraitskis lie la montée de l'extrême droite à la crise de l'hégémonie néolibérale. Il serait juste d'ajouter aussi : en l'absence d'alternatives crédibles développées par des organisations progressistes.

Populariser toutes les expériences, même très partielles, d'auto-organisation populaire, d'embryons de démocratie radicale ou d'alternatives sociales rend plus visibles les résistances, aussi fragmentaires soient-elles. Il faut briser le silence qui les recouvre. Les deux textes publiés sur les mobilisations et l'auto-organisation du mouvement étudiant et social en Serbie en démontrent l'actualité et la pertinence. Oleksandr Kitral analyse des formes de « reconstruction populaire » par leurs habitant·es de villages détruits en Ukraine, en insistant sur la communication et la transparence.

Crimes de guerres, crimes contre l'humanité, génocides… En complément des publications sur le sujet dans de précédents numéros d'*Adresses*[3], le texte de Bertrand Russell vient nous rappeler que lorsque les organisations internationales sont défaillantes, les initiatives citoyennes peuvent s'emparer de l'arme du droit[4].

Quelles peuvent être les interventions des populations lorsque leur propre gouvernement viole les lois internationales ? Fadi Shabita pose une question fondamentale qui concerne non seulement la lutte en Palestine/Israël mais l'organisation de la solidarité avec la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux. Il évoque les conditions de la « corésistance » :

> La question cruciale n'est pas de savoir s'il y a de la place pour une lutte commune avec les Israélien·nes, mais quelles sont les conditions à remplir pour qu'une telle coopération favorise réellement la libération et l'égalité.

Tout en poursuivant l'analyse des formes actuelles de pouvoir autoritaire – sans oublier, comme l'écrit Oleksandr Kyselov, qu'« on ne peut pas combattre le fascisme avec des fleurs » –, il est indispensable de multiplier les réactions unitaires. Un appel antifasciste venu d'Italie et publié dans plusieurs journaux et disponible en plusieurs langues fait explicitement référence au Manifeste des intellectuels antifascistes italiens paru le 1er mai 1925.

Les dimensions masculinistes et patriarcales s'appuyant sur des traditions inventées ou des lectures atemporelles de textes religieux écrits à certaines époques et dans certains contextes, ne sont pas à négliger. Fatou Sow interroge ainsi les liens actuels entre les combats des femmes, le sacré et l'État. De leurs côtés, Ravi K. Thiara, Stéphanie Condon, Monika Schröttle scrutent les liens entre violences, genre, ethnicité et racisme.

La « question nationale » reste un sujet trop négligé malgré les avertissements d'Otto Bauer. Andriy Movchan revient sur « Les socialistes et la question nationale en Ukraine, hier et aujourd'hui ». Dans un contexte régional et ethnolinguistique bien différent, l'« Appel kurde pour une Syrie fédérale et démocratique » vient rappeler que la reconstruction de la Syrie passe nécessairement par le respect des droits nationaux et culturels des différentes populations.

Nietzsche, complaisamment cité en ces temps troublés, écrivait que « du chaos naît la lumière ». Comme en écho, le poète Henri Michaux proclamait : « Faute de soleil, sache mûrir dans la glace. » Nous sommes à l'amorce du chaos et aucun démiurge nous en sortira.

3. Voir Monique Chemillier-Gendreau, « Contrer la domination et ouvrir la perspective d'un autre monde », *Adresses,* n° 2/20 ; « L'occupation du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité », *Adresses,* n° 3/25 ; « L'échec du droit international à devenir universel et ses raisons », *Adresses,* n° 7/67. Voir également « S'opposer aux sanctions contre la Cour pénale internationale et pour préserver l'accès des victimes à la justice », *Adresses,* n° 10/97.

4. Né en 1966 à l'initiative de Bertrand Russell, le Tribunal Russel rassemble des personnalités comme Jean-Paul Sartre et James Baldwin. Les sessions qui devaient se tenir à Paris ont finalement été déplacées à Stockholm, le gouvernement français ayant fait marche arrière. Les États-Unis seront reconnus coupables d'utiliser des armes prohibées, de faire usage de la torture et d'agressions sur les civils. D'autres tribunaux Russell verront le jour, notamment sur les crimes de guerre en Irak (2004) et en Palestine (2009-2012).

La crise de l'hégémonie libérale explique la montée de l'extrême droite

Ilya Budraitskis
Entretien avec Philipp Schmied

L'évolution politique en Europe est extrêmement préoccupante. Le parti fasciste Alternative pour l'Allemagne (AfD) a obtenu 20,8 % aux élections fédérales de 2025. Lors des manifestations en Allemagne, on dit qu'il n'est pas cinq minutes avant minuit, mais 19 h 33. Cette panique est-elle justifiée ?

Oui, je pense que ces craintes sont justifiées. Nous pouvons observer comment l'influence des différents partis d'extrême droite en Europe, aux États-Unis, en Amérique latine, etc. ne cesse d'augmenter. Bien sûr, cette tendance mondiale se manifeste différemment dans les différents contextes nationaux, mais le danger est réel. Car elle est liée à la volonté de certaines parties des élites de changer radicalement les configurations politiques du pouvoir bourgeois et d'installer un autre type de régime politique. En Russie, cela s'est déjà produit, aux États-Unis, ce processus est en cours. En Europe occidentale, l'extrême droite a obtenu de grands succès électoraux, mais la transformation du pouvoir politique n'a pas encore eu lieu. Compte tenu de son renforcement, c'est toutefois un scénario possible pour l'avenir.

Quel ordre politique visent-ils ?

On peut le voir au mieux à l'exemple des États-Unis. Avec Trump, l'extrême droite est de retour au pouvoir. Ils contrôlent les parties les plus importantes de l'appareil d'État comme le Sénat, la Chambre des représentants et la Cour suprême. Et maintenant, ils essaient de reconstruire le système politique par le haut dans le sens d'un pouvoir autoritaire. Il doit être organisé comme une entreprise capitaliste. C'est l'objectif de Trump et de Musk. Et en conséquence, cela signifie l'abolition de la démocratie libérale et le remplacement de ce système par une sorte de monarchie moderne. Ils visent un régime où l'autorité ne repose pas sur la légitimité démocratique, mais sur le principe du pouvoir personnalisé et d'un leader autoritaire.

Quel est le programme idéologique de l'extrême droite en dehors de la restructuration autoritaire de la société ?

Le cœur de leur programme idéologique est que la démocratie libérale est à bout de souffle. Elle serait fausse et seulement un pouvoir d'apparence, derrière lequel se cacherait une élite mondiale occulte, guidée par de faux principes comme le droit international et la tolérance. L'extrême droite critique la prétendue morale et les valeurs des élites libérales, car celles-ci protégeraient les faibles et non les forts.

« L'une des principales raisons de la montée de l'extrême droite est la restructuration néolibérale des sociétés européennes. L'atomisation sociale constante des personnes et la destruction des syndicats vont de pair avec le déclin des traditions de la démocratie. C'est la base matérielle de la crise idéologique des élites libérales. »

Dans l'imagination de l'extrême droite, le seul principe de la politique internationale devrait être le pouvoir du plus fort. Ce serait la manière « naturelle » de gouverner la société. C'est la logique qui se cache derrière

la façon dont Trump et Poutine gouvernent. Nous le voyons à l'exemple de la critique de Poutine à l'égard du soutien à l'Ukraine : dans sa façon de penser, les petites nations qui ne peuvent pas se défendre elles-mêmes n'ont pas de droit à l'existence. Et c'est pourquoi leur souveraineté, c'est-à-dire leur existence en tant que pays indépendants, est artificielle aux yeux de l'extrême droite.

Comment expliquez-vous la montée en puissance des forces d'extrême droite et fascistes en Europe au cours des dix dernières années ?

Il y a de nombreuses raisons aux succès électoraux croissants des partis d'extrême droite en Europe. L'une des plus importantes est la transformation des sociétés européennes à la suite des réformes néolibérales des dernières décennies. L'atomisation sociale progressive des personnes, le démantèlement des syndicats et d'autres formes d'auto-organisation des travailleurs vont de pair avec le déclin des traditions démocratiques, qui ne doivent pas être comprises uniquement comme un système d'institutions libérales, mais aussi comme la capacité de la société à se défendre collectivement et de manière organisée.

C'est la base matérielle de la crise idéologique des élites libérales, car les gens sont de plus en plus désabusés par la démocratie bourgeoise-libérale et ses institutions. Ils ne se sentent pas représentés et pas entendus. L'extrême droite se rattache habilement à ces sentiments largement répandus.

L'analyse marxiste classique du fascisme a toujours compris le fascisme comme une réaction à la crise du capitalisme et comme une réponse de la bourgeoisie au renforcement du mouvement ouvrier. Cette analyse est-elle toujours valable ?

Malgré les différences historiques, il y a certainement des similitudes entre les années 1920-1930 et la situation actuelle. La crise des institutions politiques de la République de Weimar, la Grande Dépression à partir de 1929 et les énormes bouleversements sociaux qui en ont résulté ont constitué le terreau de la montée et de la prise de pouvoir du fascisme allemand. Bien qu'il n'y ait pas eu de danger immédiat de révolution prolétarienne, le mouvement ouvrier en Allemagne était l'un des plus forts du monde. Le SPD social-démocrate et le KPD communiste étaient des partis de masse avec lesquels les fascistes rivalisaient pour l'influence. En

raison de la crise sociale globale, il y avait une désillusion massive dans la population à l'égard du système de démocratie bourgeoise-libérale. Nous pouvons également observer cette dernière dans la situation actuelle, qui se caractérise également par une crise multiple de l'ordre capitaliste. Il y a toutefois une différence centrale.

Laquelle ?

Dans les années 1920-1930, les fascistes rivalisaient avec le mouvement ouvrier pour des visions alternatives de l'avenir au système capitaliste. Ils propageaient une vision d'avenir dans laquelle il n'y aurait plus de conflits de classe et dans laquelle la gloire nationale unirait la population. Et ils avaient l'ambition de créer un homme nouveau qui serait lié à la société dans le sens d'une solidarité nationale et d'une sorte de collectivisme fasciste. C'est pourquoi cette utopie fasciste réactionnaire était si attrayante pour de nombreuses personnes en Europe dans les années 1920 et 1930. Et c'est pourquoi elle entrait en concurrence avec l'utopie socialiste et la vision socialiste d'un autre type de relations humaines. Aujourd'hui, je ne vois pas de concurrence entre des visions alternatives de l'avenir.

« La leçon la plus importante de l'histoire est que le fascisme conduit toujours à la militarisation et à la guerre. C'est pourquoi nous devrions associer notre propagande antimilitariste et anti-impérialiste à la propagande antifasciste. »

Mais les fascistes ne propagent-ils pas encore aujourd'hui une autre société avec des frontières nationales, un peuple homogène et des rôles de genre clairement répartis ?

Oui, mais le sentiment du temps et la compréhension du temps sont tout à fait différents d'il y a cent ans en Europe. À l'époque, la question d'un avenir meilleur et du progrès social était au centre des aspirations de la société. Sous le règne du capitalisme tardif depuis les années 1980, l'idée d'un avenir disparaît. Les gens se préoccupent en premier lieu du présent et des interprétations du passé qui ont conduit à la situation actuelle. Nous vivons dans le présent, dans lequel un avenir alternatif est inimaginable. C'est exactement le résultat de la restructuration néolibérale de la société. La célèbre phrase de Margaret Thatcher « there is no alternative » (TINA) est plus ou moins devenue le consensus social. Le programme politique de Trump le montre clairement. Il ne fait pas de propositions concrètes et ne propage pas une vision claire de l'avenir. Il nie simplement le « présent libéral » au nom d'une « vérité » définie par lui.

Revenons à la caractérisation de la nouvelle extrême droite. Le célèbre chercheur marxiste sur le fascisme Enzo Traverso propose le terme de postfascisme dans son livre Les nouveaux visages du fascisme de 2017 pour décrire les nouveaux fascistes. Qu'entend-il par là ?

Enzo Traverso est d'avis que les partis postfascistes actuels, contrairement à leurs modèles historiques, n'essaient pas de rompre avec les mécanismes de la démocratie bourgeoise-libérale. Au lieu de cela, ils utilisent avec succès les mécanismes de la démocratie pour étendre leur influence. Ils veulent seulement utiliser le système pour accéder au pouvoir. C'est ce que l'on peut observer à l'exemple de l'Italie. La postfasciste Giorgia Meloni n'a pas bouleversé le système politique et ne l'a pas remplacé par un régime fasciste. Un tel scénario est également peu probable en cas de participation au gouvernement de Marine Le Pen en France ou de l'AfD en Allemagne. Ils essaieront plutôt de changer progressivement la mentalité des sociétés et des élites. Il n'y a pas encore de consensus dans les cercles dirigeants pour transformer le système politique en une nouvelle forme de fascisme autoritaire. Mais cela peut changer sous la pression constante de l'extrême droite.

Déjà aujourd'hui, les gouvernements libéraux et conservateurs reprennent les revendications de l'extrême droite. Nous devons comprendre que l'utilisation des institutions et des élections bourgeoises-libérales par l'extrême droite pourrait représenter un point de transition sur la voie de la réalisation de leur projet politique final pour tous ces mouvements. Pour ces raisons, je pense

que le terme de postfascisme est utile pour décrire les points communs et les différences entre l'extrême droite actuelle et les fascistes historiques.

Cette analyse peut-elle également s'appliquer à la Russie et au régime de Poutine ?

Oui, la Russie a traversé exactement ce processus et est aujourd'hui un régime ultra-autoritaire. Au cours des vingt-cinq dernières années du gouvernement de Poutine, le régime russe a fondamentalement changé. Au cours de la première décennie, dans les années 2000, la Russie était plutôt une sorte de régime autoritaire, technocratique et néolibéral. La crise économique mondiale à partir de 2007-2008 a conduit non seulement dans le monde arabe, mais aussi en Russie, à une crise politique générale. En 2011-2012, il y a eu des protestations massives à Moscou et dans d'autres villes russes contre la réélection de Poutine. Ces protestations de la société civile ont été perçues comme une menace politique et idéologique et ont conduit à la conviction des élites russes qu'une transformation autoritaire de leur pouvoir était nécessaire.

Comment cette transformation s'est-elle répercutée ?

L'idée que des mouvements sociaux venus d'en bas puissent renverser un gouvernement est une menace existentielle pour les régimes autocratiques. C'est pourquoi le retour de Poutine à la présidence en 2012 s'est accompagné d'un tournant idéologique vers des valeurs dites traditionnelles et antidémocratiques. Et ces éléments antidémocratiques reposaient sur l'idée que l'État russe n'était pas le résultat d'un contrat social, mais le résultat de l'histoire. La Fédération de Russie est la continuation directe de l'Empire russe et de l'Union soviétique. Cela signifie que Poutine ne doit pas être élu par le peuple, mais qu'il est destiné par le destin à diriger le pays. Poutine se considère comme le successeur direct de Pierre le Grand et de Staline. Ces idées ont finalement été inscrites dans la constitution russe en 2020. Au fond, ces convictions sont également responsables de la réaction violente aux événements en Ukraine pendant les manifestations du Maïdan en 2013-2014.

Pourquoi ?

Les Ukrainiens du Maïdan protestaient contre l'influence de la Russie et pour la souveraineté nationale de l'Ukraine. Les protestations ont non seulement été qualifiées de « mises en scène de l'extérieur » par le régime russe, mais aussi perçues comme une menace intérieure pour la « Russie historique ». Au cours de cette deuxième décennie du règne de Poutine, l'intervention militaire en Ukraine a commencé, y compris l'annexion de la Crimée. Cela est allé de pair avec l'autoritarisation croissante du règne de Poutine et son établissement comme dirigeant à vie.

Comment la population civile russe à l'esprit démocratique a-t-elle réagi à ces évolutions ?

Poutine s'est à nouveau trouvé confronté à un mouvement de protestation démocratique en plein essor et au mécontentement d'une grande partie de la société russe. Il a également compris cette vague de protestations comme une combinaison de menaces extérieures et intérieures. Toutes les révolutions, y compris la révolution russe de 1917, auraient été contrôlées en secret par des ennemis extérieurs de la Russie. L'Occident aurait empoisonné la société russe avec de fausses idées libérales ou socialistes. La réponse de Poutine aux nouvelles protestations a été l'invasion de l'Ukraine en février 2022. Pour Poutine, la question ukrainienne n'est pas seulement une question d'intérêts géostratégiques de l'État russe sur la scène mondiale. Il ne s'agissait pas seulement de la concurrence avec l'OTAN, mais aussi de l'existence de son propre régime. C'est pourquoi l'invasion de l'Ukraine a été un tournant. Poutine a utilisé la guerre pour transformer le régime en une dictature répressive.

Considérez-vous donc aujourd'hui le régime de Poutine comme fasciste ?

Oui, pourquoi pas ? Bien sûr, le fascisme d'aujourd'hui diffère à bien des égards du fascisme historique. En Russie, contrairement à l'Allemagne et à l'Italie, le fascisme n'a pas de modèle historique. En revanche, il existe diverses autres traditions autoritaires sur lesquelles le régime de Poutine peut s'appuyer. Ainsi, Poutine utilise la tradition extrêmement conservatrice et cléricale de l'Empire russe

pour justifier son autocratie. Des pratiques répressives issues du passé stalinien ont également été reprises, comme le montre le rôle du service secret FSB (successeur du KGB). Le FSB est aujourd'hui l'élément le plus influent du régime russe.

Une partie de la gauche radicale occidentale ignore – ou pire encore : nie – le danger que représente le régime fasciste en Russie.

Exactement, et ce qui est encore plus tragique, c'est qu'elle est aussi totalement mal préparée à la montée du fascisme dans ses propres pays. La montée du nouveau fascisme est un grand défi pour la gauche. Aux États-Unis, par exemple, avant la réélection de Trump, la gauche radicale a concentré sa critique principalement sur Biden et le Parti démocrate, oubliant le véritable danger du trumpisme. Maintenant, elle est complètement perdue. Cela peut aussi arriver dans d'autres pays. Nous savons par l'histoire que la gauche du 20e siècle n'était pas non plus préparée à la montée du fascisme. L'Internationale communiste stalinienne a minimisé le danger fasciste pendant bien trop longtemps. La différence avec aujourd'hui est que la gauche radicale est beaucoup plus faible qu'il y a cent ans.

Quelles autres leçons peut-on tirer de la résistance antifasciste du 20e siècle ?

La leçon la plus importante de l'histoire est que le fascisme conduit toujours à la militarisation et à la guerre. Ce n'était pas clair pour les antifascistes européens au début de la montée des fascistes au pouvoir dans les années 1920 et 1930. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus évident et c'est pourquoi nous devrions associer notre propagande antimilitariste et anti-impérialiste à la propagande antifasciste. La gauche ne devrait pas se limiter à critiquer l'augmentation des dépenses militaires. Un régime comme celui de Poutine rejette toute forme de coexistence pacifique et glorifie la guerre comme moyen de gouverner le pays et d'étendre son influence. Cette logique se cache derrière le concept de monde dit multipolaire – un monde dans lequel il n'y aurait plus de droits et de règles universels, mais dans lequel la nation la plus forte s'imposerait.

« Une conception de la démocratie comme “pouvoir d’en bas” peut servir de base commune à une large coalition antifasciste qui rassemble les partis de gauche, les syndicats et les diverses formes d’auto-organisation féministe, antiraciste, écologique et de quartier. »

Sur quoi devrait s’appuyer un antifascisme du 21e siècle pour combattre plus efficacement le (post-)fascisme qu’auparavant ?

Nous devons former de larges coalitions contre la montée de l’extrême droite. Mais celles-ci ne doivent pas invoquer la défense des institutions bourgeoises-libérales. Ce n’est pas notre tâche et ce serait aussi sans espoir. Car c’est précisément la crise de l’hégémonie libérale qui est l’une des raisons pour lesquelles tant de personnes perdent confiance dans les structures existantes et se tournent vers l’extrême droite.

La gauche radicale devrait, à mon avis, poursuivre deux orientations : premièrement, nous devons aborder le mécontentement social – mais proposer d’autres solutions. L’extrême droite veut faire croire aux gens que la migration est la cause de tous leurs problèmes. Que ce n’est objectivement pas vrai, on le voit au fait que lors des élections fédérales de 2025, l’AfD a obtenu le plus de voix là où la part de migrants dans la population était la plus faible. Cela ouvre un vide politique possible que la gauche doit combler en montrant les véritables causes des problèmes réels des gens.

Et deuxièmement ?

Deuxièmement, nous devrions mettre au centre la défense de la « démocratie », et non pas une « démocratie » qui se limite aux institutions démocratiques bourgeoises et à leur fonctionnement. Nous devons lier la défense de la « démocratie » à l’exigence d’égalité et de participation, car c’est de cela qu’il s’agissait lors de sa naissance aux 18e et 19e siècles : de la lutte des classes inférieures pour l’influence politique et la représentation. Une telle conception de gauche ou socialiste de la démocratie comme « pouvoir d’en bas » peut servir de base commune à une large coalition antifasciste qui rassemble les partis de gauche, les syndicats et les diverses formes d’auto-organisation féministe, antiraciste, écologique et de quartier. Car ce sont exactement ces projets que les post- ou néofascistes veulent détruire, car ils contredisent leur conception d’un ordre étatique hiérarchique construit comme une entreprise capitaliste.

Ilya Budraitskis est chercheur en histoire et en sciences politiques, enseignant à l’Université de Moscou, organisateur du mouvement antiguerre jusqu’à son exil en 2022. Il est membre du Mouvement socialiste russe.

Source : *Sozialismus.ch*. Traduit pour *Europe solidaire sans frontières* ESSF par Adam Novak.

Du même auteur

« Le destin de l’Ukraine soulève la question des droits et de la souveraineté des petits États ».

« Le Mouvement socialiste russe a été reconnu comme “agent étranger” ».

« Perspectives sur l’impérialisme russe ».

« Si nous voulons comprendre l’extrême droite au 21e siècle, nous devons regarder la Russie »

« Naissance et chute du « monde russe » : histoire d’un concept ».

« Russie : cynisme idéologique. Entretien ».

« Russie-Ukraine. Une situation pire que durant la guerre froide ».

Ilya Budraitskis dans *Adresses*

« Poutine mène une guerre culturelle contre le peuple russe », n° 7/65, 12 décembre 2024.

« Le poutinisme, c’est le fascisme », n° 9/65, 20 février 2025.

« L’impérialisme politique russe et la nécessité d’une alternative de gauche mondiale », n° 9/66, 20 février 2025.

Un siècle plus tard : une nouvelle lettre ouverte contre le fascisme

Tribune

Le 1er mai 1925, alors que Mussolini était déjà au pouvoir, un groupe d'intellectuels italiens dénonça publiquement le régime fasciste dans une lettre ouverte. Les signataires – scientifiques, philosophes, écrivains et artistes – prirent position en faveur des principes essentiels d'une société libre : l'État de droit, la liberté individuelle, la pensée indépendante, la culture, l'art et la science. Leur défi ouvert – au péril de leur sécurité personnelle – face à l'imposition brutale de l'idéologie fasciste prouva que s'opposer était non seulement possible, mais nécessaire.

Aujourd'hui, cent ans plus tard, la menace fasciste resurgit – et nous devons, à notre tour, faire preuve de ce courage et la défier à nouveau.

Le fascisme est né en Italie il y a un siècle, marquant l'avènement des dictatures modernes. En quelques années, il s'est répandu à travers l'Europe et le monde, prenant des noms différents mais des formes similaires.

Partout où il a pris le pouvoir, il a sapé la séparation des pouvoirs au profit de l'autocratie, réduit l'opposition au silence par la violence, pris le contrôle de la presse, bloqué les progrès des droits des femmes et écrasé les luttes des travailleurs pour la justice économique. Inévitablement, il a infiltré et déformé toutes les institutions consacrées aux activités scientifiques, universitaires et culturelles.

Son culte de la mort a exalté l'agression impérialiste et le racisme génocidaire, déclenchant la Seconde Guerre mondiale, la Shoah, la mort de dizaines de millions de personnes, et des crimes contre l'humanité.

Dans le même temps, la résistance au fascisme et aux nombreuses idéologies

fascistes a ouvert la voie à l'imagination de formes alternatives d'organisation sociale et de relations internationales. Le monde issu de la Seconde Guerre mondiale – avec la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits humains, les fondements théoriques de l'Union européenne, et les arguments juridiques contre le colonialisme – est resté marqué par de profondes inégalités. Il a néanmoins représenté une tentative décisive d'établir un ordre juridique international : une aspiration à la démocratie et à la paix mondiales, fondée sur la protection des droits humains universels – non seulement civils et politiques, mais aussi économiques, sociaux et culturels.

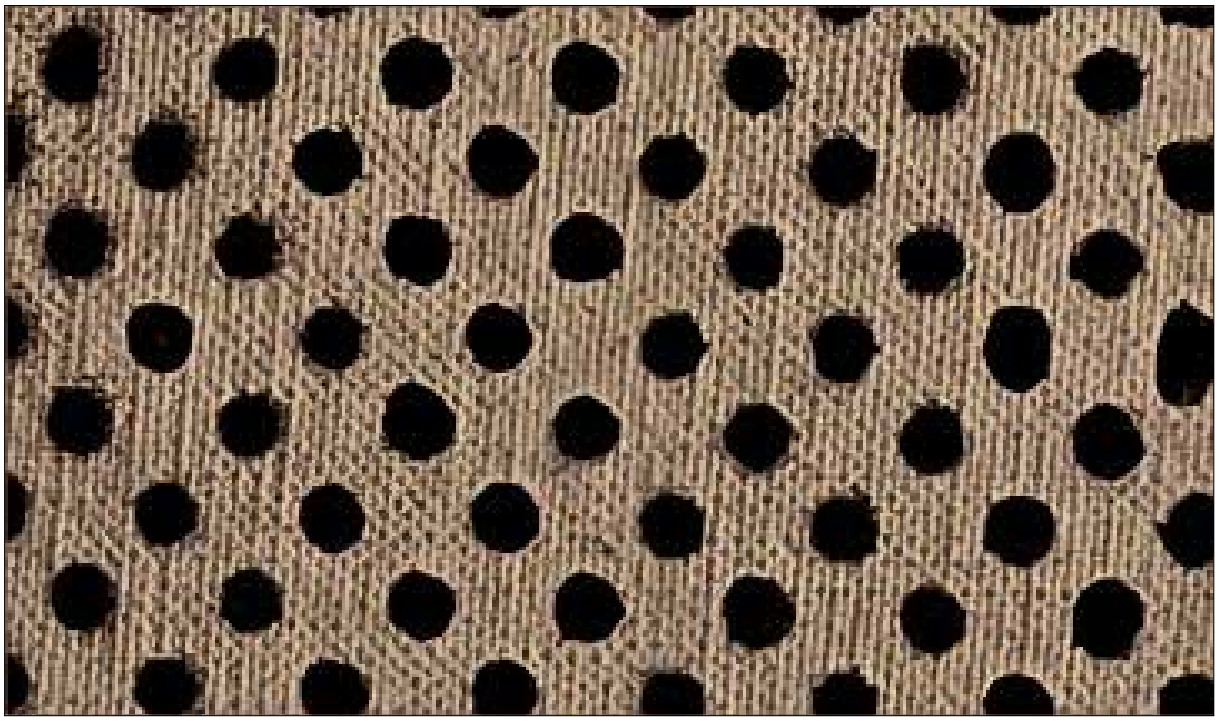
Le fascisme n'a jamais disparu, mais il a été enrayé pendant un certain temps. Cependant, ces deux dernières décennies, nous avons assisté à une nouvelle vague de mouvements d'extrême droite, affichant souvent des traits fascistes indéniables : attaques contre les normes et institutions démocratiques, nationalisme revigoré empreint de rhétorique raciste, pulsions autoritaires, et agressions systématiques contre les droits de celles et ceux qui ne se conforment pas à une autorité traditionnelle artificielle, enracinée dans la normativité religieuse, sexuelle et de genre.

Ces mouvements ont refait surface à travers le monde, y compris dans les démocraties les plus anciennes, où le mécontentement face à l'incapacité politique à répondre aux inégalités croissantes et à l'exclusion sociale a été exploité par de nouvelles figures autoritaires.

Fidèles au vieux scénario fasciste, sous couvert d'un mandat populaire illimité, ces figures sapent l'État de droit national et international, s'en prenant à l'indépendance de la justice, des médias, des institutions culturelles, de l'enseignement supérieur et de la science – allant jusqu'à tenter de détruire des données essentielles et des informations scientifiques. Elles fabriquent des « faits alternatifs », inventent des « ennemis intérieurs », et instrumentalisent les questions de sécurité pour consolider leur pouvoir et celui de l'élite ultra-richissime, en échangeant des privilèges contre la loyauté.

Ce processus s'accélère aujourd'hui, tandis que le dissensus est de plus en plus réprimé par des détentions arbitraires, des menaces de violence, des expulsions, et une campagne incessante de désinformation et de propagande, menée avec l'aide de magnats des médias traditionnels et sociaux – certains simplement complaisants, d'autres ouvertement enthousiastes du techno-fascisme.

Les démocraties ne sont pas parfaites : elles sont vulnérables à la désinformation et ne sont pas encore suffisamment inclusives.



Mais elles offrent, par nature, un terrain fertile au progrès intellectuel et culturel, et ont donc toujours la capacité de s'améliorer.

Dans les sociétés démocratiques, les droits humains et les libertés peuvent s'étendre, les arts prospèrent, les découvertes scientifiques s'épanouissent et la connaissance progresse. Elles garantissent la liberté de contester les idées et de remettre en question les structures de pouvoir, de proposer de nouvelles théories, même culturellement inconfortables – ce qui est essentiel à l'avancement de l'humanité.

Les institutions démocratiques constituent le meilleur cadre pour lutter contre les injustices sociales, et la meilleure chance de réaliser les promesses de l'après-guerre : le droit au travail, à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale, à la participation à la vie culturelle et scientifique, ainsi que les droits collectifs des peuples au développement, à l'autodétermination et à la paix.

Sans cela, l'humanité court à la stagnation, à l'aggravation des inégalités, à l'injustice et à la catastrophe – notamment face à la menace existentielle de l'urgence climatique, que la nouvelle vague fasciste nie tout court.

Dans notre monde hyperconnecté, la démocratie ne peut exister en vase clos. De même que les démocraties nationales ont besoin d'institutions solides, la coopération internationale repose sur la mise en œuvre effective des principes démocratiques et du multilatéralisme pour réguler les relations entre nations. Elle repose également sur des processus qui agissent à plusieurs niveaux pour pousser à la participation une société saine.

L'État de droit doit dépasser les frontières, en assurant le respect des traités internationaux, des conventions sur les droits humains et des accords de paix.

Si les structures actuelles de gouvernance mondiale et les institutions internationales doivent être améliorées, leur démantèlement au profit d'un monde régi par la force brute, la logique transactionnelle et la puissance militaire constitue un retour à une ère de colonialisme, de souffrance et de destruction.

Comme en 1925, nous – scientifiques, philosophes, écrivains, artistes et citoyens du monde – avons la responsabilité de dénoncer et de résister à la résurgence du fascisme sous toutes ses formes.

Nous appelons celles et ceux qui croient en la démocratie à agir :

- défendez les institutions démocratiques, culturelles et éducatives ;
- dénoncez les abus des principes démocratiques et des droits humains ;
- refusez toute soumission préventive ;
- participez à des actions collectives, localement et à l'échelle internationale ;
- boycottez, faites grève lorsque cela est possible ; ▪ rendez la résistance impossible à ignorer et coûteuse à réprimer ;
- soutenez les faits et les preuves ;
- cultivez l'esprit critique et engagez le dialogue avec vos communautés sur cette base.

C'est une lutte permanente. Que nos voix, notre travail et nos principes soient un rempart contre l'autoritarisme ! Que ce message soit une déclaration renouvelée de défi !

Source : Publié simultanément dans *La Repubblica* (Italie), *The Guardian* (Royaume-Uni), *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (Allemagne), *Scroll.in* (Inde), *Clarín* (Argentine), *Folha de S.Paulo* (Brésil), *Australian Financial Review* (Australie).

A Century Later : A Renewed Open Letter Against the Return of Fascism

Un siglo después : una nueva carta abierta contra el regreso del fascismo

Cem anos depois : uma nova carta aberta contra o retorno do fascismo

Ein Jahrhundert später : Ein erneuter offener Brief gegen die Rückkehr des Faschismus

Un secolo dopo : una nuova lettera aperta contro il ritorno del fascismo

Bir Asır Sonra : Faşizmin Geri Dönüşüne Karşı Yenilenmiş Açık Mektup

Ukraine : les habitants des villages détruits organisent une reconstruction « populaire »

Oleksandr Kitral

Les conditions de vie difficiles dans les régions de la ligne de front en Ukraine ont contraint les habitants à compter principalement sur leurs propres forces. Bien entendu, le retour à une vie normale nécessite l'aide d'organisations caritatives, du gouvernement et de bénévoles. Cependant, les ressources nécessaires ne sont pas toujours fournies en temps voulu et dans leur intégralité. Ainsi, dans les premiers jours qui suivent la fin d'un bombardement, les habitants doivent prendre en charge la reconstruction par leurs propres moyens, en réparant, en nettoyant et en réorganisant leur vie de tous les jours.

Dans cet article, nous vous expliquons comment les habitants des zones de la ligne de front reconstruisent leurs communautés : par quoi ils ont commencé, comment ils ont organisé leur travail en commun et ce qui les a soutenus. Même après avoir subi des coups et des pertes terribles, les gens trouvent la force de s'unir et de s'entraider.

Pendant les huit mois qui ont suivi le début de la guerre, le village de Prybuzke, dans la communauté de Halytsynivka, dans la région de Mykolaïv, s'est trouvé dans la « zone grise », à seulement trois kilomètres de la ligne de front. En raison des bombardements quotidiens, 70 % des habitations du village ont été endommagées ou détruites, et seules 25 personnes sur plus de 1 500 habitants sont restées sur place.

Lorsque la ligne de front a reculé en novembre 2022, les habitants ont commencé à revenir à Prybuzke. Le chef du village, Serhii Aldabaev, se souvient que de nombreux villageois ont d'abord été choqués par l'ampleur des destructions, ce qui ne les a pas empêchés de commencer à reconstruire immédiatement. Les gens formaient souvent des équipes et s'aidaient mutuellement à tour de rôle pour les réparations. Lorsque l'on a appris qu'un groupe de spécialistes du service régional du réseau électrique (RGC) arriverait à Prybuzke pour rétablir l'alimentation en électricité, les habitants ont immédiatement proposé leur aide.

« Les gens ont formé des équipes et ont aidé les spécialistes de la compagnie d'électricité à réparer les fils et câbles endommagés. Par ce travail en commun, le village a été entièrement électrifié en peu de temps. Les villageois et moi-même avons décidé que ce n'était pas aux employés de la compagnie d'électricité, qui sont cependant payés pour leur travail, de rétablir l'électricité dans le village le plus rapidement possible, mais aux villageois eux-mêmes. Nous voulions que le village reprenne sa vie et que les gens y reviennent. Si chacun attend que tout soit fait que pour lui, il ne se passera rien. Le développement de tous dépend d'un petit effort de chacun », résume le *staroste* [chef du village] :

> Les habitants ont également participé activement au rétablissement de l'approvisionnement en gaz, de l'alimentation centrale en eau et des communications.

Natalia Panashiy, cheffe des villages voisins de Lymany et Lupareve dans la même communauté de Halytsynivka, a déclaré à *Commons* que même pendant les bombardements intenses, les habitants ont créé une équipe d'intervention rapide pour réparer les lignes électriques endommagées. Cette équipe comprenait des électriciens professionnels issus des habitants eux-mêmes. Ce groupe a même reçu un nom : Lymanioblenergo.

«Pendant les bombardements 2022, l'électricité n'a pas été réparée. Nous avons tout fait nous-mêmes. Pendant quatre mois, les gars ont réparé les fils cassés presque tous les jours, car il y avait des bombardements presque tous les jours», a déclaré Natalia. D'autres villageois ont également soutenu activement l'équipe mobile. Ils ont notamment utilisé leur propre argent pour acheter une échelle qui a permis d'atteindre le sommet d'un poteau électrique, alors qu'ils avaient eux-mêmes un besoin urgent d'aide.

Les habitants, organisés en équipes, ont réussi à sauver les localités d'une longue coupure d'électricité. Plus récemment, un drone a touché la sous-station électrique centrale, provoquant un incendie. Les habitants, dont un ancien électricien handicapé, se sont immédiatement précipités sur les lieux. Malgré le danger, l'homme a recouvert le transformateur en feu d'une couverture, et les voisins ont aidé à éteindre l'incendie qui se propageait rapidement. L'électricité a été rétablie dans les villages en moins de dix heures.

Le déminage du territoire a constitué une autre étape importante de la restauration des sites. Pour les villageois, la terre n'est pas seulement un moyen de se nourrir, mais aussi une source de revenus. Cependant, en raison de la lenteur du déminage officiel, les habitants de certains villages sont obligés de marquer eux-mêmes les zones dangereuses et parfois de neutraliser eux-mêmes les explosifs du bord de la route. Les agriculteurs, qui ont continué à cultiver leurs champs malgré la forte probabilité de tomber sur une mine, ont été particulièrement exposés. Bohdan Ursulyak, habitant de Prybuzke et agriculteur, en fait partie. Pour se protéger, Bohdan utilise un gros tracteur, estimant que cela augmente ses chances de survivre à l'explosion d'une mine. Lors de ces déplacements, l'agriculteur ne confie le tracteur à personne d'autre, il est le seul à le conduire.

«Je ne peux pas en confier la responsabilité à un conducteur d'engin et lui dire : Va labourer cette parcelle là-bas. Je ne veux pas mettre des gens en danger. J'ai donc pris le volant et j'ai conduit moi-même», a déclaré l'agriculteur. Le danger mortel de ces trajets est attesté par de nombreuses tragédies au cours desquelles des machines agricoles ont heurté des mines terrestres alors qu'elles labouraient des champs.

Le rôle des *starostas*

Les habitants ont souligné à plusieurs reprises que l'aide de l'État et de diverses organisations a joué un rôle important dans le rétablissement de leurs communautés. Dans le même temps, lorsque le soutien extérieur fait défaut, le processus de reconstruction dépend essentiellement de la cohésion des habitants eux-mêmes, de leur capacité à s'organiser et de la confiance qui règne au sein de la communauté. Et tout cela dans un contexte de ressources limitées.

Dans ces situations critiques, les autorités locales jouent également un rôle important dans l'organisation de la population. En ce qui concerne ce qui se passera à l'avenir, nous avons constaté qu'aucun des *starostas* avec lesquels nous nous sommes entretenus n'a abandonné ses villageois pendant les hostilités. Certains sont restés dans les villages même sous les tirs, tandis que d'autres ont continué à prendre des risques pour soutenir leur communauté, notamment en livrant de la nourriture. Parmi eux, Serhiy Aldabayev, qui a utilisé sa voiture et son gilet pare-balles pour livrer de la nourriture aux habitants de son village.

Après l'apaisement d'hostilités à proximité d'un village, l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les *starostas* est de fournir aux habitants des matériaux de construction, en particulier pour les toitures. Les habitants ont alors besoin de dizaines de milliers de feuilles d'ardoise pour leur toiture, mais souvent dans un premier temps, les organisations caritatives et le gouvernement ne peuvent en fournir que 500. Et on ne sait pas quand le prochain lot arrivera.

Pour aider les personnes dont les maisons avaient subi les dommages les plus importants, Sergeï Aldabaev a initié la création d'une commission spéciale. Elle doit évaluer l'ampleur des dégâts dans chaque maison et déterminer qui avait le plus besoin de matériel. La commission était composée d'un élu local, d'un représentant du village et du staroste lui-même.

«Nous sommes allés dans chaque cour et avons compté. Si on voyait que l'ardoise était intacte, mais fissurée, cette personne pouvait bénéficier de l'aide. Nous n'avons pas fait

de distribution aux personnes dont l'ardoise était endommagée mais dont la tôle ondulée restait intacte et empêchait les précipitations de pénétrer dans la maison. Cependant, je me suis fait des ennemis à cette époque… J'avais beaucoup de travail, et puis, je devais compter les ardoises. Mais j'ai compris que les ressources étaient limitées et qu'il fallait aider ceux qui en avaient le plus besoin. Tout d'abord, les ardoises ont été distribuées aux personnes vulnérables et à celles dont les parents servent dans l'armée. Plus tard, bien sûr, nous avons reçu suffisamment d'ardoises et d'autres matériaux de construction. Les bénévoles qui sont venus réparer les maisons endommagées ont également beaucoup aidé», déclare le chef du village.

Natalia Panashiy, cheffe du village, estime qu'en temps de crise, il est très important que les gens se sentent en sécurité. Et cela n'est possible que s'il existe un système de soutien bien construit et fonctionnel. Pendant les hostilités, la *starostre* locale a élaboré certains principes pour fournir une assistance sociale rapide aux victimes. Le chef du village en a parlé en prenant l'exemple d'une attaque massive de drones qui s'était produite. À cinq heures du matin, neuf Shaheds ont frappé le village, endommageant 46 maisons.

«Nous avons immédiatement rassemblé notre équipe de travailleurs sociaux et de bénévoles, qui existe depuis longtemps. Dans le même temps, j'ai contacté des organisations susceptibles de fournir rapidement une assistance. Ensuite, j'ai informé les citoyens sur les médias sociaux de l'adresse à laquelle toutes les victimes devaient se rendre et des documents qu'elles devaient apporter. Cela était nécessaire pour que la police puisse rapidement interroger les personnes, plutôt que de se rendre chez chacune d'entre elles individuellement. Parallèlement, un groupe de soutien psychologique a été appelé sur les lieux. Toutes les victimes ont reçu l'assurance que le lendemain, la police se rendrait chez chacune d'entre elles, pour prendre les mesures des fenêtres endommagées et les indemniser», explique la *staroste.*

Natalia nous raconte qu'elle essaie de contrôler entièrement le processus d'aide aux personnes et qu'elle n'arrêtera pas travailler tant que les principaux problèmes n'ont pas été résolus. Selon elle, en ces temps difficiles, le gouvernement devrait accorder plus d'attention à la protection sociale. Elle est convaincue que toute personne occupant un poste de direction devrait se préoccuper sincèrement des citoyens.

«Il faut travailler avec un dévouement total et ensuite seulement penser à soi. Je n'ai jamais pensé à moi: je travaille 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, toujours en contact avec les gens. Si je ne sais pas comment résoudre un problème, je contacte les personnes qui peuvent m'aider», déclare la cheffe du village. La femme ajoute qu'elle n'a pas quitté le village depuis le début de la guerre, pas plus que ses proches. Le fils de Natalia sert dans la police nationale et son gendre dans la garde nationale, et tous deux se sont rendus à de nombreuses reprises sur les «points chauds».

Priorité à la communication et à la transparence

Dans les implantations de première ligne, une communication efficace et la transparence du travail effectué sont des facteurs clés. Selon Natalia Panashiy, cela implique d'être aussi proche que possible des gens et de connaître chacun de leurs problèmes.

«Il faut être honnête avec les gens, ne pas leur mentir. Sinon, ils se rendront compte que les autorités ne s'occupent pas d'eux, et la communication n'aura donc plus de raison d'être», a-t-elle déclaré.

Afin d'identifier les besoins les plus importants des résidents locaux, la *staroste* a initié la création de comités de contrôle qui surveillent le travail de l'administration du village. Le territoire de la *staroste* a été divisé en trois districts, chacun ayant son propre représentant élu par les habitants. Ainsi, lorsque des donateurs venaient dans les localités, un représentant du comité de contrôle concerné était présent aux côtés de la *staroste* afin d'identifier ensemble les questions prioritaires en matière de soutien à la population.

«Mes concitoyens savent que toutes les informations sont rendues publiques et qu'elles sont vraies, car tout ce qui est publié peut être vérifié. Il faut constamment rendre compte du travail accompli. Si je ne dis pas aux gens que nous avons fait tel travail hier, tel travail aujourd'hui et ferons tel

autre demain, il n'y aura plus de confiance», a-t-elle déclaré.

La *staroste* dit qu'elle essaie d'encourager les gens à participer le plus possible à la vie du village, ce qui contribue à unir les gens. Par exemple, les habitants sont constamment impliqués dans le déchargement et la distribution de l'aide humanitaire afin qu'ils puissent voir l'ensemble du processus: le contenu de l'approvisionnement et le volume de l'aide que reçoit une personne. Cela empêche les gens de soupçonner que l'aide est cachée ou détournée. «L'organisation livre des rations alimentaires destinées à certaines catégories. Seules les personnes censées recevoir l'aide s'inscrivent pour la recevoir. Les autres catégories de citoyens ne s'inscrivent jamais», conclut Natalia Panashiy.

«Je ne peux pas laisser mon peuple derrière moi»

Parfois, la sécurité des citoyens dans les zones de front dépend du courage des individus. Il y a des localités où ni les volontaires ni les fonctionnaires n'osent se rendre. Seuls les représentants locaux qui se sentent responsables de leurs concitoyens sont prêts à y distribuer de la nourriture.

Svitlana Fedortchenko, cheffe du district de Pavlivka de la communauté Bilopilska dans l'Oblast de Soumy, livre depuis plusieurs mois de la nourriture à 25 habitants du village de Pavlivka. Elle s'y rend chaque semaine, bien que le village soit situé à seulement deux kilomètres de la frontière russe et qu'il ait été pratiquement détruit après le début de l'opération à Koursk en août dernier. Les routes d'accès sont surveillées en permanence par des drones ennemis, Svitlana laisse sa voiture à l'extérieur du village et marche. La situation est d'autant plus compliquée que les maisons des villageois sont dispersées dans toute la zone et qu'elle doit parcourir des distances considérables, risquant constamment d'être vue par un opérateur de drone. Svitlana Fedortchenko explique sa décision de continuer à se rendre dans la ville détruite de Pavlivka par sa responsabilité envers la population.

«Je ne peux pas laisser mes concitoyens derrière moi, car personne ne s'occupera d'eux. C'est pourquoi je prends constamment des risques, j'ai peur, mais je continue», a déclaré la cheffe du village à *Commons*. Svitlana et son mari, qui l'accompagnaient toujours et l'aidaient à livrer de la nourriture, ont été parmi les derniers à quitter le village, après qu'un drone ait touché leur maison.

Comme les héros précédents, Svitlana Fedorcthenko avait également organisé auparavant une force d'intervention dans le village pour réparer les infrastructures critiques, principalement pour rétablir l'électricité. Face au danger permanent, elle transporte seule les blessés à Bilopillia, car les ambulances ne viennent pas en raison du risque de bombardement. Après l'une des attaques de roquettes Grad, lorsqu'un habitant a été blessé, Svitlana, son mari et une infirmière sont arrivés sur les lieux, lui ont prodigué les premiers soins et l'ont mis dans une voiture. Pendant ce temps, un drone ennemi survolait les lieux. Dès que la voiture a démarré, l'endroit où ils se trouvaient quelques

instants auparavant a été couvert de tirs de mortier. Aujourd'hui, Svitlana continue d'aider ses compatriotes, dont beaucoup ont dû se rendre à Bilopillya, qui subit également des bombardements quotidiens.

La réalité montre que dans les situations de crise, ce n'est pas la centralisation du pouvoir qui est primordial, mais la capacité des gens à s'organiser. À cette fin, il est essentiel que le système de gouvernance soit ouvert, responsable et fondé sur le dialogue avec les communautés. Le gouvernement doit servir les intérêts de la société - mais ce sont les responsables qui restent proches des habitants dans les moments les plus difficiles qui comprennent généralement le mieux leurs besoins.

Il est clair que ce tableau des villes et villages ukrainiens détruits serait fondamentalement différent si l'État et la communauté internationale investissaient des ressources suffisantes dans la reconstruction. Toutefois, en l'absence d'un tel soutien, le facteur décisif est l'auto-organisation à partir de la base - la solidarité des habitants, leur intérêt commun et leur volonté d'assumer des responsabilités. Ces exemples concrets montrent que lorsque les gens se sentent soutenus les uns par les autres et ont la possibilité d'influencer les décisions des autorités, ils sont en mesure d'agir efficacement, même dans les conditions les plus difficiles.

Oleksandr Kitral est journaliste pour la revue en ligne *Commons*. Il pratique un journalisme d'investigation sociale et donne la parole aux sans-voix ou sans droits dans une Ukraine en guerre.

Publié par *Commons*, 10 juin 2025.
Illustration Katya Gritseva. Traduction : Patrick Le Tréhondat

Du même auteur

« Infirmières sur la ligne de front »

« Comment les Ukrainien·nes résistent à "l'arbitraire venu d'en haut" »

« Où et comment se créent des « îlots de socialité » en Ukraine »

« Comment des conditions extrêmes ont poussé les Ukrainiens à des « transformations sociales » pour leur la survie commune »

« La chose la plus importante est l'auto-organisation »

À PARAÎTRE

Révolutions ukrainiennes (1917-1919 et 2014)

Zbigniew Marcin Kowalewski

Et si l'indépendance de l'Ukraine avait commencé en 1917 ?
Ce livre retrace l'histoire oubliée d'une révolution nationale ukrainienne née au cœur du chaos de l'effondrement tsariste. Tandis que la Russie bolchevique imposait son modèle centralisé, une gauche ukrainienne luttait pour une république soviétique mais indépendante.
De Kyiv aux confins de l'Empire, c'est un affrontement méconnu entre deux visions de l'émancipation que nous raconte cette enquête historique.

En revenant sur les événements de 1917-1919, puis sur la résurgence de la question ukrainienne en 1991 et 2014, jusqu'à l'invasion de 2022, ce livre interroge les continuités d'un impérialisme russe toujours à l'œuvre. Une plongée saisissante dans un siècle de luttes pour la liberté, à travers le prisme des révolutions, des résistances et des empires.

Septembre / 280 pages / 20 €

Le Tribunal Russell sur le Vietnam

Bertrand Russell

Les crimes de guerre actuellement perpétrés au Vietnam posent au peuple américain le problème de son propre gouvernement, de sa propre société, le problème même de son destin, je l'ai montré dans mon « Appel à la conscience américaine ». Mais ce n'est pas seulement le peuple américain, c'est nous tous que concernent les événements qui se déroulent au Vietnam. Il nous faut un réveil mondial, mieux, une mobilisation mondiale de l'opinion pour arrêter les atrocités qui se multiplient là-bas, ou alors, chacun de nous deviendra une sorte d'Eichmann. « Nous n'avons fourni que les camions », disait Eichmann. A quoi José Marti avait d'avance répondu : « Le témoin d'un crime qui garde le silence le commet. »

Eichmann, c'est le symbole de la sous-humanité : il représente ceux qui ne savent pas, ceux qui refusent de penser, ceux qui préfèrent l'indifférence, Marti, lui, a exprimé la réaction immédiate et spontanée des hommes qui se sentent responsables, l'impatience où les jette l'indulgence pour l'horreur, le mépris que leur inspire la démission de la conscience.

Qui d'entre nous n'est point le témoin des crimes actuellement commis au Vietnam ? Sont-ils donc bien nombreux les non-alphabètes du monde occidental auxquels la guerre menée au Vietnam par le gouvernement des États-Unis n'est point devenue familière ?

Les organes de diffusion massive des informations, télévision et magazines en tête, n'ont pas cessé de fournir les preuves écrites et filmées des atrocités commises au Vietnam par les forces américaines et par ceux qui les commandent.

Des photographies de scènes de mutilation et de torture de paysans et de membres du FNL du Sud-Vietnam faits prisonniers par les Américains ont été publiées en première page du *New York Times,* du *New York Herald Tribune* et dans d'innombrables autres journaux. *Newsweek, Time, Life* et *Lock* ont diffusé en abondance des images de soldats américains en train d'inonder le Vietnam de bombes au phosphore, de napalm, de gaz paralysants et autres agents de destruction chimique.

Les bombardements d'hôpitaux, d'écoles, de sanatoriums ont été signalés sans même que l'on parût se rendre compte de ce qu'ils signifiaient. Les crimes, dont une simple compilation des documents, rapports et informations sur la guerre du Vietnam publiés par la presse occidentale permet de dresser la liste sont aussi odieux que beaucoup de ceux pour lesquels les dirigeants de l'Allemagne nazie furent exécutés, à la suite du procès de Nuremberg.

Le premier procureur de la Cour suprême des États-Unis, Jackson, déclarait lors de l'ouverture du procès de Nuremberg :

> Le véritable plaignant que nous avons à écouter est la civilisation. La civilisation est en train de se demander si la Loi ne retarde pas au point d'être absolument impuissante à punir d'aussi grands crimes que ceux qu'a commis l'Allemagne. […] La civilisation attend de ce tribunal qu'il fasse passer du côté de la paix la force du droit international, de ses préceptes, de ses interdits et de l'essentiel de son système de sanctions.

Le précédent de Nuremberg intéresse directement la situation dans laquelle nous nous trouvons. Et cela aussi fut énoncé par

le procureur Jackson dans les termes que voici :

> Nous sommes sûrs désormais que lorsqu'à l'avenir un homme de loi ou une nation prendront l'initiative d'une poursuite pour crimes contre la paix mondiale, ils n'auront plus à s'entendre opposer l'argument selon lequel une telle action est irrecevable pour ne pas avoir de précédent.

Nous soutenons qu'en convoquant une Cour contre les crimes de guerre en 1966, nous obéissons aux exigences d'une situation analogue à celle qui avait rendu nécessaire le procès de Nuremberg. Nous ressentons ce que les gens ressentaient il y a vingt-cinq ans lorsque les Juifs étaient entassés dans les chambres à gaz. Nous ne pouvons plus faire autrement que d'élever la voix, de parler à vrai dire contre les crimes actuellement perpétrés au Vietnam.

Nous affirmons qu'il y a des preuves accablantes de ce que des crimes de guerre sont actuellement commis au Vietnam, que ces preuves ont un caractère d'évidence première («*prima facie*») que les organes de diffusion massive des informations des pays d'Occident les fournissent eux-mêmes journellement et que nous sommes par conséquent parfaitement fondés à constituer une cour internationale contre les crimes en question, étant entendu que cette cour fonctionnera au premier chef comme une commission d'enquête.

De quelle nature, en effet, cette cour pourra-t-elle être ? Les témoins de la défense seront libres de se présenter devant elle, mais ils ne sauront y être contraints. La cour n'aura ni le pouvoir de juger les accusés ni celui de leur faire infliger un châtiment. Elle ne sera le porte-parole d'aucun gouvernement. La procédure des débats auxquels elle présidera ne sera pas contradictoire puisque les accusés n'y auront pas les moyens d'organiser normalement leur défense. L'action dont elle sera le centre ne sera donc pas un procès au sens plein. Une comédie de procès parfait ne répondrait pas aux besoins de la cour. La cour, dans ces conditions, fera avant tout figure de commission internationale d'enquête. Et c'est par l'existence d'un nombre suffisant de preuves de caractère de première évidence («*prima facie*») que, tout comme un grand jury, elle se trouvera fondée à mener des investigations sur les crimes commis par les États-Unis au Vietnam.

Le poids et l'influence de la cour seront fonction de la notoriété et de la représentativité de ses membres. La cour sera composée d'hommes inattaquables et que nul ne saurait accuser de manipuler les témoignages de manière inadéquate ou malhonnête.

Il faut insister sur ce point parce qu'il y aura sûrement des gens qui prétendront qu'il est impossible à celui qui se déclare convaincu d'avance qu'un crime a été commis d'apprécier de manière impartiale les témoignages qui lui seront soumis. Il faut souligner qu'un tel argument équivaut à confondre esprit ouvert et esprit vide. Nous ne sommes points d'aveugles ardoises dépourvues de sentiments ou d'impressions. Oui, c'est bien parce que nous avons la conviction passionnée que d'abominables atrocités et des crimes contre l'humanité sont en ce moment même commis aux dépens d'un peuple, que nous avons appelé la cour à se constituer.

La cour, à la manière dont le grand jury introduit une mise en accusation, jugera de la valeur des témoignages qui lui seront soumis, mais c'est parce qu'elle se sera convaincue que des crimes ont été commis qu'elle entendra ces témoignages…

Plus de deux cents témoins et victimes viendront du Vietnam pour témoigner devant la cour. Des experts en armements apporteront à la cour les données d'ordre technique dont elle aura besoin. Des docteurs, des infirmières, des journalistes, etc., viendront témoigner devant la cour. Des films et des photos de raids aériens auxquels est soumis le Vietnam seront présentés à la cour. Un film documentaire sur les audiences et débats de la cour sera tourné, des enregistrements au magnétophone, des témoignages recueillis par la cour seront réalisés et largement diffusés.

Toutes les données sur les travaux de la cour et tous les témoignages rassemblés par la cour seront publiés.

Le seul fait d'annoncer la réunion de la cour a déjà soulevé dans le monde entier, un vif intérêt et suscité de nombreuses propositions de soutien. Des initiatives spontanées en faveur de la cour ont eu lieu dans de nombreux pays. Des pétitions de soutien à la cour vont circuler et seront signées par des gens

de toute espèce. Des comités de soutien à la cour seront formés dans le monde entier. Des débats, réunions et «*teachins*» sur les crimes dont la cour aura à connaître seront organisés. Des fonds seront recueillis, des insignes et des papillons seront largement distribués. C'est par ces moyens qu'il est déjà devenu clair et qu'il deviendra de plus en plus clair que la cour bénéficiera d'un appui considérable. Les travaux de la cour dureront douze semaines et se dérouleront à Paris.

C'est la Fondation Bertrand Russell pour la paix qui a pris l'initiative de constituer une cour internationale contre les crimes de guerre commis au Vietnam. Nous avons tenu à ce que la cour ne soit composée que d'hommes qui ont apporté une contribution non négligeable à la civilisation. Plusieurs d'entre eux sont des experts du droit international et possèdent une connaissance et une expérience particulières en matière de crimes de guerre. Tel est notamment le cas du juriste yougoslave Vladimir Dediger et du juriste italien Lelio Basso, directeur de la *Revue internationale du socialisme*.

La cour comprend encore les hommes que voici: Gunther Anders, l'écrivain autrichien; Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, pour la France; l'ancien président du Mexique Lazaro Cardenas; Stokely Carmichael, président national du Comité américain de coordination des étudiants non-violents; le professeur brésilien Josué de Castro, qui fut directeur de la FAO (Food and agricultural organisation) à l'ONU; Isaac Deutscher, l'historien britannique; le Sicilien Danilo Dolci et Peter Weiss, le dramaturge suédois. Il fallait que la composition de la cour fût aussi remarquable que diversifiée sur le plan géographique.

La sentence que rendra la cour à la fin des audiences sera publiée. Et il sera fait en sorte qu'elle puisse être massivement approuvée dans le monde entier de la manière la plus énergique.

Il y a des gens qui veulent soulever la question des violences commises par le FNL du Sud-Vietnam et par les Vietnamiens dans la lutte qu'ils mènent pour résister à l'agression des États-Unis. La cour ne considérera pas ces violences-là comme des crimes, elle ne les considérera pas plus comme des crimes que le tribunal de Nuremberg ne l'avait fait relativement à l'insurrection du ghetto de Varsovie, aux combats pour survivre menés par les partisans yougoslaves, à la résistance de la Norvège, à la lutte clandestine au Danemark ou aux maquis français. C'était alors la Gestapo qu'il s'agissait de condamner et non point ses victimes.

Bien que la cour n'ait pas le pouvoir de contraindre les témoins de la défense à se présenter devant elle, elle sera prête à les entendre s'ils le demandent, mais à la condition

qu'ils soient officiellement habilités à cet effet, en tant que représentants du gouvernement des États-Unis. C'est pour cette raison que j'ai écrit au président Johnson en lui demandant de venir se défendre lui-même devant la cour ou de désigner des personnes qui seront chargées par son gouvernement de le faire à sa place.

C'est devant la civilisation et devant l'espèce humaine que la cour a conscience d'être responsable. Le premier procureur de la Cour suprême des États-Unis Jackson, a dit à Nuremberg :

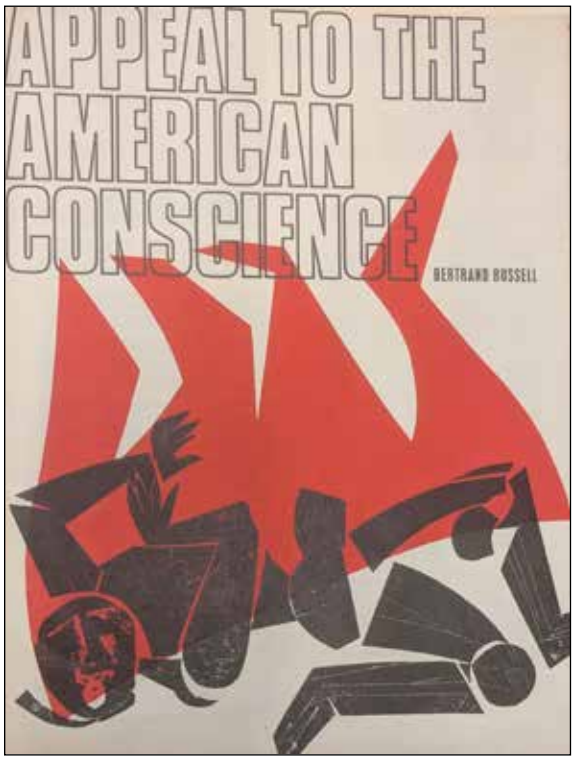
> S'il y a des actes et des violations de traités qui sont des crimes, ce sont des crimes dans le cas où les États-Unis en sont les auteurs comme dans le cas où l'Allemagne en est l'auteur. Nous n'avons nullement l'intention de définir des règles du droit criminel qui ne soient applicables qu'à autrui, et que nous n'accepterions pas qu'autrui pût invoquer contre nous.

C'est parce que nous sommes convaincus que des crimes de même nature que ceux dont le tribunal de Nuremberg a eu à connaître ont été commis à nouveau et qu'il faut par suite à nouveau juger ceux qui en sont coupables que nous avons appelé la cour à se constituer.

Une commission internationale d'enquête se tiendra très bientôt au Vietnam pour y rassembler une première série de données sur la conduite des États-Unis là-bas. Elle présentera son rapport à Paris en novembre 1966.

Gens de tous les pays, aidez la cour contre les crimes de guerre ! Faites-en la cour qui sera l'expression de la conscience de l'espèce humaine !

Source : *Tribune socialiste,* n° 302, 19 novembre 1966



Pour en savoir plus

Léo Matarasso : « Brève contribution à l'histoire du Tribunal Russell sur les crimes de guerre au Vietnam »

Guillaume Mouralis : « Le droit et la justice peuvent être des instruments d'émancipation et de libération puissants »

Les socialistes et la question nationale en Ukraine, hier et aujourd'hui

Andriy Movchan
Entretien avec Victor Osprey

À gauche, on entend souvent parler de l'Ukraine comme d'un « État néonazi » ou d'une « nation de réactionnaires », déterminée à opprimer les russophones et les idées de gauche. En réalité, cette ancienne république soviétique a une longue tradition de penseurs socialistes et progressistes qui ont contribué à façonner la conscience nationale ukrainienne.

Dans cette conversation avec Victor Osprey pour *Links International Journal of Socialist Renewal*, Movchan parle de l'influence des penseurs progressistes et de l'Union soviétique sur la conscience nationale ukrainienne, des débats tendus entre les bolcheviks sur l'indépendance de l'Ukraine, de la façon dont l'histoire du chauvinisme grand-russe nous aide à comprendre la guerre actuelle et de la question épineuse de la discrimination linguistique.

La deuxième partie de cette interview aborde l'état actuel du conflit entre la Russie et l'Ukraine, le rôle de l'extrême droite dans les deux pays et les défis auxquels sont confrontées les forces de gauche ukrainiennes pour construire une solidarité internationale avec leurs luttes.

Pourrais-tu commencer par expliquer pourquoi tu as quitté l'Ukraine en 2014 ?

Mon parcours est intéressant car j'ai commencé mon activisme politique en tant que nationaliste ukrainien de droite. La discrimination linguistique a contribué à ma radicalisation. Cependant, j'ai revu mon point de vue sur le socialisme. Mes anciens camarades de l'extrême droite n'ont pas apprécié, et j'ai été agressé à plusieurs reprises dans la rue par ces radicaux. C'est finalement ce qui m'a poussé à quitter l'Ukraine.

En exil, je me suis installé à Madrid. Pendant un an et demi, j'ai vécu là-bas illégalement, sans papiers, sans argent, sans presque aucun ami et sans connaître aucune langue étrangère. Plus tard, j'ai obtenu officiellement l'asile politique et j'ai déménagé à Barcelone, où je vis aujourd'hui.

Peux-tu expliquer l'influence des penseurs progressistes et socialistes sur l'émergence d'une conscience nationale ukrainienne au 19e et au début du 20e siècle, du panslavisme démocratique de l'écrivain et poète ukrainien Taras Chevtchenko[1] à l'anarcho-socialiste Mykhailo Drahomanov, en passant par des figures telles que la traductrice du Manifeste communiste *en ukrainien, Lesya Oukrainka ?*

Quand j'étais à l'école dans les années 1990, on nous enseignait tous ces personnages historiques comme des classiques de la littérature ukrainienne et des combattants pour l'indépendance de l'Ukraine. Mais leurs

1. NdÉ. Voir Vladyslav Starobutsev, « Le radicalisme social de Taras Chevtchenko », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 39-40, 1er juillet 2025.

opinions politiques, profondément enracinées dans les traditions socialistes et démocratiques, étaient passées sous silence. Ce n'est que bien plus tard, lorsque je me suis intéressé aux idées de gauche, que j'ai appris qu'Ukrainka et [le poète et écrivain ukrainien] Ivan Franko étaient des socialistes fervents.

L'idéologie de la classe dirigeante de l'Ukraine moderne essaie d'éviter de parler de ces aspects de notre histoire. Pourtant, les pères fondateurs de la nation ukrainienne moderne étaient, pour la plupart, partisans d'idées égalitaires.

Paradoxalement, présenter les Ukrainiens comme une « nation de réactionnaires » dont « la mentalité est opposée aux idées du socialisme » est bénéfique à la fois pour la bourgeoisie ukrainienne et pour les « *tankies* » (communistes autoritaires - staliniens) occidentaux [qui soutiennent le président russe Vladimir Poutine et son invasion de l'Ukraine]. Pourtant, un examen détaillé de l'histoire de l'Ukraine nous permet d'affirmer exactement le contraire : les idées de libération nationale et sociale du peuple ukrainien ont toujours été inextricablement liées.

Quelles étaient les relations entre les socialistes ukrainiens et russes à l'époque de l'empire tsariste ? Quel était le degré de coopération entre eux ?

Les socialistes ukrainiens et russes de l'époque coopéraient étroitement, car ils avaient un ennemi commun : l'autocratie tsariste. Les Ukrainiens comprenaient que les changements politiques en Ukraine, qui était sous domination tsariste, seraient difficiles à mettre en œuvre sans changements en Russie même. De même, les révolutionnaires russes avaient conscience que les peuples opprimés par l'empire russe constituaient une puissante ressource révolutionnaire.

Mais ces relations n'étaient pas faciles, surtout quand il s'agissait de la question de la sécession de l'Ukraine. Dans ce contexte, le débat entre le socialiste ukrainien Lev Iourkevitch et Vladimir Lénine est intéressant. Iourkevitch suggérait que les Ukrainiens se concentrent sur leur propre lutte nationale, tandis que Lénine appelait à une coopération étroite, sans laquelle la lutte contre le tsarisme ne pourrait être gagnée.

Dans ce débat, Lénine a écrit : « Avec l'action unifiée des prolétaires grand-russes et ukrainiens, une Ukraine libre est *possible* ; sans cette unité, elle est hors de question[2]. »

Cette citation a été gravée sur le piédestal du monument qui lui est dédié à Kyiv. Mais il faut noter que lorsque les autorités soviétiques ont décidé de décorer le piédestal à Kyiv avec cette citation dans les années 1950, elle avait pris un sens complètement différent.

Sortie de son contexte, elle avait été intégrée au chauvinisme grand-russe réhabilité par Joseph Staline. Sa nouvelle interprétation était que seul le régime soviétique de Moscou pouvait rendre le peuple ukrainien « libre », et que tout rêve d'indépendance politique vis-à-vis de Moscou ne ferait que nuire aux Ukrainiens.

Il est important de dire que cette phrase léniniste a pris un nouveau sens dans le contexte de la guerre. Il est super dur pour l'Ukraine de repousser l'invasion d'un ennemi bien plus puissant : la Russie néotsariste. La seule chance de mettre fin à la guerre de manière juste n'est pas la victoire sur le champ de bataille, mais un changement politique en Russie même. La coopération avec l'opposition russe, les mouvements antiguerre et révolutionnaires devrait donc être une priorité pour les Ukrainiens. Après tout, on a un ennemi commun : le régime de Poutine.

Cependant, la logique nationaliste des élites ukrainiennes empêche une telle coopération internationale. D'un autre côté, la faiblesse de l'opposition russe sous la dictature de Poutine et l'attitude arrogante d'une grande partie de la gauche russe envers l'Ukraine ne sont pas non plus encourageantes.

Si les écrits de Lénine avant et après la révolution de 1917 prônaient clairement l'autodétermination et défendaient les droits nationaux ukrainiens contre le chauvinisme russe, ils ont parfois été sacrifiés au profit de l'exploitation des ressources, en particulier pendant la guerre civile. D'autres bolcheviks avaient une vision plus « luxembourgiste » qui considérait les revendications spéci-

2. www.marxists.org/archive/lenin/works/1913/crnq/3.htm.

fiquement « nationales » comme hors de propos ou réactionnaires. Finalement, un parti socialiste radical ukrainien appelé les borotbistes a fusionné avec les bolcheviks ukrainiens pour former le Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine en 1921. La politique bolchevique s'est alors orientée vers une « ukrainisation », qui encourageait la langue et la culture ukrainiennes, ce qui a conduit à une renaissance linguistique et artistique dans les années 1920. Mais ça a été largement abandonné sous Staline. Comment tu comprends ce processus et quelles ont été les conséquences de son abandon ?

Les processus de renaissance nationale dans les années 1920, puis le processus inverse de réhabilitation du chauvinisme russe dans les années 1930, suivi de la russification, sont essentiels pour comprendre l'invasion actuelle de la Russie. Le manque de connaissances sur la question nationale ukrainienne à cette période cruciale parmi la gauche russe et mondiale nous empêche de comprendre le vrai contexte de la guerre.

Même Poutine, dans son discours du 21 février 2022 justifiant idéologiquement l'invasion, fait référence à la révolution de 1917 comme étant « la racine du problème », c'est-à-dire l'existence d'une Ukraine indépendante. Poutine est nostalgique de l'époque de l'empire russe, quand l'Ukraine n'existait pas en tant qu'entité politique. Il a accusé Lénine d'avoir accordé aux peuples de l'empire le droit à l'autodétermination, que l'Ukraine et d'autres républiques ont exercé en 1991.

Lénine était un politicien super progressiste pour son époque et comprenait que la lutte des peuples opprimés par le tsarisme était une force révolutionnaire puissante. En même temps, en tant que partisan de la construction du socialisme dans le cadre des grandes puissances, il n'était pas favorable à la séparation des peuples. Tout en proclamant des slogans d'autodétermination, il s'y opposait dans la pratique.

En conséquence, après leur victoire dans la guerre civile, les bolcheviks ont trouvé une formule de compromis : tout en refusant l'indépendance aux Ukrainiens (qu'ils ont été contraints d'accorder à la Pologne et à la Finlande), ils ont accordé à l'Ukraine une autonomie formelle dans le cadre de l'Union soviétique. En même temps, ils ont

lancé un processus d'indigénisation, qui impliquait une discrimination positive en faveur de la langue et de la culture ukrainiennes afin de surmonter les effets de la russification tsariste et de faire comprendre aux masses ukrainiennes que la révolution était leur projet, et non quelque chose d'étranger. L'indigénisation s'est accompagnée d'un essor sans précédent de la culture révolutionnaire ukrainienne. Nous n'avons jamais eu de meilleurs exemples de littérature, de cinéma et d'art de classe mondiale, ni avant ni après.

Mais ça n'a pas duré. En 1932, avec le début de la collectivisation, Staline a complètement changé de cap. Si le chauvinisme russe était auparavant considéré comme l'ennemi principal, c'est désormais le « nationalisme bourgeois ukrainien » qui est proclamé ennemi numéro un. Les écoles et les magazines ukrainiens ont été fermés, et des centaines des meilleurs représentants de l'intelligentsia révolutionnaire ukrainienne ont été tués – on les appellera plus tard « la Renaissance exécutée ». La culture ukrainienne a été reléguée à un rôle formel et décoratif. La russification, et même la réhabilitation du chauvinisme impérial russe à la fin des années 1930, ont suivi.

À cause des processus d'assimilation à la fin de l'ère soviétique, la langue ukrainienne était dans un état déplorable. Les grandes villes d'Ukraine (à l'exception des régions occidentales) sont devenues presque entièrement russophones. Les tentatives des dissidents pour critiquer cet état de fait ont été réprimées. L'assimilation linguistique et le fait que l'Ukraine ait continué à être gouvernée de facto par Moscou pendant l'ère soviétique ont conduit de nombreux Moscovites ou Leningradois à croire que l'Ukraine faisait partie de la Russie et que son indépendance était une erreur malheureuse. Poutine est l'un d'entre eux.

Quel était le statut social de ceux qui ne parlaient que l'ukrainien ou principalement l'ukrainien dans l'Ukraine soviétique, par rapport aux russophones ? Était-ce un obstacle à la mobilité sociale ou un signe de « retard » et d'origine rurale, où l'ukrainien était plus largement parlé ?

La situation réelle des locuteurs ukrainiens en République socialiste soviétique d'Ukraine (RSS) est vraiment importante pour comprendre le contexte de la guerre. Il est dommage que très peu de gens connaissent cette question.

Après l'abandon de la politique d'indigénisation au début des années 1930, la situation de la langue ukrainienne s'est considérablement détériorée. Le nombre d'écoles ukrainiennes a progressivement diminué, tout comme la proportion de livres et de magazines en ukrainien. Le russe dominait l'enseignement supérieur, la science et la culture populaire. Dans les années 1970, la russification ciblée a pris des proportions catastrophiques.

Pire encore, l'ukrainien était vu comme une langue de village. Dans les grandes villes, ceux qui parlaient ukrainien étaient considérés comme des « paysans sales », « arriérés » et « collectivistes ». On pensait que les gens cultivés, éduqués et « progressistes » devaient parler russe. Les brimades à l'encontre des locuteurs ukrainiens dans les lieux publics (files d'attente, transports en commun, lieux de travail) étaient extrêmement courantes. Pour les enfants et les jeunes, il était tout simplement impossible de parler ukrainien sans être ridiculisé et exclu socialement dans des villes comme Kyiv, Donetsk, Kharkiv, Odessa et Dnipro. Les villageois qui venaient en ville (et plus encore leurs enfants) développaient un complexe d'infériorité et préféraient passer au russe.

L'État a laissé une certaine place à la langue ukrainienne : littérature officielle, cinéma, facultés de philologie, certains médias et la télévision. Mais dans un contexte de déclin total du prestige de la langue ukrainienne, ces domaines n'étaient plus pris au sérieux par la société. En même temps, toute tentative de remettre en question le statut de la langue ukrainienne par des intellectuels et des dissidents était considérée par l'État comme du « nationalisme ukrainien » et punie par la répression. Pendant l'ère Leonid Brejnev, il y a eu plusieurs campagnes pour lutter contre le « nationalisme ». Pendant ce temps, les manifestations de chauvinisme russe n'étaient pas du tout punies.

La situation d'inégalité linguistique a continué même après que l'Ukraine a obtenu son indépendance. Quand j'étais gamin et ado à Kyiv, il n'y avait pas un seul locuteur natif ukrainien dans mon quartier. Les locuteurs ukrainiens étaient victimes d'intimidation.

À 18 ans, j'ai décidé de passer du russe à l'ukrainien pour protester contre la discrimination. Même mes potes se moquaient de moi et me traitaient de « paysan collectif ». C'était un défi intéressant. Pour des centaines de personnes autour de moi, j'étais le premier à montrer qu'il n'y avait pas de honte à parler ukrainien.

Malgré l'existence de publications et d'écoles en ukrainien, la langue était reléguée à un statut secondaire, ce qui allait à l'encontre de la promotion officielle du « bilinguisme » et de l'égalité totale des peuples en Union soviétique. Est-ce que ceux qui réclamaient une plus grande promotion de la langue et de la culture ukrainiennes sous forme de magazines, de livres, de films – dont beaucoup étaient des communistes comme le critique littéraire ukrainien Ivan Dziouba – étaient considérés comme des « nationalistes », par opposition à l'idée automatique que lire et parler la lingua franca *de l'Union soviétique, le russe, était « internationaliste » ?*

Dans son ouvrage intitulé *Internationalisme ou russification ?*[1], Ivan Dziouba a très justement abordé la question de la place de la langue ukrainienne et défendu une perspective léniniste. Officiellement, la langue ukrainienne avait le même statut que le russe après Staline. Mais du point de vue du marxisme, c'est la pratique qui est le critère de vérité. Est-ce qu'une personne qui parlait ukrainien pouvait s'attendre à être traitée de la même manière et à gravir les échelons sociaux comme une personne russophone ? Absolument pas.

De plus, la discrimination institutionnelle (comme celle dont sont victimes les russophones dans l'Ukraine indépendante) est peut-être plus visible que la discrimination quotidienne, mais la discrimination domestique normalisée – le harcèlement – est beaucoup plus douloureuse socialement. Si une personne risque d'être victime chaque jour de remarques humiliantes, d'être traitée de « paysan collectif » ou de se voir demander de « parler une langue normale », c'est tout aussi douloureux, voire plus. Surtout lorsqu'il n'y a aucun moyen de se défendre.

Une telle discrimination peut non seulement briser les gens et les forcer à s'assimiler, mais aussi les radicaliser. Par exemple, le dissident [poète ukrainien] Vasyl Stous s'est engagé dans la lutte pour les droits linguistiques après avoir été humilié pour avoir parlé ukrainien dans une file d'attente à la cantine de Donetsk. La situation a été aggravée par le fait que le parti voyait dans la défense de la langue ukrainienne un nationalisme dangereux. Si des dissidents comme Dziouba ont commencé leur critique en tant que communistes convaincus, la répression du parti les a désillusionnés quant aux idées socialistes.

Les Russes étaient-ils considérés, officiellement ou non, comme le « peuple dirigeant » de l'Union soviétique, l'incarnation et les dirigeants « légitimes » des aspirations progressistes panslaves, même sous une apparence communiste ?

À la fin des années 1930, la doctrine de Staline a officiellement établi une hiérarchie des nations au sein de l'Union soviétique, les Russes jouant un rôle de premier plan. On affirmait que les Russes avaient mené la révolution, guidant les autres nations. En plus, les idéologues de Staline ont commencé à présenter l'Union soviétique comme l'héritière de l'État « millénaire » de la Russie.

Les fondements du mythe national russe et du nationalisme russe en tant qu'idéologie de masse ont été posés dans les années 1930. Même l'hymne de l'Union soviétique, écrit en 1943 par Sergueï Mikhalkov, commence par ces mots : « L'union des républiques indestructibles des libres a été unie pour toujours par la grande Russie. » Quel rapport ces mots ont-ils avec l'internationalisme ?

Staline s'est appuyé sur le nationalisme russe pour faciliter la mobilisation patriotique des masses en cas de guerre. Les idées de l'internationalisme étaient trop complexes pour offrir ce potentiel de mobilisation, car elles reposaient sur la croyance en l'exclusivité et la supériorité nationales. C'est un détail très important qui est souvent mal compris par la gauche occidentale. Dans presque toutes les guerres d'indépendance, le nationalisme est un moteur décisif. La Seconde

1. NdÉ. Ivan Dziouba, *Internationalisme ou russification ? La négation grand-russe de l'Ukraine*, Paris, Syllepse, 2023.

Guerre mondiale a été gagnée par l'Armée rouge, non pas sous les slogans d'une révolution mondiale, mais sous ceux de la défense de la patrie russe. « Nous ne nous sommes pas battus pour le communisme, mais pour la Russie », ont avoué les participants à la guerre.

Faut-il s'étonner alors que le nationalisme devienne également un moteur de la défense de l'Ukraine ? C'est tout à fait naturel.

Peux-tu nous parler de la politique linguistique actuelle de l'État ukrainien ? Les locuteurs du russe ou du surzhyk sont-ils victimes de discrimination ?

Depuis l'indépendance de l'Ukraine, les langues russe et ukrainienne ont toutes deux été victimes de discrimination. Le russe a fait l'objet d'une discrimination institutionnelle parce qu'il n'était pas la langue officielle. Dans la pratique, cependant, le russe est resté dominant pendant longtemps, même dans des institutions telles que la télévision nationale et les écoles des régions du sud-est, tandis que l'ukrainien était victime de discrimination dans la vie quotidienne dans les grandes villes et les régions russophones.

En 2022, on a vu une énorme vague de patriotisme. Beaucoup de russophones se sont engagés dans l'armée pour défendre le pays, et encore plus de gens ont commencé à parler ukrainien dans la vie civile. On aurait dit que la solidarité unissait enfin le pays après tout ce temps. Malheureusement, la politique linguistique de l'État a commencé à se radicaliser. La discrimination à l'égard de l'usage du russe dans l'espace public est devenue plus fréquente. La discrimination quotidienne à l'égard de la langue russe, qui était autrefois rare, est apparue.

Cependant, les discours des *tankies* sur la répression de la langue russe ou son interdiction sont fictifs. Des villes comme Kharkiv, Zaporijjia et même Kiev continuent d'être majoritairement russophones. Ces citoyens russophones sont constamment attaqués par les missiles de Poutine, c'est pourquoi ils détestent sincèrement les « libérateurs » du nord.

Peux-tu nous expliquer certaines des opinions de la gauche internationale sur l'Ukraine et leur idée que les régions russophones sont forcément pro-russes ? Kharkiv, par exemple, est une ville où la plupart des gens parlent russe et où la grande majorité est contre l'invasion russe…

Kharkiv est un super exemple qui montre que les russophones, qui sont la grande majorité là-bas, n'attendent pas que la Russie les « libère ». C'est l'un des centres régionaux les plus touchés par l'agression russe. Il est à 40 kilomètres de la frontière, donc les missiles, les drones et les bombes russes frappent la ville presque tous les jours. Kharkiv est devenue un symbole de la résilience du peuple ukrainien, ses habitants reconstruisant héroïquement leur ville depuis plus de trois ans.

On peut en dire autant de Zaporijjia, Kherson, Odessa, Mykolaïv, Kryvyi Rih, Dnipro : toutes ces villes ont une majorité de russophones, mais ce sont des Ukrainien·nes.

Quelle est la gravité de la répression et de la russification des Ukrainiens dans les régions occupées par la Russie ?

La russification et l'assimilation de la population dans les territoires occupés sont une priorité pour les administrations d'occupation. Toutes les références à l'Ukraine sont supprimées. La langue ukrainienne est en train d'être éradiquée. Le simple fait de parler ukrainien est considéré comme une trahison envers les occupants. Pour ça, les gens peuvent être licenciés, kidnappés et même torturés.

Mais le plus important, c'est le système éducatif et l'endoctrinement des enfants. Toutes les écoles sont passées à la langue russe. Les élèves subissent un lavage de cerveau avec de la propagande chauvine russe et apprennent à détester l'Ukraine. Des dizaines de milliers d'enfants sont impliqués dans l'organisation scoute chauvine Iounarmiya (Mouvement social patriotique militaire panrusse « Jeune armée »), où ils subissent un endoctrinement idéologique et un entraînement militaire. C'est tout simplement horrible : les partisans de Poutine entraînent des enfants ukrainiens des territoires occupés à se battre contre d'autres Ukrainiens !

En plus, une colonisation s'installe sur les terres occupées. La Russie ne fait même pas confiance aux collaborateurs locaux occupant des postes importants, elle envoie donc à leur place des enseignants, des médecins,

des fonctionnaires et des agents de sécurité venus d'autres régions russes. Des programmes de prêts et de prêts hypothécaires avantageux sont proposés aux Russes qui souhaitent s'installer dans les territoires occupés. À travers la colonisation et l'assimilation, la Russie mène délibérément une purification ethnique progressive[2].

Y a-t-il une résistance ukrainienne efficace dans les territoires occupés ?

La résistance partisane ukrainienne n'est pas très répandue. Les opposants les plus actifs à l'occupation ont réussi à quitter ces territoires. Les activités des groupes de guérilla sont aussi compliquées par la force des services de sécurité russes, qui ont facilement démasqué ces groupes. Même les dirigeants militaires ukrainiens ont appelé les Ukrainiens des territoires occupés à ne pas prendre de risques et à attendre la libération. Les guérilleros agissent principalement en transmettant des informations, en lançant des missiles sur des cibles militaires des occupants et en commettant des actes de sabotage.

Il existe un mouvement de femmes des territoires occupés appelé Angry Mavkas[3], qui rappelle aux occupants à travers des affiches et des graffitis qu'ils ne sont pas les bienvenus ici. Le mouvement de guérilla tatar Atesh est également actif en Crimée[4].

Tu gères la page des réseaux sociaux Socialist Art sur Facebook et Instagram. Qu'est-ce qui t'a intéressé dans l'art socialiste historique ? Et comment relies-tu ça à l'héritage contradictoire de l'Union soviétique, en particulier en Ukraine ?

Je m'intéresse depuis longtemps à l'héritage esthétique des mouvements révolutionnaires et des régimes socialistes. En Ukraine, j'ai beaucoup écrit sur l'art en tant que critique d'art et j'ai lu des ouvrages sur l'histoire de l'art. Parfois, je publiais des exemples d'art soviétique sur ma page Facebook.

Plus tard, j'ai eu l'occasion de gérer une page « Socialist Art » et j'ai découvert des dizaines de milliers de *followers* du monde entier qui avaient une grande soif d'apprendre sur cet art. Mes connaissances pouvaient répondre à cette demande. La page « Socialist Art » a vraiment gagné en popularité. Elle comptait des milliers de *followers* de différents pays : Inde, Brésil, États-Unis, Allemagne, Turquie, Grande-Bretagne, Mexique. La plupart venaient de Kolkata, dans l'État du Bengale-Occidental, considéré comme l'« État rouge » de l'Inde.

Mais à un moment donné, j'ai perdu mon enthousiasme. Les œuvres les plus intéressantes, comme l'avant-garde soviétique des années 1920, ne devenaient pas populaires. En même temps, des images primitives et reconnaissables de propagande, comme le marteau et la faucille ou les portraits de dirigeants, recevaient instantanément des milliers de *likes* et de *reposts*.

J'étais encore plus triste de voir que des centaines de milliers de militants de gauche du monde entier qui aiment l'art soviétique soutenaient sincèrement l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Pour convaincre mes followers du contraire, j'ai essayé de promouvoir l'art de la période d'indigénisation des années 1920, l'avant-garde réprimée par Staline et l'art russe antiguerre. Mais mes efforts ont été vains.

Si quelqu'un est convaincu que tout agresseur qui s'oppose à l'Occident a le droit d'envahir et d'occuper d'autres pays, ce n'est pas du socialisme. C'est du campisme. C'est une croyance religieuse et aucun art ne peut y remédier.

Andriy Movchan vit maintenant en Catalogne, où il se consacre à des questions liées au militantisme médiatique, à l'art et au journalisme.

Victor Osprey est un militant de Green Left (Australie).

Source : « Socialists and the national question in Ukraine, yesterday and today », *Links*, 31 mai 2025. Traduction Deepl revue par Michel Lanson

2. Christopher Fords, « Ukraine's stolen children : More than just a humanitarian crisis », *Links*, 9 mai 2025.

3. NdÉ. Référence à une nymphe vertueuse du folklore ukrainien qui attire les jeunes hommes vers la mort dans les bois.

4. NdÉ. Voir *Soutien à l'Ukraine résistante,* n° 36, 24 février 2025.

Le rôle des Israélien·nes dans le mouvement de libération palestinien

Fadi Shabita

L'histoire de l'organisation anticoloniale montre qu'il y a de la place pour une lutte commune – mais seulement si le partenariat vise à promouvoir une égalité et une justice véritables.

Comme de nombreuses luttes populaires de libération au cours de l'histoire, la lutte des Palestinien·nes contre l'apartheid israélien se définit par une confrontation entre deux camps distincts : l'oppresseur et l'opprimé. Pourtant, comme dans presque tous les autres cas – du mouvement anti-apartheid sud-africain à la résistance algérienne au colonialisme français – certain·es individu·es au sein du camp dominant ont estompé cette division, choisissant de s'opposer aux mécanismes de domination et de se dissocier des actions de leur propre société.

Ce phénomène récurrent a toujours obligé les mouvements de libération à se poser des questions : doivent-ils accueillir les voix dissidentes du camp de l'oppresseur ou les considérer avec méfiance ? La solidarité active de l'autre camp renforce-t-elle leur mouvement ou risque-t-elle de le saper ?

Aujourd'hui, les quelque 7 millions de Juifs/Juives et 7 millions de Palestinien·nes qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée sont effectivement sous le contrôle total d'Israël. Alors que tous et toutes les résidentes juives d'Israël, y compris les colons de Cisjordanie, jouissent de tous les droits en tant que citoyen·nes, les Palestinien·nes sont divisé·es en plusieurs catégories, toutes inférieures au statut des Juifs et Juives israélien·nes à des degrés divers.

En Cisjordanie, dont l'annexion par Israël est en bonne voie, le nombre de colons est passé de 100 000 au moment des accords d'Oslo à environ 700 000 aujourd'hui. De nombreux colons sont armés, soutenus par l'État et occupent des postes de pouvoir politique et militaire. Les dirigeant·es de la droite messianique, autrefois prudent·es lorsqu'il s'agissait de révéler leurs véritables intentions, promeuvent aujourd'hui ouvertement le nettoyage ethnique et la suprématie juive.

L'une des principales tactiques utilisées pour dissimuler cette colonisation continue et accélérée consiste à la présenter comme un conflit fondé sur des « malentendus » ou des « préjugés » entre Israélien·nes et Palestinien·nes. Il s'agit d'une tentative de normaliser l'oppression tout en déplaçant la discussion vers les « relations » entre les personnes. Mais il est clair qu'en tant que Palestinien·ne, j'éprouverai des sentiments négatifs à l'égard des Israélien·nes tant qu'elles et ils continueront à s'emparer de ma terre et à vivre dans ma maison. Nous devrons d'abord nous attaquer à cette réalité coloniale, et ce n'est qu'ensuite que nous pourrons parler de nos relations et de nos sentiments.

Tout comme les jeunes Palestiniens·ne n'ont pas choisi de naître en Cisjordanie, à Gaza ou en exil, les jeunes Israélien·nes, dont certain·es appartiennent déjà à la troisième ou quatrième génération de colons, n'ont pas choisi de naître dans cette réalité politique. Néanmoins, iels doivent choisir comment réagir : vont-iels y participer, préserver ses mécanismes d'oppression et bénéficier des privilèges qu'elle leur accorde ? Ou choisiront-iels d'y résister – à un prix personnel potentiellement élevé ?

Identifier les allié·es

En Algérie française, bien que la population autochtone ait mené sa propre lutte de

libération, un petit groupe de communistes, de gauchistes et d'intellectuel·les français·es a soutenu le Front de libération nationale (FLN) et a même sacrifié sa vie pour l'indépendance de l'Algérie. Des groupes comme le réseau Jeanson, et des individus comme Fernand Iveton et Henri Maillot, ont aidé le FLN en faisant de la contrebande d'armes, en finançant des opérations et en participant à la résistance armée.

D'autres, comme l'avocate Gisèle Halimi, ont défendu les membres du FLN devant les tribunaux et dénoncé les pratiques de torture françaises. Des intellectuel·les influent·es, comme Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, ont écrit de puissantes critiques du colonialisme ; Sartre, en particulier, est devenu la cible des forces pro-coloniales pour son soutien franc à l'indépendance de l'Algérie. Considéré·es comme des traîtres par les autorités françaises, ces militant·es sont considéré·es en Algérie comme des allié·es important·es qui se sont opposé·es à la vision coloniale dominante de l'État français et de la population coloniale.

De même, dans l'Afrique du Sud de l'époque de l'apartheid, une minorité de militant·es blanc·hes a rejoint la lutte de libération des Noir·es et plusieurs d'entre elles et eux sont devenus des personnages clés : Joe Slovo a dirigé l'aile militaire de l'ANC, la journaliste Ruth First a été assassinée pour son activisme et Helen Suzman a contesté l'apartheid au sein du parlement. La plupart des dirigeant·es sud-africains noir·es, Nelson Mandela en tête, ont approuvé la coopération interraciale, insistant sur le fait que la lutte était menée contre l'apartheid et non contre la population blanche. Pour nombre de ses membres, la position multiraciale de l'ANC a contribué à montrer que l'apartheid n'était pas universellement accepté, même parmi la population blanche.

Cette approche s'est heurtée au scepticisme des factions plus radicales, qui se demandaient si ces allié·es blanc·hes pouvaient réellement transcender leurs privilèges, craignaient des atteintes à la sécurité ou doutaient de leurs engagements révolutionnaires. Pourtant, les militant·es blanc·hes ont prouvé leur dévouement et ont parfois payé le prix fort. Après la fin de l'apartheid, la Commission vérité et réconciliation d'Afrique du Sud a rendu hommage aux contributions de ces allié·es blanc·hes, dont beaucoup ont contribué à façonner le nouvel État démocratique.

Dans le contexte israélo-palestinien, il importe tout d'abord d'identifier les Israélien·nes qui sont des allié·es potentiel·les dans la lutte palestinienne. Ce que l'on a appelé historiquement la « gauche sioniste » se composait essentiellement d'organisations politiques qui, tout en plaidant parfois pour la fin de l'occupation, acceptaient fondamentalement le cadre ethno-national d'Israël. Leur rhétorique, qui appelle constamment à « préserver le caractère juif d'Israël », nie intrinsèquement le droit au retour des Palestinien·nes déplacé·es en 1948. Ce faisant, ces Israélien·nes ont cherché à maintenir la structure suprématiste juive d'Israël tout en essayant d'empêcher son glissement vers un apartheid manifeste, une évolution qui pourrait nuire à l'image internationale de l'État juif.

Plutôt que de remettre en question les fondements coloniaux du sionisme, la distinction entre cette « gauche » et la droite messianique d'Israël a finalement porté sur la tactique : le nettoyage ethnique de 1948 avait-il suffisamment assuré la domination juive ou fallait-il encore expulser les Palestinien·nes de la Cisjordanie et de Gaza, et même des frontières internationalement reconnues d'Israël ?

D'autres groupes israéliens radicaux, tels que Matzpen, Yesh Gvul, Ta'ayush et Combatants for Peace, ont au contraire refusé toute suprématie ethno-nationaliste. Qu'il s'agisse de mener des manifestations, de refuser la conscription ou de mener des actions de solidarité avec les Palestinien·nes dans les territoires occupés, ces organisations ont consacré leur énergie à lutter contre l'occupation israélienne par le biais d'une résistance non violente. Dans le passé (mais dans une bien moindre mesure aujourd'hui), ces groupes ont entretenu des liens avec des organisations palestiniennes et ont même été reconnus par l'OLP comme des alliés potentiels. Les Israélien·nes qui se sont joint·es aux manifestations en Cisjordanie ou à Gaza ont parfois payé un lourd tribut personnel, alors même que leur nombre au sein de la société israélienne n'a cessé de diminuer.

Conditions de la corésistance

La question cruciale n'est pas de savoir s'il y a de la place pour une lutte commune avec les Israélien·nes, mais quelles sont les conditions à remplir pour qu'une telle coopération favorise réellement la libération et l'égalité.

Tout d'abord, tout Juif israélien (toute Juive israélienne) qui choisit de prendre part à la lutte pour la libération de la Palestine doit reconnaître qu'iel n'est pas un·e «partisan·e extérieur·e», mais quelqu'un·e qui assume la responsabilité d'un système dont iel bénéficie et qui fonctionne en son nom. Alors que la/le Palestinien·ne lutte pour sa propre liberté et sa libération nationale, le rôle de l'Israélien·ne est de refuser activement d'être complice du maintien du régime d'apartheid et des injustices permanentes qu'il commet. Il s'agit d'un partenariat fondé sur des objectifs politiques et pratiques communs, mais il n'est pas symétrique – chaque partie a un rôle distinct façonné par sa propre réalité historique et nationale.

Deuxièmement, il faut reconnaître pleinement l'injustice historique causée au peuple palestinien par la création de l'État d'Israël, y compris son expulsion et sa dépossession de ses terres. Cette reconnaissance doit s'accompagner d'une réelle volonté d'agir pour corriger l'injustice, notamment par la redistribution des terres et des autres ressources pour tenir compte de la dépossession des Palestinien·nes, sans priver les Israélien·nes juifs/juives dans le processus. Un tel arrangement utopique est peut-être difficile à imaginer aujourd'hui, mais lorsqu'il existe une véritable volonté politique, il est possible de trouver des voies pratiques pour une justice redistributive.

Troisièmement, il doit y avoir une reconnaissance mutuelle du droit des deux peuples à vivre sur la terre. Pour les Palestinien·nes, ce droit découle de leur place en tant que population indigène, y compris celles et ceux qui ont été expulsé·es et restent en exil, ainsi que la minorité juive-palestinienne qui vivait ici avant les premières implantations sionistes. Pour les Juifs/Juives israélien·nes, elle découle de leur présence à long terme sur le territoire, sur plusieurs générations.

Quatrièmement, la croyance selon laquelle le contrôle juif est une nécessité existentielle doit être abandonnée. L'idée qu'un État juif est essentiel à la survie des Juifs/Juives sur cette terre n'est pas seulement erronée, elle entretient un système d'oppression. En effet, la suprématie ethnique garantit la poursuite de la résistance palestinienne, tant que l'égalité dans notre propre patrie nous est refusée. Un avenir juste et pacifique exige de reconnaître les Palestinien·nes et les Juifs/Juives comme deux peuples égaux et de construire un partenariat politique au lieu de maintenir un régime de domination juive. La justice et l'égalité ne sont pas des faveurs accordées d'un côté à l'autre - ce sont des intérêts partagés. Seule une société qui démantèle les privilèges ethniques peut apporter une stabilité et une sécurité véritables.

Cinquièmement, une nouvelle structure politique doit être créée, qui reflète l'existence et les besoins culturels, politiques et matériels des deux peuples vivant entre le fleuve et la mer, ainsi que d'autres communautés minoritaires. Cette structure doit traiter et rectifier l'injustice historique infligée aux Palestinien·nes, non pas en créant de

nouvelles injustices, mais par une redistribution équitable du pouvoir et des ressources.

Le nombre d'Israélien·nes qui défendent ces principes et agissent en conséquence reste très faible aujourd'hui. La plupart des Israélien·nes, qu'iels le reconnaissent ou non, participent au système d'apartheid. Il est néanmoins essentiel que la position palestinienne reste fondée sur des principes et des valeurs clairs. La voie à suivre doit respecter et encourager la résistance commune, mais uniquement sur la base de principes solides. Il s'agit d'une lutte contre l'apartheid, qui doit être menée en partenariat avec tous ceux qui s'y opposent réellement.

Fadi Shabita est titulaire d'une maîtrise en résolution des conflits, militant politique et social et ingénieur en informatique et a été membre du Comité populaire local pour la défense des terres de Jaffa.

Source : *+972magazine* (Israël). Une version de cet article a été publiée en hébreu sur le site *Sabra* qui a pour objectif de « permettre au lecteur israélien de découvrir des récits qui mettent en scène l'être humain palestinien dans toute son humanité, avec ses préoccupations, sa vie sociale et culturelle, de manière directe et sans intermédiaire ».

Pour en savoir plus

Natasha Roth-Rowland, « Comment le kahanisme s'est frayé un chemin dans le courant politique israélien », *Entre les lignes et les mots*, 14 mai 2025.

Massimo Chierici, « L'autre Israël qui se mobilise pour la libération des otages, contre Netanyahu et la guerre à Gaza », *valigilablu* et Réseau Bastille.

Meron Rapoport, « Pour de plus en plus d'Israélien·nes, dénoncer les crimes de guerre n'est plus tabou ».

Avner Wishnitzer, « Israël : "Drapeau noir" signifie un ordre auquel vous devez désobéir », Réseau Bastille.

Standing Together, « Soutenir la Garde humanitaire », *Entre les lignes et les mots.*

Shay Hazkani & Tamir Sorek, « Oui au transfert : 82 % des Israéliens juifs soutiennent l'expulsion des Gazaouis », Aurdip.

Adresse n° 13/140

Poursuivre notre travail essentiel

Un appel de *+972*

C'est avec le cœur lourd et une grande fatigue que je vous écris. Cela fait sept jours qu'Israël a lancé son attaque contre l'Iran, et les Israélien·nes et les Palestinien·nes doivent subir les représailles iraniennes. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence, fermé les écoles et imposé des restrictions sévères aux entreprises. Dans des moments comme celui-ci, le journalisme indépendant est plus essentiel que jamais.

Devenez membre dès aujourd'hui pour soutenir le travail du magazine *+972*. Comme tout le monde en Israël, beaucoup d'entre nous, à *+972* et à *Local Call* (coédité avec Just Vision), courons chaque nuit vers les abris, parfois même pendant la journée, serrant dans nos bras nos enfants épuisés et nous inquiétant pour la vie de nos proches. Les inégalités et les injustices qui règnent dans notre société sont encore plus impossibles à ignorer : les citoyen·nes palestinien·nes d'Israël ont moins accès, voire aucun accès, aux abris, et tandis que les politicien·nes se réfugient dans des bunkers, celles et ceux qui vivent dans des zones défavorisées courent un risque encore plus grand pour leur vie lorsqu'elles ou ils tentent de se mettre à l'abri dans des bâtiments précaires.

Depuis le début des attaques, le bilan s'élève à 24 mort·es en Israël et 639 en Iran. Quatre membres d'une même famille, dont une mère et ses deux filles, ont été tué·es par une attaque missile iranienne dans le village palestinien de Tamra. Une femme de 94 ans a été tuée à Bat Yam, son mari et son fils gravement blessés.

Tout cela nous rappelle que, pour beaucoup de celles et ceux qui vivent entre le fleuve et la mer, la peur des bombardements et de la destruction de leurs maisons n'a rien

de nouveau. Nos collègues en Cisjordanie, comme tous et toutes les Palestiniennes·qui y vivent, n'ont ni abris ni systèmes d'alerte précoce. Et en état d'urgence, l'apartheid ne fait que s'intensifier : peu après les premières attaques contre l'Iran, Israël a placé tout le territoire en état d'urgence.

Pendant ce temps, les Palestinien·nes de Gaza, qui sont toujours confronté·es à des attaques militaires israéliennes impitoyables et à une famine croissante, sont privé·es d'électricité et d'Internet depuis plusieurs jours, et le nombre de victimes continue d'augmenter à un rythme effrayant.

Comme toujours, nos journalistes sont en première ligne. Nos collègues à Gaza continuent de travailler sans relâche pour rendre compte de la situation malgré les difficultés de communication, et nous donnerons toujours la priorité à leur couverture. Le rédacteur en chef du magazine *+972,* Amos Brison, a publié son interview avec l'universitaire israélien Ori Goldberg, expert de l'Iran, qui offre une analyse perspicace des dimensions politiques et stratégiques du conflit ainsi que des prévisions sur son évolution possible dans les semaines à venir. Le photographe et reporter indomptable de *Local Call,* Oren Ziv, a envoyé des images poignantes des sites des attaques de missiles en Israël. Le rédacteur de *Local Call,* Baker Zoubi, a rendu compte de la récente frappe de missile qui a tué quatre citoyens palestiniens à Tamra, soulignant la discrimination systémique dans les infrastructures de défense civile israéliennes. Dans les prochains jours, Shatha Yaish, notre nouvelle correspondante en Cisjordanie, publiera son compte rendu de la fermeture de la Cisjordanie par Israël et de son impact sur les Palestinien·nes qui y vivent.

Notre travail dépend de lecteurs et de lectrices comme vous. Devenez membre dès aujourd'hui pour soutenir le journalisme indépendant de *+972 Magazine.*

Ce sont des moments difficiles pour l'ensemble de notre personnel, les Juifs·ves et les Palestinien·nes, entre le fleuve et la mer. Nous restons fermement opposé·es à cette guerre, initiée et maintenue par Israël et les États-Unis, et appelons à sa fin immédiate et à la conclusion d'accords politiques. Comme l'a écrit Orly Noy, rédactrice en chef juive iranienne de *Local Call,* ce week-end :

> Nous, Israélien·nes, devons comprendre que nous ne sommes pas à l'abri. Un peuple dont l'existence dépend uniquement de la puissance militaire est voué à finir dans les recoins les plus sombres de la destruction et, à terme, dans la défaite.

Nous insistons pour entretenir l'espoir d'une autre réalité, d'un monde dans lequel les États visent à parvenir à des résolutions politiques, et non à une puissance militaire incontrôlée, et où la « victoire » signifie vivre sans peur perpétuelle, où les libertés de personne ne sont compromises par celles des autres.

Aidez-nous à rapprocher cette réalité. Devenez membre dès aujourd'hui.

Bien que je m'inquiète constamment pour leur sécurité, je suis profondément fier de notre équipe du magazine *+972* et de *Local Call*. Sans votre soutien, nous ne pourrions pas poursuivre notre travail en ces temps horribles.

+972
MAGAZINE

Appel kurde pour une Syrie fédérale et démocratique

Maxime Azadi

Lors de la conférence sur l'Unité kurde du Rojava et la Position Commune, tenue à Qamishlo le 26 avril avec plus de 400 participants, un document d'une grande portée a été adopté à l'unanimité.

Ce document, intitulé « Position commune », formule des propositions pour l'avenir de la Syrie et des droits nationaux kurdes.

Il appelle notamment à l'intégration des régions kurdes sous un cadre fédéral au sein d'une Syrie démocratique et inclusive, tout en garantissant les droits de toutes les composantes du pays par la Constitution et par des normes supra-constitutionnelles.

Parmi les décisions figurent également la reconnaissance du kurde comme langue officielle aux côtés de l'arabe, la reconnaissance des Forces démocratiques syriennes (FDS) et la fin des politiques d'arabisation imposées aux régions kurdes sous l'ancien régime baasiste, notamment à travers le projet dit de la « ceinture arabe ».

L'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que leur représentation équitable dans toutes les institutions publiques ont également été affirmées.

Domaine national syrien

1- La Syrie est un État multinational, multiculturel, multireligieux et multiconfessionnel, qui garantit les droits de tous ses composants – Arabes, Kurdes, Syriaques, Assyriens, Circassiens, Turkmènes, Alaouites, Druzes, Yézidis et Chrétiens – par la Constitution et par des normes supraconstitutionnelles.

2- L'État doit se conformer aux conventions et accords internationaux, respecter les droits humains et le principe d'égalité de citoyenneté.

3- Le système de gouvernance de la Syrie doit être un système parlementaire bicaméral, fondé sur le pluralisme politique, la transmission pacifique du pouvoir et la séparation des pouvoirs, et reposer sur des conseils régionaux dans un cadre de décentralisation.

4- Une Syrie décentralisée assurant une répartition équitable du pouvoir et des richesses entre le centre et les régions.

5- Le nom de l'État, son drapeau et son hymne national doivent refléter la pluralité nationale et culturelle de la société syrienne.

6- Neutralité de l'État envers toutes les religions et croyances ; reconnaissance du droit de pratiquer librement les rites religieux et reconnaissance officielle de la religion yézidie.

7- Adoption d'une identité nationale inclusive prenant en compte les spécificités de toutes les composantes.

8- Égalité entre les femmes et les hommes et garantie de leur représentation dans toutes les institutions publiques.

9- Protection des droits de l'enfant tels que proclamés dans les accords des Nations unies et d'Amnesty International ; assurer un soutien conforme aux besoins spécifiques des enfants en fonction de leur âge et des conditions locales.

10- Révision des divisions administratives actuelles en tenant compte de la densité de population et des caractéristiques géographiques.

11- Rapatriement des œuvres d'art et des monuments historiques syriens pillés ou volés.

12- Empêcher et stopper les changements démographiques dans toutes les régions

syriennes, notamment à Serêkaniyê, Girê Spî et Afrîn ; assurer le retour sûr et digne des déplacés dans leurs foyers.

13- Création, sous supervision internationale, d'une Assemblée constituante représentative de toutes les composantes syriennes pour formuler des principes démocratiques et former un gouvernement doté de pleins pouvoirs exécutifs.

14- Garantie du droit à l'expression et à l'éducation dans la langue maternelle pour toutes les composantes.

15- Déclaration du 8 mars comme Journée des droits des femmes.

Domaine national kurde

1- Unification des régions kurdes en une entité politique et administrative intégrée sous un cadre fédéral au sein de la Syrie.

2- Reconnaissance du peuple kurde en tant que peuple autochtone de Syrie ; garantie constitutionnelle de ses droits nationaux, y compris l'exercice libre et égal de ses droits politiques, culturels et administratifs conformément aux conventions internationales.

3- Reconnaissance des sacrifices des martyrs de la révolution syrienne, des Forces démocratiques syriennes (FDS), des forces de sécurité, des prisonniers morts en détention, ainsi que des martyrs tombés dans la résistance face aux massacres de Daech, et garantie de leurs droits par des mesures légales.

4- Considération de la jeunesse comme une force active de la société et garantie de sa participation équitable dans toutes les institutions publiques.

5- Reconnaissance du kurde comme langue officielle à côté de l'arabe, avec le droit à l'enseignement et à l'apprentissage en kurde.

6- Création de centres et départements pour la langue, le patrimoine historique et culturel kurdes ; ouverture de médias (radios, télévisions, publications) en langue kurde ; création de centres d'études et de recherches.

7- Garantie de la participation des Kurdes aux institutions législatives, exécutives, judiciaires et sécuritaires de l'État.

8- Reconnaissance du 21 mars (Newroz) comme jour férié officiel et du 12 mars comme Journée de commémoration du soulèvement de Qamishlo.

9- Suppression de toutes les politiques exceptionnelles telles que le projet de la « ceinture arabe » et les opérations d'arabisation dans les régions kurdes ; indemnisation des victimes de ces politiques ; rétablissement des situations antérieures ; annulation des accords secrets ou publics portant atteinte à la souveraineté syrienne et à l'existence du peuple kurde.

10- Rétablissement de la citoyenneté syrienne pour les Kurdes qui en ont été privés à la suite du recensement exceptionnel de 1962.

11- Développement des infrastructures dans les régions kurdes et allocation d'une part des revenus provenant de leurs ressources naturelles au développement et à la reconstruction, en réparation des décennies d'exclusion et de négligence délibérées.

Maxime Azadi est journaliste

Source : *Kurdistan au féminin*.

« Drill, baby, drill ! »

Maryna Larina

Comment l'extraction et l'exportation de matières premières essentielles peuvent aggraver le piège des ressources en Ukraine

L'intérêt pour les richesses minérales de l'Ukraine a explosé dans un contexte de concurrence mondiale pour les matières premières essentielles à la transition vers les énergies vertes et les nouvelles technologies. Cette transition, présentée comme une voie vers le développement durable et la lutte contre le changement climatique, cache de plus en plus une lutte géopolitique acharnée pour les ressources, où différents acteurs s'efforcent de s'assurer le contrôle des chaînes d'approvisionnement. L'attention mondiale se concentre désormais particulièrement sur l'« accord minier » entre l'Ukraine et les États-Unis, dans lequel les premières propositions de Donald Trump visant à échanger l'aide militaire américaine contre l'accès à une partie importante des richesses minérales de l'Ukraine ont révélé la nature cynique de cette course mondiale. Cet accord, présenté comme « des minerais en échange d'armes », a déclenché de vifs débats sur la question de savoir si l'Ukraine possède réellement la quantité et la qualité de minerais stratégiques capables de justifier des attentes aussi astronomiques et les ambitions coloniales de la nouvelle administration américaine.

Après l'invasion à grande échelle de la Russie en 2022, le *gouvernement ukrainien* a intensifié ses efforts pour positionner des ressources telles que le lithium, le titane, le graphite et les terres rares comme des atouts stratégiques destinés à attirer les investisseurs étrangers. L'objectif principal est de canaliser ces investissements vers la reconstruction d'après-guerre, en mettant particulièrement l'accent sur une « reprise menée par le secteur privé », qui sera coordonnée par BlackRock, la plus grande société de gestion d'actifs au monde.

Dans le même temps, il est bien connu que les accords basés sur l'exploitation des ressources naturelles profitent rarement aux pays où ces ressources se trouvent. L'expérience de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine en est la preuve.

L'exemple de la République démocratique du Congo (RDC) est particulièrement révélateur. En février 2024, l'Union européenne et le Rwanda ont signé un accord sur les minerais visant à établir un partenariat stratégique sur des matières premières essentielles telles que le tantale, l'étain, le tungstène, l'or et le niobium. Dans le même temps, il est bien établi que les groupes rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, contrôlent des zones minières dans l'Est de la RDC et font passer clandestinement des minerais au Rwanda, qui entrent ensuite dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ces rebelles sont accusés de graves violations des droits humains, notamment de violences sexuelles systématiques et de crimes de guerre. Cette spirale de violence a régulièrement suscité des appels à l'UE pour qu'elle mette fin à son accord sur les matières premières avec le Rwanda afin d'éviter de contribuer à une nouvelle escalade du conflit.

La course mondiale aux matières premières essentielles peut provoquer des ingérences étrangères et mettre en danger les pays et les communautés qui deviennent la cible d'un extractivisme prédateur. La Bolivie,

par exemple, est depuis longtemps au centre de la lutte mondiale pour les ressources minérales stratégiques. Le président bolivien Evo Morales a nationalisé les vastes réserves de ressources naturelles du pays, y compris le lithium, peu après son arrivée au pouvoir en 2006.

Dans le cadre de plans visant à industrialiser la chaîne de production du lithium, des accords ont été signés avec la Chine et la Russie, prévoyant des partenariats avec la société publique YLB, des investissements dans les infrastructures locales et des transferts de technologie. La destitution de Morales en 2019 est directement liée à sa politique de nationalisation du lithium, qui a restreint l'accès des entreprises occidentales, dont Tesla, et favorisé le rapprochement avec la Chine et la Russie. Cet extractivisme prédateur dans la course aux matières premières est illustré par la réaction d'Elon Musk aux accusations selon lesquelles Tesla aurait été impliqué dans le coup d'État en Bolivie : « On fera un coup d'État contre qui on veut ! Faites avec. »

L'exploitation minière et l'utilisation des ressources minérales représentent environ la moitié de la capacité industrielle de l'Ukraine et jusqu'à 20 % de sa main-d'œuvre. En 2024, les recettes provenant des exportations de minerais ne représentaient que 8,1 % des exportations totales. Par rapport à 2021, ces chiffres ont baissé de près de 60 %. En même temps, l'expérience de l'Ukraine avec ses propres ressources minérales – du charbon, qui a alimenté l'industrialisation soviétique, au lithium moderne, essentiel à la transition énergétique – montre un schéma familier : tant les acteurs externes qu'internes ont toujours cherché à profiter de cette richesse, souvent au détriment de la souveraineté du pays et de son développement économique durable.

Ce cycle d'exploitation s'inscrit parfois dans une dynamique mondiale plus large associée à ce qu'on appelle la « malédiction des ressources » ou le « syndrome hollandais », un paradoxe selon lequel les pays riches en ressources naturelles sont souvent confrontés à l'instabilité économique, à la montée de la corruption et aux abus des intérêts étrangers. Le « syndrome hollandais » apparaît généralement lorsque d'importants afflux de devises étrangères, provenant principalement des exportations de matières premières, entraînent un renforcement de la monnaie nationale, rendant les autres secteurs d'exportation moins compétitifs et provoquant le déclin de l'industrie manufacturière ou des exportations à forte valeur ajoutée. En même temps, cette vision, qui utilise les notions de « malédiction » et de « nature », a tendance à essentialiser la dynamique coloniale qui consiste à extraire systématiquement les ressources de la périphérie pour le développement du centre. Le discours sur la « malédiction » des pays riches en ressources présente les questions de dépendance et d'inégalité comme inévitables, découlant du simple fait de posséder des ressources. Ce faisant, il néglige souvent la persistance des structures de pouvoir coloniales.

Dans le contexte de l'intégration de l'Ukraine dans l'UE, les matières premières critiques sont devenues l'un des sujets de négociation, d'autant plus que l'UE cherche à garantir la continuité des chaînes d'approvisionnement pour la transition énergétique et à réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine. En 2021, dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Ukraine et l'UE sur les matières premières, les réserves ukrainiennes de 22 des 34 minéraux essentiels à l'UE ont été identifiées. Depuis lors, la coopération s'est approfondie : l'Union européenne propose un « accord gagnant-gagnant » visant à promouvoir le développement durable et le partenariat stratégique.

Le piège des ressources : l'économie ukrainienne et les exportations de matières premières

L'Ukraine figure parmi les leaders mondiaux en matière de réserves et de production de minéraux essentiels, notamment le minerai de fer, le charbon, le manganèse, le titane, le graphite et les terres rares. Cette richesse minérale a joué un rôle crucial dans le développement de l'Empire russe et de l'Union soviétique. L'exploitation des gisements de charbon, de minerai de fer, de manganèse et d'uranium de l'Ukraine a été essentielle à l'industrialisation et à la puissance militaire de l'URSS. L'Ukraine a également joué un rôle clé dans la production de concentrés de titane, fournissant 90 % de la production totale de l'ancienne Union soviétique. Les concentrés de titane sont utilisés comme matières premières pour la

production d'alliages et de pigments de titane, largement utilisés dans les industries aérospatiale, militaire, médicale et chimique. Fait intéressant, sous la loi martiale, l'Ukraine a vendu la United Mining and Chemical Company (UMCC), la plus grande entreprise publique de production de minerai de titane du pays. Cette entreprise a été créée en 2014, lorsque l'État a repris le contrôle de deux entreprises clés du secteur du titane qui appartenaient auparavant à l'oligarque Dmytro Firtach. L'objectif stratégique de l'UMCC était de passer de l'exportation de matières premières à la fabrication de produits plus avancés technologiquement. Cependant, malgré son potentiel, l'entreprise n'a pas modernisé sa production et est restée un exportateur de matières premières. L'État n'a finalement pas réussi à exploiter le potentiel de l'UMCC et a perdu le contrôle de cet actif stratégique : à la suite d'une vente aux enchères en octobre 2024, à laquelle une seule entreprise a participé, l'homme d'affaires azerbaïdjanais Nasib Hasanov est devenu le nouveau propriétaire.

À l'époque soviétique, l'Ukraine produisait une large gamme de biens industriels et était l'un des principaux fournisseurs de charbon, de fonte, de minerai de fer et d'acier. Cependant, elle restait dépendante des importations de composants et de technologies de haute précision provenant d'autres républiques soviétiques. La plupart des fabricants ukrainiens ne disposaient pas de cycles de production complets, ce qui rendait la coopération avec les usines de l'URSS coûteuse. Au lieu de transformer ses propres matières premières, l'Ukraine les exportait vers d'autres républiques pour y être transformées, renforçant ainsi sa dépendance économique et les déséquilibres structurels façonnés par les priorités de l'Union plutôt que par son propre développement industriel.

Depuis son indépendance en 1991, la structure des exportations de l'Ukraine est restée principalement orientée vers les matières premières. L'industrie ukrainienne a continué à dépendre d'intrants bon marché, principalement l'énergie provenant de Russie, tout en exportant des produits à faible valeur ajoutée à des prix mondiaux plus élevés. Cependant, au lieu de profiter des termes de l'échange favorables pour diversifier et moderniser l'économie, les profits supplémentaires ont été distribués à un cercle restreint de l'« élite », ce qui a conduit à la concentration d'actifs importants entre les mains d'un petit groupe d'oligarques. En 2000, les métaux et les produits minéraux représentaient la moitié des exportations de l'Ukraine et, avec les produits agroalimentaires et chimiques, ces secteurs représentaient un peu plus de 70 % des exportations totales du pays.

Certaines études citent l'Ukraine comme un exemple peu étudié du « syndrome hollandais » causé par une dépendance excessive aux ressources. Selon les chercheurs, la dépendance excessive de l'Ukraine à l'égard des exportations d'acier et de métaux ferreux, qui représentent près de 30 % du total des exportations, a conduit à une structure économique faussée, caractérisée par la désindustrialisation, la vulnérabilité aux fluctuations mondiales des prix des matières premières et la stagnation de la production de haute technologie. Ils affirment que l'Ukraine souffre d'une variante du « mal hollandais », qui n'est pas due aux exportations d'énergie, mais à un modèle basé sur les matières premières qui canalise les ressources vers des secteurs à faible productivité et à la recherche de rentes plutôt que vers l'innovation et la fabrication. Lorsque les prix mondiaux de l'acier et des métaux ferreux ont augmenté, les recettes d'exportation de ce secteur ont considérablement augmenté, stimulant la demande de hryvnia sur les marchés des changes et renforçant ainsi la monnaie. Ça a rendu les produits ukrainiens plus chers pour les acheteurs étrangers, ce qui a profité aux exportateurs d'acier pendant le boom des marchés des matières premières, mais a nui à d'autres secteurs, comme la construction mécanique et la technologie, dont les produits sont devenus moins compétitifs à l'étranger. Dans le même temps, bien que l'Ukraine présente des symptômes similaires à ceux du syndrome hollandais, tels que la désindustrialisation, la prédominance des exportations de matières premières et la faiblesse des secteurs de haute technologie, il convient de noter que le déclin des industries de haute technologie a commencé plus tôt, après l'effondrement de l'Union soviétique, lorsqu'elles n'ont pas été en mesure de rivaliser au niveau mondial. La rupture des

liens de coopération dans l'espace post-soviétique, le manque d'investissements et la perte de marchés, en particulier après la crise financière de 1998 en Asie et en Russie, ont accéléré le déclin des producteurs ukrainiens. L'orientation de l'Ukraine vers les matières premières est donc devenue une adaptation forcée plutôt que le résultat d'un effet d'éviction causé par l'appréciation de la monnaie induite par les exportations de matières premières.

La crise économique mondiale de 2008 a porté un coup dur à l'économie ukrainienne. Le secteur financier s'est effondré, révélant la dépendance critique de l'Ukraine à l'égard des matières premières, qui avait alimenté la croissance au début des années 2000. La crise a aussi entraîné un déclin rapide des industries à valeur ajoutée restantes qui n'avaient pas réussi à se moderniser : par exemple, la production de voitures, d'autobus et de tracteurs a baissé respectivement de 98 %, 90 % et 77 % entre 2007 et 2021. En fin de compte, la dépendance à l'égard des exportations de matières premières a créé un cercle vicieux dans lequel la croissance économique est restée liée à la volatilité des marchés mondiaux des matières premières, entravant la modernisation d'autres secteurs.

Aujourd'hui, la structure des exportations de l'Ukraine reste dominée par les matières premières et les produits peu transformés. Cependant, alors qu'en 2008, les produits métallurgiques représentaient 43,2 % des recettes totales d'exportation de l'Ukraine, leur part était tombée à 24,9 % à la fin de 2017. Cette baisse est principalement due à la chute des prix mondiaux de l'acier, à la perte de compétitivité de l'acier ukrainien sur les marchés internationaux, à une baisse importante des investissements dans le secteur sidérurgique et, enfin, à la guerre.

Aujourd'hui, le secteur agricole génère environ la moitié des recettes d'exportation de l'Ukraine. En 2024, les matières premières représentaient plus de 66 % des exportations totales de l'Ukraine, les matières premières agricoles, le minerai de fer et l'acier restant les principales sources de revenus d'exportation. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB est actuellement d'environ 10 %, soit la moitié seulement de la référence de l'OCDE.

Depuis son indépendance, l'économie ukrainienne est restée dépendante des exportations de matières premières peu transformées. Cette dépendance a rendu l'Ukraine vulnérable aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux des matières premières, contribuant à la désindustrialisation et entravant le développement des industries de haute technologie.

La géopolitique des matières premières essentielles de l'Ukraine

Les matières premières essentielles telles que le lithium, le cobalt, le nickel, le graphite, les terres rares, le cuivre et le silicium sont indispensables à la fabrication de semi-conducteurs, de batteries et d'une large gamme d'appareils de haute technologie. Leur rôle important est particulièrement évident dans le secteur des énergies renouvelables. Les terres rares sont essentielles à la production d'aimants permanents, qui sont des composants essentiels des éoliennes et des moteurs de véhicules électriques. Parallèlement, les réseaux électriques nécessitent des quantités importantes de cuivre et d'aluminium, le cuivre étant le matériau de base de presque toutes les technologies liées à l'électricité.

La saisie agressive des ressources naturelles de l'Ukraine est un élément clé de la stratégie militaire de la Russie. L'occupation des territoires ukrainiens a permis au Kremlin de prendre le contrôle de vastes réserves de minéraux essentiels, de ressources énergétiques et de terres agricoles. Il n'est donc pas surprenant que la Russie se soit récemment fixé pour objectif de supprimer complètement sa dépendance vis-à-vis des importations de matières premières essentielles d'ici 2030. Selon le directeur de Rosnedra, Evgeny Petrov, « grâce à une série de mesures prises, nous prévoyons d'éliminer d'ici 2030 notre dépendance vis-à-vis des importations de douze matières premières rares, notamment le lithium, le niobium, le tantale, les métaux rares, le zirconium, le manganèse, le tungstène, le molybdène, le rhénium, le vanadium, le spath fluor et le graphite. Pour une ressource *high-tech* comme le lithium, on espère y arriver d'ici 2028 ». Depuis 2014, et surtout après l'invasion à grande échelle de 2022, la Russie cible systématiquement les gisements de lithium, de titane, de terres

rares, de charbon, de pétrole et de gaz. La Russie se prépare déjà activement à l'exploration géologique de minéraux critiques dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, en particulier dans les régions de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson. Les médias russes ont accordé une attention particulière au gisement de lithium de Tchevtchenkivske dans la région de Donetsk et au gisement de lithium de Kruta Balka dans la région de Zaporijjia.

Au final, le contrôle de la Russie sur les réserves ukrainiennes va accélérer son expansion dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et augmenter considérablement sa pression sur l'UE et d'autres pays en consolidant son contrôle sur les matières premières critiques. Les ambitions de la Russie sont encore renforcées par son partenariat de plus en plus étroit avec la Chine. Des commentateurs russes ont évoqué la coordination des stratégies de la Russie et de la Chine en matière de métaux rares comme une «arme commune» contre l'influence occidentale et pour contrôler les chaînes d'approvisionnement essentielles aux technologies de pointe. En même temps, la Russie développe activement sa coopération avec les pays du Sud dans le domaine des matières premières essentielles. Par exemple, fin 2023, la Bolivie et la Russie ont annoncé un investissement de 450 millions de dollars dans un projet pilote de production de lithium dans le désert de sel d'Uyuni, en Bolivie. En échange, Rosatom construit un centre de recherche et de technologie nucléaire en Bolivie.

La Chine occupe une position dominante dans la chaîne d'approvisionnement mondiale de matières premières essentielles, tant au niveau de l'extraction que de la transformation, comme le cuivre, le cobalt, le lithium, le graphite et les terres rares. Par exemple, la Chine représente près de 100 % de la transformation mondiale du graphite sphérique, environ 80 % du gallium, environ 60 % du raffinage du lithium et du germanium, et plus de 60 % de la transformation du cobalt.

Compte tenu de la domination mondiale de la Chine et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le gouvernement ukrainien a intensifié ses efforts pour promouvoir les matières premières essentielles du pays en tant qu'atout stratégique afin d'attirer les investissements occidentaux et de soutenir la reconstruction après la guerre. Le Premier ministre Denys Chmyhal a déclaré que l'une des principales priorités du gouvernement était de développer un nouveau modèle économique pour l'Ukraine, dans le but de faire du pays un centre de ressources pour

l'Europe. Selon le *Guide de l'investissement en Ukraine,* publié par la Kyiv School of Economics et le ministère de l'Économie, l'Ukraine possède 117 des 120 types de minéraux les plus courants. Le gouvernement souligne également que l'Ukraine figure parmi les dix premiers producteurs mondiaux de plusieurs minéraux stratégiques, notamment le titane, le manganèse, le minerai de fer, le zirconium, le graphite et l'uranium.

Dans le même temps, les États-Unis font pression sur l'Ukraine pour qu'elle accélère l'extraction et l'exportation de matières premières essentielles dans le cadre de leur stratégie visant à réduire la dépendance américaine vis-à-vis de la Chine. Étant donné que la Chine représente plus de 70 % des importations américaines de terres rares et qu'elle a récemment imposé des restrictions à l'exportation, toute nouvelle restriction pourrait avoir de graves conséquences. En 2023 et 2024, la Chine a imposé des restrictions à l'exportation de gallium, de germanium, de graphite et d'antimoine, et en décembre 2024, elle a complètement interdit la fourniture de gallium, de germanium et d'antimoine aux États-Unis, invoquant la sécurité nationale.

Ces mesures faisaient suite aux restrictions imposées par les États-Unis au secteur chinois des semi-conducteurs. En réaction, Washington a commencé à voir les vastes réserves minérales de l'Ukraine comme une alternative pour renforcer sa sécurité nationale. Les restrictions à l'exportation imposées par la Chine sur les technologies de pointe en matière de transformation sapent directement les efforts des États-Unis et de l'UE pour développer leur capacité industrielle dans ce domaine, alors que les deux parties recherchent activement des équipements et des compétences de pointe. Cependant, la plupart de ces solutions de haute technologie sont concentrées en Chine, ce qui n'est pas surprenant compte tenu des quatre décennies d'investissement.

Au cours de cette période, les États-Unis et l'UE ont non seulement réduit leur capacité de production, mais aussi considérablement réduit le financement de la recherche et du développement dans ce secteur, ce qui les a placés dans une position désavantageuse. Ces dernières années, les États-Unis se sont efforcés de retrouver leur rôle dans le secteur des terres rares. La seule mine de terres rares de Mountain Pass, en Californie, qui était à l'arrêt depuis longtemps, a repris sa production en 2017. Cependant, jusqu'à récemment, les matières premières extraites étaient envoyées en Chine pour être transformées.

La coopération de l'Ukraine avec les États-Unis est devenue de plus en plus transactionnelle depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui a présenté l'accès aux ressources ukrainiennes comme une compensation pour les milliards de dollars d'aide fournis par les États-Unis pendant la guerre. Les négociations actuelles sont tendues : l'Ukraine cherche à obtenir des garanties de sécurité, mais l'approche américaine reflète la logique de Trump, qui consiste à rechercher des avantages directs des investissements étrangers, tout en limitant l'influence de la Chine sur les chaînes d'approvisionnement critiques.

Cette stratégie est similaire au modèle chinois « ressources contre infrastructures », notamment l'accord Sicomines de 2007 en République démocratique du Congo, dans le cadre duquel la Chine devait investir 3 milliards de dollars dans les infrastructures en échange de droits miniers évalués à 93 milliards de dollars. Si cet accord a apporté à la RDC des capitaux dont elle avait grand besoin, le pays a par la suite cherché à le renégocier, exprimant ses inquiétudes quant au fait de ne pas recevoir une part équitable des bénéfices. Une partie des infrastructures promises n'a pas été entièrement réalisée ou a été construite avec des matériaux de mauvaise qualité.

Parallèlement, les bénéfices des activités minières sont principalement allés à des entreprises chinoises, tandis que la RDC n'a reçu qu'une part relativement faible des revenus réels. L'accord sur les minerais conclu entre les États-Unis et l'Ukraine risque de perpétuer les schémas de contrôle extérieur et de répartition inégale des bénéfices, au détriment de ce pays riche en ressources.

De tels accords peuvent entraîner une augmentation des coûts des projets, car ils obligent souvent les gouvernements à coopérer avec des entreprises spécifiques sans appel d'offres concurrentiel. Des problèmes de qualité et de contrôle peuvent survenir, car les entrepreneurs contrôlent

généralement le financement et la mise en œuvre des projets, ce qui limite la capacité de surveillance du gouvernement.

La structure complexe et non transparente augmente le risque de mauvaise gestion, et l'absence de concurrence et la nature à long terme de ces accords peuvent créer des déséquilibres financiers qui profitent à l'investisseur au fil du temps.

L'accord signé par l'Ukraine et les États-Unis le 30 avril 2025 accorde aux États-Unis un accès quasi exclusif à de nouvelles licences pour l'extraction de minéraux et de matières premières essentielles, comme le souhaitait le Président Trump. Si l'accord n'oblige pas l'Ukraine à rembourser l'aide américaine antérieure ni à transférer la pleine propriété des ressources, il ne prévoit pas non plus de garanties de sécurité de la part des États-Unis.

L'Union européenne dépend à 100 % de la Chine pour tous les éléments de terres rares lourds, notamment le dysprosium (aimants dans les véhicules électriques et les éoliennes), l'erbium (dispositifs à fibre optique, lasers), le lutétium (détecteurs, imagerie médicale), le terbium (phosphores pour écrans), le thulium (lasers, appareils de radiographie portables) et autres – et à 85 % des éléments de terres rares légères, comme le cérium (matériaux de polissage), le lanthane (batteries, verre optique), le néodyme (aimants, lasers, verre), le praséodyme (alliages, aimants, verre) et le samarium (aimants, réacteurs nucléaires, verre). Bien que la dépendance de l'UE à l'égard de la Chine pour d'autres matières premières essentielles soit légèrement moins importante, elle reste significative.

Par exemple, la Chine fournit 71 % des importations de gallium de l'UE, 97 % de son magnésium, 40 % de son graphite naturel et 62 % de son vanadium. En raison de cette dépendance, l'UE s'intéresse de plus en plus à l'Ukraine depuis quelques années comme fournisseur potentiel de matières premières essentielles.

Les matières premières critiques de l'Ukraine dans le contexte de l'intégration européenne

En juillet 2021, avant l'invasion russe, l'Union européenne et l'Ukraine ont signé un protocole d'accord visant à renforcer l'intégration des chaînes de valeur dans les secteurs des matières premières critiques et des batteries. À la suite de la signature du protocole d'accord, une feuille de route a été élaborée, décrivant les mesures spécifiques convenues par les deux parties pour établir un partenariat stratégique. Il est à noter que cet instrument ne prévoit pas la création d'un organisme indépendant chargé de surveiller les activités dans ce domaine. La participation du public n'est pas envisagée, tandis que les représentants des secteurs économique et industriel sont prioritaires. Dans l'ensemble, la formulation de ces documents reste assez vague. Bien que l'UE exprime son intention d'intégrer l'Ukraine dans la chaîne de valeur des matières premières et des batteries, les documents signés ne mentionnent pas explicitement la production de produits finis directement en Ukraine.

En mars 2023, le gouvernement ukrainien a adopté la loi « sur les modifications de certains actes législatifs ukrainiens visant à améliorer la législation dans le domaine de l'utilisation du sous-sol », qui vise à déréglementer le secteur. Elle supprime notamment la nécessité d'obtenir l'autorisation des autorités locales, du Service national de géologie et des ressources minérales, du Service national du travail et d'autres organismes pour accéder au sous-sol, exploiter des gisements, prélever de l'eau et concevoir des installations minières.

Ces changements, qui visent à attirer les investissements et à réduire les charges administratives pour les entreprises, ont en fait exclu les communautés du processus décisionnel. La loi autorise aussi la délivrance de permis spéciaux d'utilisation du sous-sol sans enchères aux entreprises qui ont fait des études géologiques à leurs frais. Même si cette pratique existe dans d'autres pays pour stimuler les investissements, elle comporte souvent des risques de corruption : les entreprises peuvent faire des recherches minimales et ensuite acquérir des actifs précieux sans concurrence. L'absence de vérification indépendante des résultats des recherches géologiques crée d'autres possibilités d'abus.

En plus, dans le cadre des efforts de déréglementation en cours, le Conseil des ministres a adopté la résolution n° 749 le 4 juillet 2023, qui supprime l'obligation de

coordonner avec le ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles la vente de permis pour les sites où des explorations géologiques ont déjà été menées. Le cas du secteur naturel de la forêt vierge de Makove Boloto («marais aux coquelicots») dans la région de Rivne, où un permis d'extraction de tourbe a été accordé, illustre clairement ce problème. Ce permis couvrait toute la superficie du secteur, officiellement créé fin 2021, et ouvrait effectivement la voie à sa destruction, car l'extraction de la tourbe implique l'élimination complète de la végétation et de la couche arable. Des cas similaires se sont produits dans la réserve naturelle de Starovyjivskyi et à proximité de la réserve historique et culturelle de Bucha.

Les matières premières critiques font désormais l'objet d'une section spécifique dans l'instrument «Ukraine Facility» doté de 50 milliards d'euros pour la période 2024-2027. Selon le plan de l'Ukraine au titre de cet instrument, le partenariat avec l'UE vise à approfondir l'intégration des chaînes de valeur dans les secteurs des matières premières critiques et des batteries, en développant les ressources minérales de l'Ukraine sur la base d'une approche durable et socialement responsable. En même temps, le secteur devrait être réglementé selon les normes de l'UE, en tenant compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), ainsi que des lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains. Cependant, les normes spécifiques auxquelles le gouvernement fait référence ne sont pas précisées.

Ces documents internationaux fournissent des orientations pour des pratiques commerciales éthiques, mais ils n'ont pas force de loi s'ils ne sont pas intégrés dans la législation nationale. De même, si le gouvernement fait référence au respect des principes ESG, il ne précise pas quelles normes, quels indicateurs ou quels mécanismes de vérification seront appliqués. Le paysage des normes ESG est lui-même fragmenté, avec des niveaux d'ambition et d'application variables. L'une des réformes décrites dans le plan est l'élaboration d'une étude visant à évaluer la législation actuelle en matière de *reporting* environnemental, social et de gouvernance dans le secteur minier. Le fait que le gouvernement prévoie d'«approuver et publier l'étude» alors qu'il a déjà mis en œuvre des mesures de déréglementation importantes dans le secteur, montre clairement que les considérations ESG n'ont pas été systématiquement intégrées dans les réformes initiales. Des formulations telles que «introduction progressive de l'obligation de *reporting* ESG» et le respect du principe «ne pas causer de préjudice significatif» – dans la mesure du possible dans des conditions de guerre ou de reconstruction après-guerre – soulignent plutôt une approche formelle, orientée vers l'UE, de ces engagements.

L'adoption du règlement de l'UE sur les matières premières critiques en mars 2024 renforcera encore la coopération déjà établie. En décembre 2024, le Parlement ukrainien a approuvé un programme national actualisé pour le développement de la base minérale et des matières premières de l'Ukraine pour la période allant jusqu'en 2030, qui sert d'indicateur de la mise en œuvre de la facilité pour l'Ukraine. Le programme actualisé définit les critères de classification des ressources minérales comme stratégiquement importantes.

Dans l'ensemble, cette loi vise à élargir considérablement les projets d'extraction à grande échelle. Il est à noter que, dans la section consacrée à la tourbe, la loi souligne que l'exploitation de nouveaux gisements de tourbe, qui nécessite un drainage, entraîne la perte des fonctions biosphériques, une augmentation des risques environnementaux dans la région et la transformation des tourbières de puits de carbone en sources importantes d'émissions de gaz à effet de serre.

Bien que le document reconnaisse la nécessité d'aligner l'extraction de la tourbe sur la politique climatique et environnementale de l'État, il ne prévoit pas de mécanismes pratiques ni de garanties pour assurer cette harmonisation. La loi prévoit également la poursuite des investissements dans les gisements de houille et l'expansion de l'extraction de la lignite.

À l'heure actuelle, le programme national semble contredire le plan national de l'Ukraine en matière d'énergie et de climat, qui prévoit l'élimination progressive du charbon dans le secteur de l'électricité d'ici 2035,

conformément aux objectifs du Pacte vert européen.

Les risques du piège des ressources : es leçons à tirer

La proposition du gouvernement ukrainien d'utiliser les ressources minérales comme un moyen d'attirer l'aide internationale risque de reproduire les modèles d'exploitation typiques d'autres pays dépendants des ressources. Mettre l'accent sur l'exportation de matières premières essentielles pour garantir un soutien extérieur pourrait renforcer la dépendance à long terme vis-à-vis des acteurs étrangers, compromettant ainsi les efforts visant à reconstruire une économie diversifiée et autosuffisante. Une dépendance excessive à l'exportation de matières premières essentielles pourrait donner aux États étrangers un moyen de pression sur la politique économique de l'Ukraine. Un exemple parlant est la dépendance de l'Ukraine vis-à-vis des ressources énergétiques russes et leur impact sur les processus politiques et économiques ukrainiens, en particulier lorsque la Russie a utilisé ses approvisionnements en gaz comme moyen de pression politique et de chantage économique, tentant à plusieurs reprises de prendre le contrôle d'infrastructures stratégiques, notamment le réseau de transport de gaz ukrainien.

L'histoire du contrôle oligarchique en Ukraine, en particulier dans des secteurs tels que la métallurgie et la production de titane, où les matières premières étaient exportées au lieu d'être transformées dans le pays, montre comment la mainmise des élites sur les ressources et la faiblesse de la gouvernance peuvent détourner les revenus miniers destinés à la reconstruction nationale vers des intérêts privés. Ça risque de renforcer le rôle de l'Ukraine en tant que fournisseur de matières premières plutôt que de la transformer en producteur de biens à forte valeur ajoutée. Exporter des matières premières, c'est aussi passer à côté d'opportunités de développer les secteurs manufacturiers nationaux, et avec eux, des revenus et des emplois potentiels.

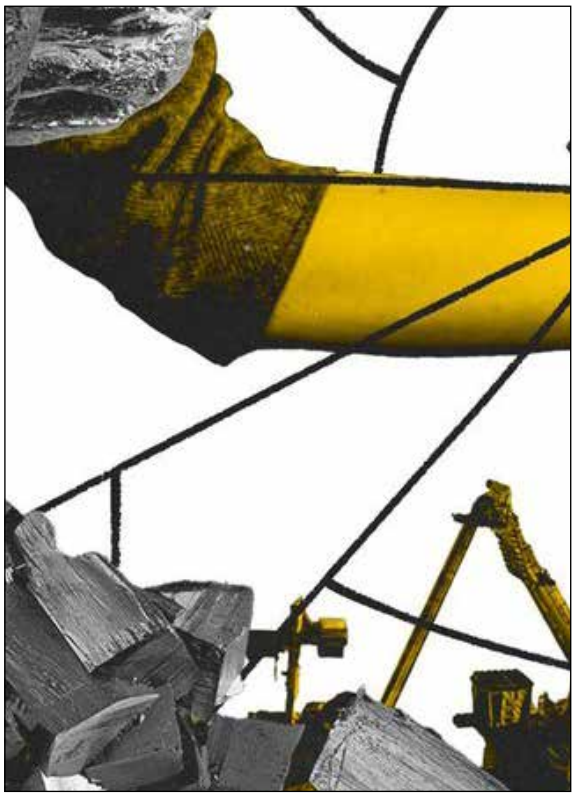
En même temps, l'exploration et l'extraction de matières premières essentielles sont des projets à haut risque et à forte intensité de capital, généralement accessibles uniquement à un petit nombre de grandes

entreprises. Ces initiatives minières nécessitent des investissements initiaux importants, allant de 500 000 à 15 millions d'euros par projet, et impliquent des étapes longues et complexes : exploration géologique, études de faisabilité et obtention des permis d'exploitation. La mise en production industrielle d'un gisement minéral peut prendre des années et coûter entre 1 million et plus d'un milliard de dollars américains, selon le type de mine. Des études indiquent que, en moyenne, il faut jusqu'à 16,5 ans entre la phase d'exploration et le début de la production. Les grands groupes commerciaux ukrainiens qui ont accès à des capitaux sont capables de participer à des projets miniers à grande échelle. Mais leur implication soulève de sérieuses questions sur la transparence, la répartition équitable des bénéfices et le risque que les profits tirés des ressources essentielles de l'Ukraine finissent une fois de plus entre les mains d'un petit groupe d'individus, au lieu de contribuer à un développement économique global et à l'intégration avec l'Union européenne.

La volatilité des prix mondiaux des matières premières peut aussi déstabiliser l'économie ukrainienne. L'expérience de l'Ukraine en tant qu'exportateur de métaux ferreux illustre clairement ce risque. Au cours de la dernière décennie, les entreprises sidérurgiques ukrainiennes ont été très vulnérables aux fluctuations imprévisibles des prix mondiaux, qui ont eu un impact direct

sur les volumes d'exportation, les revenus des entreprises et la balance des paiements du pays. Actuellement, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la guerre, la stagnation du marché intérieur et les conditions d'exportation de plus en plus défavorables, notamment les droits de douane, limitent les activités du secteur sidérurgique ukrainien. Selon les représentants du secteur, la production d'acier devrait baisser de 9 % en 2025, avec une chute des exportations de 16 %. Cette dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières signifie que les chocs extérieurs peuvent rapidement déstabiliser l'économie, perturber les recettes budgétaires de l'État et mettre en péril des emplois.

En plus, l'extraction de matières premières essentielles pose des risques environnementaux importants, tels que des émissions importantes de gaz à effet de serre, la pénurie et la pollution de l'eau, la dégradation des sols et la perte de biodiversité. L'utilisation de l'eau constitue un défi supplémentaire, car de nombreuses mines sont situées dans des régions déjà confrontées à des pénuries, et les activités d'extraction et de transformation contaminent souvent les ressources en eau locales avec des substances toxiques et des métaux lourds. L'extraction du cuivre et du lithium est particulièrement gourmande en eau, ce qui exerce une pression supplémentaire sur des ressources déjà limitées.



L'expansion physique des zones minières entraîne la déforestation, l'érosion des sols et la destruction des habitats naturels, menaçant la biodiversité locale. En plus, dans l'extraction des terres rares, même dans les meilleures conditions, seulement environ 2 % de la masse extraite contient des matériaux précieux, même si les concentrations peuvent atteindre jusqu'à 20 % dans certains gisements. Ces minerais contiennent souvent des impuretés nocives comme l'arsenic, le thorium, le fluor et l'uranium.

Pendant des décennies, des quantités importantes de ces sous-produits toxiques ont été rejetées dans l'environnement, se répandant dans l'air et l'eau. En conséquence, les polluants sont entrés dans la chaîne alimentaire, et des études à grande échelle ont établi un lien entre l'exposition à ces polluants et des effets graves à long terme sur la santé, notamment des troubles du développement chez les enfants, une augmentation de l'incidence des maladies osseuses et d'autres maladies chroniques.

En fin de compte, alors que le gouvernement se concentre entièrement sur la participation du secteur privé à la reconstruction de l'Ukraine, en donnant la priorité aux projets d'extraction de matières premières essentielles à long terme, le pays risque une fois de plus d'être pris au piège dans le cercle vicieux qui consiste à servir de fournisseur de matières premières pour d'autres économies.

Maryna Larina est diplômée de l'université libre de Berlin et chercheuse sur le climat et les questions énergétiques.

Source : publié par *Commons,* 14 mai 225. Traduction de l'ukrainien en français de Pavlo Shopin, revue par Michel Lanson pour le Réseau Bastille. Illustration : Katya Gritseva.

Pour en savoir plus

Vitaly Dudin, « Un socialiste ukrainien : cinq principaux problèmes concernant l'accord USA-Ukraine sur les minéraux ».

Déclaration de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), « L'accord sur les minéraux est-il bénéfique pour l'Ukraine ? ».

Les femmes, l'État et le sacré

Fatou Sow

Avec son aimable autorisation, nous publions un extrait de l'article de Fatou Sow publié dans *L'islam politique en Afrique subsaharienne* sous la direction de Muriel Gomez-Pere paru aux éditions Karthala en 2007.

Le débat sur la laïcité, c'est devenu une habitude dans le raisonnement d'associations islamiques, à propos des revendications sur les libertés de la personne et singulièrement celles de la femme, de voir opposer, au citoyen et à la citoyenne qui revendiquent des droits, comme aux décideurs et à l'État qui cherchent à gérer et légiférer sur ces mêmes préoccupations, l'argument péremptoire et absolu du sacré. La polygamie ou l'inégalité filles et garçons en matière d'héritage : on ne peut en réviser les dispositions car elles relèvent du sacré. Pour prendre un exemple extrême, le trafic contemporain des esclaves entre le Nigeria du Nord, la Mauritanie, le Niger, le Soudan, l'Arabie saoudite ou les pays du Golfe, bien que régulièrement dénoncé par les organisations de droits humains tels que SOS-Esclaves-Mauritanie[1], American Anti-Slavery Group (AASG) ou Amnesty International, est rarement discuté par les autorités.

L'abolition de l'esclavage en Mauritanie, (ordonnance n° 81-234 du 9 novembre 1981) rencontre encore des difficultés d'application. Les « ayants droit » réclament des dommages et intérêts, arguant du fait que l'esclave a statut dans le Coran. Le Coran est parole de Dieu ! La femme, le citoyen et l'État ont bel et bien un problème avec la charia ou la lecture que l'on peut en donner à Kano (Nord Nigeria), Madina Gounas (Sénégal) ou Riad (Arabie saoudite) !

Le Sénégal, faut-il le rappeler, est un État laïc. La laïcité est inscrite dans toutes les constitutions dont le pays s'est doté depuis 1960. Pourtant, la discussion est périodiquement engagée entre les défenseurs de la laïcité comme insigne de la République et les tenants de son abolition, qui se prévalent de l'identité religieuse musulmane de la majorité des citoyens sénégalais. Elle a été vive lors de l'élaboration de la nouvelle constitution votée en 2001, quelques mois après l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique sénégalais et d'une large coalition des forces de l'opposition au Parti socialiste sénégalais.

La tradition juridique héritée de la colonisation française s'est finalement maintenue : le Sénégal demeure un État laïc. Les institutions politiques et les textes juridiques qui ont géré le pays depuis une quarantaine d'années, ne font pas, dans l'ensemble, de référence explicite comme source de réglementation, à une obédience religieuse ou même à l'islam, religion dominante. Ce n'est pas le cas des Républiques islamiques de Mauritanie ou du Soudan ni celui de certains États du Nord Nigeria qui se proclament islamiques malgré l'inconstitutionnalité d'une telle disposition dans le cadre de la Fédération nigériane.

D'autres États, comme le Tchad et le Niger, tout en se réclamant de la laïcité, n'ont pas promulgué de code de la famille, pour ne pas « enfreindre la charia ». Dans de

1. SOS-Esclaves, fondé en 1995, en Mauritanie, par Boubacar Messaoud, architecte d'origine harratine, dénonce « Le vide juridique ainsi maintenu favorise la perpétuation de la pratique d'esclavage en toute impunité, d'autant plus que les esclaves ne disposent d'aucune juridiction de recours et qu'aucun texte ne prévoit des pénalités criminelles contre ceux qui pratiquent l'esclavage. »

nombreux pays subsahariens à majorité musulmane, le retour à la charia est une revendication émergente qui devrait intéresser les études sur l'islam politique en Afrique subsaharienne.

La contestation évidente de la laïcité et la présence forte ou en filigrane de la loi coranique dans l'Afrique musulmane, de même que le redéploiement de la question de l'islam dans le monde actuel invitent à s'interroger sur son évolution comme fait religieux et culturel, à la fois identitaire et politique.

La résurgence du discours islamique des années 1970-1980 avait, en partie, été liée à l'avènement de la révolution iranienne et au renforcement du pouvoir des monarchies du Golfe et autres États d'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient. Enrichis par la crise du pétrole et le boum des prix, ces pays ont largement financé les associations islamiques dans le monde, notamment en Afrique subsaharienne. Cette résurgence tient aussi à l'exigence de nombreuses communautés musulmanes, face à la crise contemporaine de la modernité, de penser pouvoir à l'occasion reconstruire leur identité et leur foi. Ces phénomènes ont eu un impact certain sur la vie religieuse et associative des musulmans africains et sénégalais.

Nous partirons, dans cet article, d'une part, des revendications multiples des femmes, ces deux trois décennies (1970-2000), à plus d'égalité notamment en matière de droit de la famille et, d'autre part, des reproches d'anti-islam et d'atteinte à la volonté divine proférés à leur encontre par certains groupes musulmans. Le débat sur l'islam et les droits des femmes est souvent dénoncé comme une polémique importée du féminisme occidental et aggravée par le discours antimusulman récurrent. Les attentats, en septembre 2001, contre les tours du World Trade Center de New York et la vive riposte américaine contre un «fondamentalisme» musulman accusé de terrorisme n'ont fait qu'envenimer, voire embrouiller la controverse dont il était déjà difficile de poser clairement les termes. L'atmosphère qui a entouré les campagnes internationales de presse dénonçant les cas extrêmes d'amputation de la main de voleur, en Mauritanie, dans les années 1980, et les peines de mort punissant l'adultère et la grossesse «illégitime» de femmes hausa du Nord Nigeria, au début de ces années 2000 témoignent du poids des passions. Tous ces cas ont vivement interpellé l'opinion africaine et internationale.

En ce qui concerne les droits humains des femmes, l'étude de l'islam politique africain et sénégalais d'hier à aujourd'hui ne peut faire l'économie d'une réflexion critique sur son impact sur leurs statuts et conditions de vie dans les pays musulmans. Cette question constitue un volet essentiel des interrogations portant, sur l'importance du mouvement de renaissance de l'islam.

L'islam politique renvoie ici à l'utilisation de la religion comme argument politique, soit par la société elle-même, notamment ses

confréries et associations religieuses, soit par l'État dont le pouvoir législatif s'inspire volontiers du Coran pour le code de la famille tout en utilisant les communautés musulmanes et leurs leaders comme masses de manœuvre électorales pour l'accession ou le maintien au pouvoir politique. Dans un contexte aussi ambigu, laïcité et religion se côtoient et font l'objet de débats épisodiques.

Les communautés musulmanes du Sénégal colonial ont exprimé une vive hostilité à l'application du Code civil, en raison des valeurs judéo-chrétiennes qu'elles impliquaient à leurs yeux (monogamie par exemple), malgré les efforts de laïcisation que représentait cette initiative[2]. De Durand Valentin (élu en 1848), Carpot (1904), Blaise Diagne (1914), à Lamine Guèye (1946), leurs représentants au parlement français ont soutenu leur volonté de leurs électeurs de maintenir la charia repense selon leurs coutumes, comme source de gestion des relations familiales. Les autorités coloniales ont ainsi été amenées à reconnaître les décisions rendues sur les questions relevant de la famille par le tribunal musulman présidé par un *cadi*. Mais ce recours d'ordre théologique et juridique qui était une revendication aussi bien religieuse qu'identitaire contre les colons est devenu un appel au sacré qu'il est de plus en plus difficile de contester dans le Sénégal contemporain. Le débat dans ce contexte, porte rarement sur une analyse des mutations et des aspirations sociales contemporaines. Elle se réduit à une polémique autour de leur caractère religieux. On est ramené à la parole de Dieu !

Mustafa Kemal, comme Bourguiba, avaient dû, dans la même atmosphère, trancher ces questions.

Le présent article participe d'une double réflexion sur les femmes, les lois et l'islam en Afrique. La première est personnelle et procède d'un ensemble de travaux de recherche sur les femmes et les rapports sociaux de sexe dans la société sénégalaise. La seconde, de nature collective, a été initiée par le Groupe de recherche sur les femmes et les lois au Sénégal, membre du réseau international Femmes sous lois musulmanes (Women Living Under Muslim Laws, WLUML). Elle étudie l'impact de l'islam sur les lois affectant les relations hommes/femmes dans le cadre familial et social. Cette réflexion revêt une importance particulière, car le religieux est une dimension incontournable de la vie des femmes musulmanes. « Les paramètres de la vie d'une femme sont déterminés par une combinaison de dispositions statutaires formelles et de pratiques coutumières informelles qui peuvent chacune être fondées sur la religion, les coutumes traditionnelles de la région et sur d'autres sources telles que la réglementation coloniale ou les tendances mondiales[3] ». Or, à l'étude, on s'aperçoit que toutes ces dispositions participent d'une hiérarchisation sociale inégalitaire entre les sexes qui pousse à des interrogations : Quelle est la part de l'État et quelle est celle du sacré dans l'élaboration des règles et des politiques qui gèrent la vie des femmes, leur position dans la société et leurs relations avec les hommes ? Pourquoi le recours au sacré ? Comment en dépasser les contradictions dans un contexte qui se veut laïque ?

Pour lire le texte en entier

Entre les lignes entre mots

Fatou Sow est sociologue, chercheure au CNRS, membre du Laboratoire SEDET, Université Paris 7 Denis Diderot.

Pour en savoir plus

« Les enjeux du féminisme au Sénégal ».

2. Rappelons que le Code civil a lui-même été en butte aux revendications de l'Église, dans la mesure où il rendait le mariage civil obligatoire avant la célébration religieuse, pouvait remplacer le mariage religieux, autorisait le divorce, etc.

3. Women Living under Muslim Laws / Femmes sous lois musulmanes. Femmes et lois, Initiatives dans le monde musulman. « Femmes, lois, initiatives dans le monde musulman ». Débats tirés de la réunion internationale « Sur le chemin de Beijing : femmes, lois et statut dans le monde musulman », 11-12 décembre 1994, Lahore (Pakistan), Montpellier, WLUML, 1996, p. 7.

La guerre israélo-iranienne

Déclarations

Déclaration de l'Association des écrivains d'Iran

Israël, qui massacre la population de Gaza depuis des mois et réduit les survivants à la famine et à la misère, étend désormais son bellicisme et son agression au peuple iranien avec son projet de «nouveau Moyen-Orient». Le peuple qui s'est dressé pendant des années contre l'oppression et les crimes de la République islamique a perdu ses plus chers enfants dans les massacres de rue, les exécutions, les prisons et les centres de détention, et a en même temps enduré la pauvreté, la corruption et la discrimination systématique. Aujourd'hui, il ressent également les marques des bottes d'un ennemi étranger sur sa gorge.

La guerre d'un régime fasciste, fondé sur l'occupation et le génocide, menée contre un gouvernement qui a bâti ses fondations sur le sang versé des opposants et des combattants de la liberté, non seulement détruit la vie des populations, mais interrompt et peut-être même fait reculer des années de lutte pour la liberté et l'égalité. On craint désormais que les acquis du mouvement pour la liberté de 2002, lui-même issu de nombreux soulèvements antérieurs, ne disparaissent au cœur de cette agression et que, sur les terres brûlées qui en résulteront, le nationalisme extrême, le fanatisme et le néofascisme se développeront. D'autant plus que pour les deux camps, Israël et la République islamique, la guerre est une «bénédiction» dont ils tirent profit. Israël, qui, à l'instar de ses dirigeants, peut considérer à présent n'importe quel groupe comme une cible légitime, avec l'aide des médias dominants, peut repousser désormais la vague générale dans l'opinion publique qui s'était formée contre le génocide à Gaza. La République islamique, s'appuyant sur la devise de son fondateur [Khomeini]: «Versez le sang, notre vie perdure», a commencé à préparer le terrain pour l'arrestation et l'assassinat de ses opposants, et ses agents dans le cyberespace promettent de créer un massacre similaire à celui de 1988 [exécution de milliers de prisonniers politiques sur ordre de Khomeini dans quelque 32 villes].

Tout cela se déroule sous le regard attentif d'un monde où deux pôles médiatiques étouffent les voix indépendantes des deux camps: l'un crée une image de sauveur face à l'agression flagrante d'un gouvernement connu pour ses massacres d'enfants; et l'autre cache le visage oppressif de la République islamique sous le couvert de la défense de la patrie. La joie du peuple à la mort de ses meurtriers [référence aux Gardiens de la révolution exécutés par l'armée israélienne] ne signifie pas pour autant qu'il souhaite embrasser l'agresseur de son pays.

Mais comment le peuple, dans un contexte de censure gouvernementale, d'insécurité et d'angoisse causées par la guerre et les bombardements, peut-il trouver sa voie et sa place? Comment peut-il mobiliser sa solidarité et son immense force au service de l'entraide et de la défense mutuelle? Comment peut-il mettre fin à cette machine infernale?

Ni la force agressive extérieure, ni la force oppressive interne n'ont le droit d'empêcher le peuple d'exprimer sa capacité d'action et sa volonté de déterminer son propre destin. Tout peuple a le droit de se défendre contre l'agression, tout comme il a le droit de se soustraire à un régime oppressif. Le silence

du monde face à cette agression, sous prétexte de l'aventurisme et de la tyrannie du régime iranien, ne fera qu'amplifier l'ampleur du désastre.

L'Association des écrivains iraniens condamne l'agression flagrante d'Israël contre l'Iran et appelle les écrivains, les intellectuels et les institutions épris de liberté, en Iran et dans le monde, à jouer leur véritable rôle éclairant et à briser la bipolarité qui domine les médias afin de permettre à la voix indépendante du peuple de se faire entendre et de renforcer ses mouvements épris de liberté.

16 juin 2025. Publié sur *A l'encontre*. Selon les militants iraniens proches, le style en farsi est complexe. La traduction a dû en tenir compte.

Déclaration commune d'organisations indépendantes en Iran : opposition à la guerre et aux politiques bellicistes

À la lumière des conditions instables et dangereuses actuelles en Iran et dans la région, les organisations soussignées considèrent qu'il est de leur devoir d'adopter une position collective.

Les travailleurs iraniens — ouvriers, enseignants, infirmières, retraités et autres salariés — n'ont jamais eu et n'auront jamais aucun intérêt pour la guerre, la militarisation, le bombardement du pays ou les politiques d'oppression et d'exploitation.

Les attaques militaires israéliennes et les bombardements de centaines de cibles dans différentes régions d'Iran — y compris des infrastructures, des lieux de travail, des raffineries et des zones résidentielles — font partie d'un projet belliciste dont le prix est payé avec la vie, les moyens de subsistance et l'avenir des gens ordinaires, en particulier de la classe ouvrière. L'affirmation d'Israël selon laquelle il n'éprouve aucune hostilité envers le peuple iranien n'est qu'un mensonge et une propagande politique. Hier encore, le ministre israélien de la défense a menacé de « brûler Téhéran ». Les menaces répétées de Trump et d'autres responsables américains, ainsi que le soutien sans réserve des gouvernements occidentaux à de telles actions, n'ont fait qu'attiser les tensions, l'insécurité et la destruction dans la région.

Les gouvernements d'Israël et des États-Unis sont les principaux responsables du génocide en cours à Gaza et de nombreux autres crimes dans la région et dans le monde. Les Nations Unies et les institutions internationales qui se présentent hypocritement comme des défenseurs de la paix tout en gardant le silence face à ces atrocités font partie du même système de domination. L'ensemble du système capitaliste mondial, sa logique de profit et les puissances impérialistes sont les principales causes des guerres, des catastrophes humaines et de la destruction de l'environnement.

La classe ouvrière iranienne non seulement ne tire aucun bénéfice de la guerre, mais ces guerres visent directement sa vie et sa sécurité. Le maintien des sanctions économiques, l'allocation de budgets massifs aux affaires militaires et la restriction des libertés entraîneront une aggravation de la pauvreté, une répression accrue, la faim, la mort et le déplacement de millions de personnes.

Nous, les organisations et militants indépendants des travailleurs et de la base en Iran, n'avons aucune illusion sur le fait que les États-Unis et Israël veulent nous apporter la liberté, l'égalité et la justice – tout comme nous n'avons aucune illusion sur la nature et la conduite répressives, interventionnistes et anti-ouvrières de la République islamique.

Nous, travailleurs et travailleuses d'Iran, payons depuis de nombreuses années un lourd tribut – emprisonnement, torture, exécutions, licenciements, menaces et passages à tabac – dans notre lutte pour garantir les droits et les nécessités de la vie les plus élémentaires. Nous restons privés du droit de nous organiser, de nous réunir et de la liberté d'expression. Les travailleurs et les travailleuses de ce pays sont, à juste titre, furieux et exaspérés par la République islamique et les capitalistes qui, au cours des quatre dernières décennies, ont amassé des richesses astronomiques sur notre dos tout en nous condamnant à une insécurité et à des privations perpétuelles. Tous les responsables et institutions impliqués dans la répression et les meurtres de travailleurs, de femmes, de jeunes et du peuple opprimé d'Iran doivent être poursuivis et tenus responsables par le peuple opprimé lui-même.

Notre lutte de travailleurs est une lutte sociale et de classe. Elle ne progressera qu'en s'appuyant sur nos propres forces, dans la continuité des mouvements de ces dernières années – notamment «Pain, Travail, Liberté» et «Femme, Vie, Liberté» – et en solidarité avec la classe ouvrière internationale et toutes les forces humanistes, libertaires et égalitaires.

La poursuite de la guerre actuelle ne peut qu'entraîner davantage de destructions, des dommages environnementaux irréversibles et la répétition de catastrophes humaines. La classe ouvrière et le peuple appauvri d'Iran – comme les opprimés d'autres pays de la région – sont parmi les principales victimes de cette situation.

Les organisations soussignées appellent toutes les organisations syndicales, les institutions de défense des droits de l'homme, les groupes antiguerre, les militants écologistes et les forces de paix du monde entier à s'unir pour exiger la cessation immédiate de la guerre, des bombardements, des massacres d'innocents et de la destruction de l'environnement, et à soutenir les luttes du peuple iranien et de la région pour mettre fin au génocide, au militarisme et à la répression.

Les peuples du Moyen-Orient ont besoin de toute urgence de mettre fin aux tensions dévastatrices entre les puissances régionales et mondiales, et d'instaurer une paix juste et durable – une paix dans laquelle les peuples peuvent déterminer leur propre destin en s'organisant, en organisant des organisations de masse, en élargissant les manifestations et en participant directement et collectivement.

Non à la guerre – Non aux politiques bellicistes – Un cessez-le-feu immédiat est notre demande urgente

Les signataires

Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue ; Syndicat des travailleurs de la société sucrière Haft Tapeh ; Travailleurs retraités du Khuzestan ; Alliance des retraités (Ettehad Bazneshastegan) ; Comité de coordination pour aider à la formation des organisations de travailleurs ; Groupe d'unité des retraités (17 juin 2025).

Lien vers la déclaration originale en farsi

Des Iranien·nes et des Israélien·nes appellent au cessez-le-feu et à la diplomatie

Nous, Iranien·nes et Israélien·nes, partageons de graves préoccupations quant à l'avenir de nos pays et de la région. Israël et l'Iran sont engagés dans un conflit indirect depuis des décennies, un conflit qui met en danger toute la région, et en particulier les populations de ces pays. Après les échanges de tirs de l'année dernière, les attaques israéliennes qui ont débuté vendredi matin et les attaques iraniennes qui ont commencé vendredi soir, le conflit est désormais entré dans une nouvelle phase. Déjà, environ 200 civil·es ont été tué·es en Iran et au moins 23 en Israël. Cela nous rappelle le prix payé par les citoyens dans la guerre.

Les Iranien·nes, les Israélien·nes et les Palestinien·nes méritent de vivre en sécurité et dans la dignité. Les attaques contre les civil·es doivent être condamnées partout. Les gouvernements respectifs de nos pays ont contribué à plonger nos peuples dans cette guerre qui ne représente pas nos intérêts. La poursuite des effusions de sang n'apportera la sécurité à aucune de nos nations.

Nous appelons les deux parties et la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la violence. Elles doivent trouver un moyen de ramener toutes les parties sur la voie de la diplomatie. Un cessez-le-feu immédiat devrait être la première étape vers une solution diplomatique plus large.

Nous refusons d'accepter l'inévitabilité d'un conflit violent comme seule voie possible entre nos nations, Israël et l'Iran, ou leur positionnement comme ennemis jurés éternels. Les guerres interminables et absurdes dans cette région ne profiteront pas à nos peuples, qui ont tous le droit de vivre en paix et en sécurité.

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSc0M1Ko531MQPCnUZINOzE93dDsMeqx82HeYOFAKGlUA2xK8g/viewform

Contre la guerre, le bellicisme et les illusions sur une invasion étrangère

Des intellectuel·les iranien·nes contre la guerre entre Israël et l'Iran

Cette déclaration est une invitation à réfléchir sur nos responsabilités et les actions possibles dans la situation actuelle lourde de conséquences.

Les signataires appellent chacun et chacune à construire une alternative pour contrer à la fois le bellicisme du régime iranien et celles et ceux qui placent leurs espoirs dans une invasion étrangère et l'encouragent.

La guerre a commencé. Pour analyser chaque guerre, il faut prendre en compte le contexte et chercher ses diverses causes. Mettre en avant telle ou telle explication ne doit pas nous amener à en ignorer l'élément déclencheur. Si tel était le cas, toutes les guerres deviendraient inévitables. La cause immédiate, ce qui a rendu cette guerre inévitable est l'attaque d'Israël contre l'Iran. Cette attaque a été lancée avec l'assentiment des États-Unis et s'est appuyée sur un partage de renseignements – ce que Trump a appelé « le formidable équipement américain ». Cela fait des États-Unis un partenaire. Elle a, d'ailleurs, été saluée par le président américain.

Le prétexte invoqué par Israël pour cette attaque était de contrer la menace nucléaire iranienne. N'oublions pas qu'Israël est lui-même un pays menant un programme nucléaire militaire secret et n'ayant pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il est actuellement à l'origine du plus grand massacre du siècle à Gaza et est devenu tristement célèbre pour son comportement impudent et voyou dans les relations internationales. Il devrait donc être le dernier pays à avoir le droit de donner son avis sur les programmes nucléaires d'autres pays, et encore moins à utiliser cela comme prétexte pour mener des actions militaires contre eux.

Le régime iranien, fondé sur une jurisprudence islamique, affiche sa puissance en réprimant les femmes, les travailleurs/travailleuses, les retraité·es, les étudiant·es, les universitaires, les intellectuel·les, tous ceux et toutes celles qui aspirent à la liberté, à la justice et à la fin de la discrimination. Bien que ce gouvernement ne puisse rivaliser avec la vague d'attaques israéliennes qui pourrait bientôt s'étendre grâce à la collaboration directe des États-Unis, il poursuit sa politique belliciste.

Le régime a eu recours à l'uranium pour survivre. Ce qui a commencé comme une stratégie de survie s'est progressivement étendu. Un vaste dispositif sécuritaire, technologique et économique s'est construit autour du nucléaire. La classe dirigeante en a tiré profit. Lorsque des sanctions ont été imposées à l'Iran, elle y a vu une occasion de gagner de l'argent en faisant passer des marchandises en contrebande, en augmentant les prix dans les réseaux de production et de distribution et en intensifiant l'exploitation. Le culte de l'uranium et l'organisation de son enrichissement ont été placés au centre du multiplexe militaire-idéologique-économique du régime islamique. Ce régime a misé toute la richesse du pays sur l'enrichissement de l'uranium. Le résultat évident a été l'appauvrissement du pays et l'appauvrissement supplémentaire des dépossédé·es. Les avantages économiques et sécuritaires de la clique au pouvoir ont créé une force de stagnation. Les dirigeants du régime ne reconnaissent pas la gravité de la situation actuelle. Maintenant, le régime cause des dommages irréparables au pays avec son bellicisme.

Nous devons examiner cette question du point de vue de la responsabilité et de l'action de la société civile et des forces politiques qui se réclament de la liberté, la justice et la paix. Il est regrettable que le programme nucléaire iranien ne soit pas devenu un sujet majeur dans la sphère publique. Cela s'explique par notre manque d'attention aux questions liées au militarisme nucléaire, à la pollution environnementale et à la guerre en général. Nous pouvons aussi attribuer cela à la pensée nationaliste qui considère la capacité nucléaire comme un « droit absolu ». Sans oublier la rareté des discussions théoriques et analytiques sur le culte de l'uranium dans l'establishment répressif et l'économie politique du régime.

Nous aurions dû faire du programme nucléaire iranien un sujet de discussion et d'information à part entière. Nous aurions dû constamment souligner le lien entre l'enrichissement de l'uranium et l'appauvrissement

du pays. Nous aurions dû lier chaque protestation contre la pauvreté et les privations à cette question. Au moment opportun, nous aurions dû exiger des référendums sur le programme nucléaire, car c'est sur ce programme que le régime mise toute la richesse du pays. Nous devons maintenant rattraper cette négligence.

La guerre assombrit et polarise le climat politique. Le régime continuera à concentrer l'attention comme à son habitude et se présentera comme le camp capable de défendre le pays et de gagner la guerre. Nous ne devons pas nous ranger du côté du régime. Au contraire, nous devons constamment rappeler à la population son bellicisme, l'échec de ses plans autoritaires dans la région, ainsi que son absence de dignité et ses intimidations.

Cependant, il existe une autre tentative de polarisation qui se présente comme l'alternative à la guerre du « bien contre le mal » menée par le régime iranien. Dans cette alternative, Netanyahu et Trump se présentent comme le « bien ». Dire simplement que le désespoir des personnes les pousse à placer leurs espoirs dans une invasion étrangère n'enlève rien à la stupidité de cette « alternative ». Depuis la révolution constitutionnelle [1906-1911] jusqu'à aujourd'hui, le peuple iranien lutte pour la liberté et l'égalité. Il est indigne de lui de placer ses espoirs dans des meurtriers, des dictateurs, des racistes et des ennemis de la démocratie et de l'égalité humaine.

La confusion dans cette prise de position a une longue histoire et nous y avons tous et toutes contribué en ne faisant pas suffisamment preuve d'esprit critique. Cette confusion est devenue très dangereuse. Nous devons clarifier et distinguer ces positions et mettre en lumière les raisons qui ont conduit à la situation actuelle. Nous appelons tout le monde à s'exprimer sur ce sujet tout en se concentrant sur la guerre actuelle. La question principale est de savoir comment parvenir à la paix et à la liberté.

Nos revendications spécifiques sont :

- Mettre fin à la guerre : exercer une pression sur le régime iranien et une pression internationale sur Israël, les États-Unis et leurs alliés qui encouragent la guerre.
- Mettre fin au programme nucléaire insensé. Nous devons exiger un référendum en Iran.
- Renforcer les liens entre les forces qui exigent la fin du régime de la jurisprudence islamique, et qui s'appuient également sur le peuple et les normes fondamentales de liberté, d'égalité et de fin de la discrimination.

Dans la politique alternative que nous cherchons à renforcer, le rassemblement est à la fois le moyen et la fin. Nous pensons que la guerre et le fait de placer ses espoirs dans les puissances militaires étrangères ne sont absolument pas compatibles avec l'objectif de liberté, de justice et d'indépendance qui est le nôtre.

Source : *New Politics,* 14 juin 2025. Les iranien·nes qui ont signé cette déclaration vivent soit en Iran soit à l'étranger.

Le lien vers le site en farsi.

L'Iran dans *Adresses*

Frieda Afary, « Droits des femmes, contradictions de classe, fondamentalisme islamique et erreurs de la gauche », n° 1/10, 15 mars 2024.

Frieda Afary, « La rébellion iranienne, le rôle de la Russie et la responsabilité des intellectuels », n° 1/11, 15 mars 2024

Violences, genre, ethnicité et racisme

Ravi K. Thiara, Stéphanie Condon, Monika Schröttle

Nous publions des extraits l'introduction des coordinatrices du recueil *Violences envers les femmes en Europe : genre, ethnicité, racisme* pare en mai 2025 aux éditions Syllepse dans la collection « intersection·S ».

L'idée de ce recueil, le premier à réunir des travaux de recherche et des écrits consacrés aux liens entre les violences faites aux femmes et la thématique de l'« ethnicité » en Europe, a pris forme en 2005, lors de conversations entre les coordinatrices. Elles participaient alors au projet européen d'action de coordination sur les violations des droits humains (Cahrv), financé par la Commission européenne et dont l'objectif principal a été d'ancrer la question des violences faites aux femmes sur l'agenda européen. À cette époque-là, dans bon nombre de pays européens, les universitaires et pouvoirs publics commençaient à peine à s'intéresser aux violences à l'encontre des femmes sous l'angle de l'ethnicité, et cette question n'était évoquée qu'à la marge dans les débats plus larges sur les violences de genre. C'est donc la préoccupation vis-à-vis de l'absence de visibilité de la thématique des violences faites aux femmes et de la condition des femmes migrantes ou des minorités immigrées ou « ethniques », et aussi le fait que ces femmes étaient rarement présentes pour exposer ces questions lors des conférences européennes et d'autres événements consacrés aux violences envers les femmes, qui ont motivé l'élaboration de ce volume.

Comme l'ont démontré de nombreux travaux de recherche et l'évolution de la prise en compte de la question dans les politiques publiques, les violences faites aux femmes sont extrêmement répandues, et coûtent chaque année plusieurs milliards aux services sociaux, judiciaires et de santé. Le coût humain dont elles s'accompagnent, qui va des problèmes de santé chroniques, des blessures graves, de la détresse mentale et affective jusqu'aux décès, est encore plus lourd que leur coût économique. La reconnaissance du caractère persistant de ces violences et de leur coût pour la société, le militantisme concerté de la part des mouvements de défense des femmes, ainsi que les évolutions dans les instances internationales, au sein des Nations unies, notamment, ont commencé à influer sur les mesures prises pour remédier à ce problème en Europe. Au début des années 1990, à la suite de l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Cedaw) ainsi que de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les Nations unies ont assimilé les violences à l'encontre des femmes à une violation des droits humains. Cette évolution a culminé avec la création du mandat de « rapporteuse spéciale » des Nations unies chargée de la question de la violence contre les femmes (UNSRVAW), laquelle a pour mission de surveiller la situation dans ce domaine à travers le monde. Non sans difficultés, ce mandat de rapporteuse spéciale instauré en 1994 a donné l'élan et l'impulsion nécessaires pour que les autorités nationales s'attaquent aux violences faites aux femmes, dont la définition et l'étendue évoluent au fil du temps. De plus, lors de sa conférence ministérielle de Rome en 1993, le Conseil de l'Europe a explicitement reconnu que l'élimination des violences faites aux femmes jouait un rôle central dans le respect de la démocratie et des droits de la personne humaine.

De manière générale, bien que les violences à l'encontre des femmes ne soient plus considérées comme une affaire strictement familiale, elles n'en demeurent pas moins un problème inextricable, malgré des évolutions et des avancées non négligeables dans de nombreux pays, y compris en Europe.

Si les rapports sociaux ethnicisés et le genre ne peuvent pas être réduits respectivement à la question des *minorités ethniques*[1] ou à celle des femmes, le présent recueil étudie l'ethnicité et les violences faites aux femmes sous l'angle des problèmes des femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique subissant des violences de genre. Ce recueil est le premier de ce type et il rassemble une grande partie des travaux existants sur ce sujet. De ce fait, il remédie en quelque sorte au silence qui régnait jusqu'ici sur ces questions et à leur marginalisation, ainsi que du socle de savoirs fragmenté dans ce domaine. Il apportera ainsi une contribution aux débats sur les idées, sur les politiques publiques et sur la pratique dans de nombreux pays d'Europe.

Migration et ethnicité

Dans la plupart des pays européens, on retrouve une population de migrants récents qui côtoie des descendants de migrations plus anciennes, la majorité de ces derniers étant citoyens européens. La diversité de ces populations est le résultat de courants migratoires de provenances différentes, se produisant au cours de périodes et donc dans des contextes sociopolitiques et économiques distincts. Le tableau est notamment marqué par les relations historiques entre les anciennes puissances coloniales et les territoires colonisés, qui expliquent les flux depuis les ex-colonies vers les anciens pays colonisateurs. Le rôle des femmes dans ces processus migratoires n'a pas toujours reçu une grande attention de la part de la recherche, bien que la féminisation de la migration en direction de nombreux pays européens soit mise en évidence depuis le début des années 1980.

1. Par la suite, dans ce chapitre de présentation de l'ouvrage, on conservera (en italiques) ce terme utilisé notamment dans le contexte britannique de la recherche et des politiques.

De même que la migration, les dynamiques et la composition de *minorités ethniques* présentent des différences d'un pays européen à l'autre, on observe également des disparités dans les politiques publiques et dans le discours officiel à propos de l'incorporation de ces minorités dans la société d'accueil, fréquemment dominé par le débat assimilation/intégration contre multiculturalisme, ainsi que dans l'accueil que leur réserve la population majoritaire. Les modes d'intégration institutionnelle des immigrés et leurs descendants ont, à leur tour, façonné les moyens utilisés pour s'auto-organiser et militer contre leur marginalisation. Par exemple, au Royaume-Uni, forts de leur expérience de la lutte contre le colonialisme, les migrants caribéens ou sud-asiatiques ont entrepris très tôt de s'organiser et de créer des formations politiques afin de contester le traitement discriminatoire dont ils faisaient l'objet. Dans le cadre de ce mouvement, les féministes noires ont aussi commencé à mettre sur pied leurs propres organisations autonomes dès le début des années 1970. Quelques-unes de ces organisations existent encore et jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les violences faites aux femmes migrantes ou des *minorités ethniques.* Pour des raisons historiques et politiques, dans de nombreux pays européens, ces femmes ne se sont pas aussi bien organisées qu'au Royaume-Uni et cette question reste considérée comme marginale. Malgré ces différences non négligeables, on peut également déceler de nombreuses similitudes dans la construction de l'immigrant comme «autre» et dans les discours y afférents.

Genre, ethnicité et violences faites aux femmes

À quelques exceptions près, de nombreux chercheurs ont relevé une séparation entre les approches exclusivement théoriques et empiriques dans l'étude des relations entre genre et ethnicité en Europe. Des travaux importants ont été consacrés à la question du genre et de l'ethnicité. Ils ont été influencés par les développements théoriques dans les études sur la «race» et les études ethniques, ainsi que par le féminisme postcolonial, lequel a cherché à contester la construction négative et homogène des

femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique. Dans le corpus théorique plus large sur l'ethnicité et le genre dans une grande partie de l'Europe, malgré l'abondance de la littérature consacrée au thème de l'immigration et de l'ethnicité, l'étude des liens entre genre, ethnicité et violences faites aux femmes brille par son absence.

Les violences faites aux femmes, que l'on ne désigne pas toujours sous ce terme, constituent une priorité des luttes féministes en Europe depuis les années 1970. Cependant, ces luttes peuvent revêtir des formes variables, suivant l'environnement local et les influences internationales, de même que la nature et les objectifs des mouvements de défense des femmes et de lutte contre les violences qu'elles subissent. Les évolutions, y compris au niveau législatif, ainsi que les mesures juridiques et d'aide visant à combattre ces violences, varient également d'un pays d'Europe à l'autre, mais sur ce continent, c'est essentiellement aux violences conjugales que l'on s'attache. Tous les pays n'interviennent pas de la même manière pour aider les femmes victimes de violences. Par exemple, en Autriche et en Allemagne, les centres d'accueil des victimes de violences conjugales sont gérés par des organisations non gouvernementales (ONG) mais financés par les ministères fédéraux de l'intérieur, des affaires sociales et de la Famille. Aux Pays-Bas, les victimes reçoivent une aide spécialisée dans des centres d'aide polyvalents. Au Royaume-Uni, Women's Aid, une fédération de refuges indépendants et d'autres formes de services d'aide aux victimes de violences conjugales, ainsi que Refuge, organisation nationale proposant des services à l'échelon local, demeurent les principales sources de soutien. Au lieu de s'intéresser aux détails des mesures prises pour aider les migrantes subissant des violences en Europe, le présent recueil s'attache à l'impact de ces mesures, au niveau à la fois symbolique et matériel, sur les femmes migrantes ou des *minorités ethniques* subissant des violences sous toutes leurs formes.

En Europe, plusieurs études se penchent sur la question des violences faites aux femmes dans divers contextes nationaux et renferment des données intéressantes. À quelques exceptions près, ces études ne s'intéressent pas à la place des femmes migrantes ou des *minorités ethniques* dans ces débats et ces évolutions. Le programme Daphné, qui finance de nombreux projets de recherche sur les violences conjugales et les violences faites aux femmes, apporte, lui aussi, des informations précieuses. Globalement, dans la majeure partie des débats sur l'ethnicité et l'immigration ainsi que sur le genre et les violences faites aux femmes, les femmes migrantes ou des *minorités ethniques* sont, soit absentes, soit occupent une place marginale, ou, depuis peu, sont construites et représentées de manière particulière. Ce n'est que récemment que certains chercheurs se sont mis à étudier les problèmes spécifiques rencontrés par ces femmes. Leurs travaux ont donné lieu à des publications qui commencent à mettre en évidence ces interdépendances et ces intersections. D'ailleurs, il est vrai qu'à l'exception des travaux rassemblés dans le présent recueil, les recherches et les informations disponibles en Europe sont extrêmement restreintes, si bien que le socle de savoir est très inégal d'un contexte à l'autre. Les données qui existent portent souvent sur l'expérience de formes de violences culturellement spécifiques ou construisent les violences faites aux femmes davantage comme une question de culture que de genre. Le Royaume-Uni, où l'histoire de l'immigration et du militantisme est plus ancienne pour les femmes migrantes ou des *minorités ethniques,* constitue peut-être une source d'information et de savoir plus riche à cet égard.

En abordant la question des violences faites aux femmes dans différents groupes et contextes nationaux, la rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes (SRVAW) joue un rôle significatif car elle élargit et nuance le débat sur les causes et les conséquences de ces violences, ainsi que sur la responsabilité des États dans le traitement des vastes effets de ces violences sur différentes catégories de femmes. Par exemple, en contestant le clivage public/privé et en « élargissant la responsabilité de l'État au-delà des acteurs privés pour les actes de violence commis dans la sphère privée », la SRVAW demande aux États de remédier aux facteurs extérieurs qui exacerbent les violences conjugales pour des catégories particulières, y compris le racisme, la marginalisation socio-économique et les

politiques d'immigration restrictives. Dans des pays tels que la Suède, dotés d'une politique d'égalité de genre bien établie, cette évolution s'est traduite par un appel à remédier aux lacunes restantes pour atteindre l'égalité ainsi qu'aux carences de la protection de certaines catégories de femmes, y compris les immigrées, les réfugiées ou les demandeuses d'asile. Aux Pays-Bas, l'attention se porte non seulement sur les actions de l'État neutres du point de vue du genre (dans le cadre de l'approche de l'intégration systématique de la dimension de genre, également appelée *gender mainstreaming*), mais aussi sur les « réactions culturelle essentialistes » aux violences dans les communautés de migrants. De manière générale, on estime que pour être efficaces, les ripostes aux violences faites aux femmes requièrent des « stratégies multifacettes » face aux multiples formes de violence, et notamment une révision de la législation qui interdit aux femmes d'accéder à une aide et à une protection en raison de leur statut d'immigrées.

Le présent recueil intègre les discours parallèles sur les violences faites aux femmes et l'ethnicité en Europe afin d'étudier cette question du point de vue particulier des femmes migrantes ou des *minorités ethniques.* Bien que pour certains pays, le corpus de données soit plus fourni que pour d'autres, la sélection des contributions s'est attachée à mettre en lumière les expériences de plusieurs pays, même s'il reste de nombreuses disparités. Par conséquent, les débats diffèrent et dans certains pays, l'expérience des femmes migrantes ou des *minorités ethniques* commence à peine à être rapportée tandis que dans d'autres, le débat est inextricablement lié aux critiques plus larges adressées à la politique, à l'action publique et à la pratique, tant générales que dans le domaine de la lutte contre ces violences. Bien que les données sur lesquelles les expériences des violences et sur le recours à l'aide juridique ou sociale soient extrêmement limitées, les recherches montrent que ces femmes connaissent davantage l'exclusion et pâtissent d'un accès nettement réduit aux recours juridiques par rapport aux femmes immigrantes en situation régulière. Une étude autrichienne montre que les immigrantes sont souvent dans l'incapacité de contacter la police parce qu'elles ne parlent

pas la langue ou parce qu'elles ont peur de faire intervenir les autorités. De nombreuses femmes migrantes demandent donc de l'aide aux refuges ou aux centres d'accueil pour femmes, dans lesquels elles sont souvent surreprésentées. Or, cette surreprésentation en amène certains à affirmer que les femmes migrantes ou des *minorités ethniques* ne rencontrent guère de problèmes pour accéder à l'aide. Cependant, ces arguments ignorent que la majorité des femmes européennes (blanches) ont souvent davantage recours à d'autres actions et mesures que les femmes migrantes ou des minorités, qui sont socialement et économiquement marginalisées, qui dépendent davantage des hommes et de leur famille et dont les possibilités sont probablement réduites. Ainsi, le statut d'immigrée, ou l'absence de citoyenneté, demeure l'une des principales causes des inégalités dans l'accès à la protection pour les femmes victimes de violences en Europe. Les pays ont adopté des textes et une législation variés à ce sujet. Par exemple, l'étude du Cahrv considère que l'immigration constitue une « quatrième planète » qui détermine l'accès des femmes à la justice et à la protection. En effet, le statut d'immigrée prolongé revient à une violation des droits humains et ne protège pas les femmes contre les violences. De plus, sous prétexte de protéger les femmes contre les violences, réelles ou potentielles, y compris le mariage forcé, les pouvoirs publics restreignent l'immigration.

Toutefois, aucune étude n'a encore été menée à l'échelle européenne pour faire le point sur la nature des réponses aux problèmes des femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique. Faute de ces données, il est difficile d'affirmer avec une quelconque certitude que l'on répond correctement aux besoins d'aide et de protection de ces femmes. Même dans les pays qui communiquent sur les mesures prises pour remédier aux problèmes des migrants et des *minorités ethniques,* les évolutions récentes laissent à penser que ces mesures s'érodent plus qu'elles ne se renforcent. Le présent recueil a pour objectif de constituer un socle de savoir plus cohérent sur ce qui se passe à l'intersection entre ethnicité, genre et violences faites aux femmes, tout en axant résolument le cadre du discours sur ces violences sur les spécificités des femmes migrantes ou des *minorités ethniques.* Il cherche également à mettre en évidence la complexité et les interconnections entre les différentes catégories de violences dont sont victimes les femmes. Les contributions présentes dans ce recueil permettent également de comprendre l'absence d'écrits sur ces questions par les femmes de ces minorités dans de nombreux pays d'Europe. Si des lacunes demeurent et qu'il faut pousser bien plus avant les recherches pour explorer la spécificité des violences vécues par ces femmes, ainsi que les réponses apportées à ces violences, ce recueil décrit les particularités de plusieurs contextes européens s'agissant de la construction des discours sur les violences faites aux femmes et l'ethnicité. Ces discours revêtent des formes distinctes en Europe, bien que l'on observe également des traits communs. Par ailleurs, depuis peu, on souligne de plus en plus, quoique de manière essentialiste, la discrimination intersectionnelle, qui exacerbe les risques pour les femmes appartenant à des communautés marginalisées ou racialisées.

Violences faites aux femmes et ethnicité

L'intersection entre violences faites aux femmes et ethnicité donne lieu à un débat intéressant depuis quelques années. Les violences perpétrées sur les femmes immigrées ou leurs descendantes sont devenues un thème récurrent dans les débats politiques, dans l'élaboration de l'action publique et dans les médias. Cela étant, on reproche dans une large mesure à ces débats de considérer les cultures et les communautés migrantes/minorisées de manière essentialiste et de les percevoir comme intrinsèquement violentes. D'ailleurs, la rapporteuse spéciale a problématisé cette approche en ces termes :

> La particularisation des violences conjugales entre immigrants non occidentaux comme une question culturelle [est] problématique, car elle ramène la relation entre désavantage socio-économique et politique restrictive de l'immigration à celle des violences dans la famille.

La progression du fondamentalisme religieux et du « terrorisme musulman », avec la panoplie des mesures sécuritaires adoptées

depuis le 11-Septembre et les tendances politiques conservatrices qu'elle a alimentées, ajoute un angle particulier aux débats sur les violences à l'encontre des femmes migrantes et appartenant à une *minorité ethnique*. La polarisation entre les pays et les communautés, qui s'est accentuée après le 11-Septembre, procure un terreau fertile pour les discours culturels qui remettent gravement en question l'égalité de genre et les droits des femmes, à la fois au sein de leur communauté et dans les discours nationalistes extérieurs. Ainsi, dans certains contextes nationaux, les discours sur les «pratiques traditionnelles néfastes», telles que le mariage forcé, les violences perpétrées au nom de l'honneur et les mutilations génitales, se tiennent parfois en parallèle de façon distincte à celui sur les violences faites aux femmes, malgré les tentatives de nombreuses femmes migrantes ou des *minorités ethniques* et d'autres mouvements féministes de contrer cette évolution et de conceptualiser ces pratiques comme des violences de genre dans laquelle l'intersection entre culture et genre est prépondérante.

Il est possible de cerner et problématiser deux tendances dans les discours «culturels». D'un côté, on distingue les arguments, sous-tendus par le relativisme culturel, qui rejettent les droits humains universels et portent atteinte à l'égalité des femmes (exprimés depuis l'intérieur des «communautés culturelles»). De l'autre, on discerne des approches essentialistes culturelles, lesquelles, dans le processus d'altérisation, perçoivent certaines cultures, certaines communautés et certains pays comme intrinsèquement et uniformément toxiques pour les femmes, perception qui s'est imposée dans l'imaginaire populaire dans une grande partie de l'Europe. Cette perception sert également à concevoir les violences dans les sociétés majoritaires comme des aberrations individualisées. Ces deux tendances placent les femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique, subjectivement et structurellement, dans des positions extrêmement difficiles et contradictoires. De plus, ces réactions n'améliorent pas le sort de ces femmes, qui se retrouvent souvent contraintes de nier certains aspects de leur culture et de leurs traditions auxquelles elles sont attachées pour être construites comme des victimes des violences dites «traditionnelles» et patriarcales. Il ne reste ainsi à ces femmes guère de possibilités, car beaucoup d'entre elles veulent être protégées contre les violences perpétrées par les hommes sans faire le choix de «sortir» de leur communauté. Ensemble, ces deux perspectives ne remédient en rien aux causes sous-jacentes des violences que subissent les femmes. Afin d'établir des connexions au sein de ce thème et entre différentes femmes et les violences faites aux femmes, ce recueil souligne l'importance d'exposer les schémas de domination au sein des cultures plutôt que les différences entre les cultures, d'interroger les interprétations hégémoniques de la culture et de s'intéresser aux intérêts politiques et socio-économiques patriarcaux, intérieurs et extérieurs, qui bénéficient de ces interprétations. Dans certains pays, les migrants et les ***minorités ethniques*** se sont ménagé un troisième espace pour se faire entendre et ont même été les premiers à critiquer la montée du fondamentalisme religieux (comme au Royaume-Uni via le groupe Women Against Fundamentalism).

Ainsi, les discours «culturels» (qu'ils soient relativistes culturels et essentialistes culturels) s'opposent aux droits des femmes et maintiennent l'ordre patriarcal, d'un côté, tout en «figeant» les communautés culturelles par des constructions homogénéisantes, de l'autre. Ce point est étudié plus en détail à la section consacrée au clivage «leur» culture, «notre» honneur dans la dernière partie de ce recueil. D'ailleurs, comme on le voit dans plusieurs pays d'Europe, l'essentialisme culturel sert à justifier l'action ou l'inaction de l'État face aux violences subies par les femmes migrantes ou des *minorités ethniques*. En mettant en avant des discours renforçant l'idée que ces femmes sont davantage touchées par les violences, certains États européens resserrent leur politique d'immigration sous prétexte de protéger ces femmes. Ils imposent aussi des critères d'intégration sociale et culturelle qui ne tiennent aucun compte de la marginalité politique et socio-économique de ces femmes.

Culture contre genre

Comme indiqué plus haut, l'utilisation de la «culture» par certains projets politiques culturo-religieux, qui recourent à des

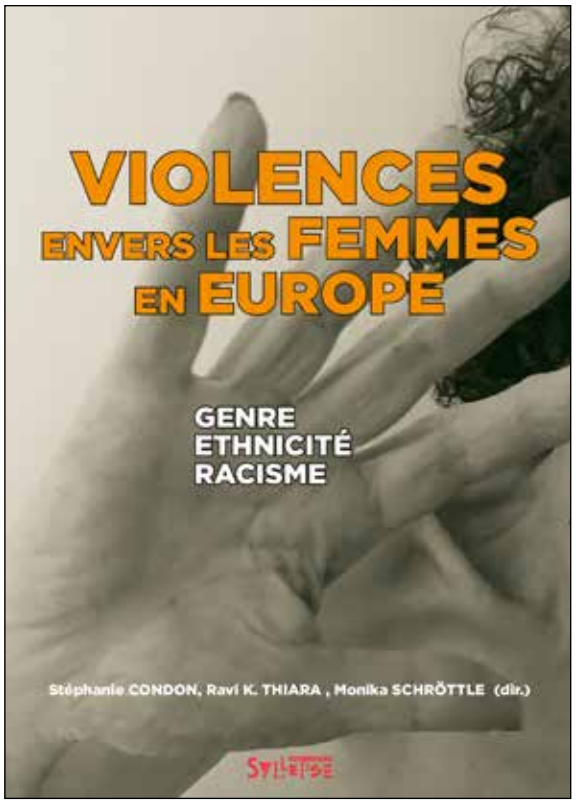
justifications culturelles pour restreindre les droits des femmes, est de plus en plus documentée et critiquée. Les auteurs féministes s'inquiètent tout particulièrement de voir que les pouvoirs publics et les acteurs politiques, et parfois les féministes, acceptent non seulement les voix patriarcales dominantes au sein des communautés qui marginalisent les voix (divergentes) des femmes, mais aussi un point de vue qui privilégie la culture pour justifier les violences à l'encontre des femmes migrantes ou des *minorités ethniques* (comme au Royaume-Uni par exemple). D'ailleurs, certains travaux insistent sur l'importance et sur l'intérêt de mettre en avant la voix des femmes à titre de contre-récit qui exprime la contestation au sein des communautés et perturbe les explications homogénéisantes de la culture, par opposition aux interprétations hégémoniques de la culture et de l'identité, qui peuvent servir à restreindre les espaces laïcs. Ces récits concurrents émanant des femmes font apparaître que «la menace pour les droits humains des femmes vient du monopole de l'interprétation et de la représentation de la culture détenu par une poignée de puissants et non de la culture elle-même».

Depuis un certain temps, des auteurs soulignent le rôle d'entrepreneurs culturels joué par les femmes, qui n'ont de cesse de négocier et de renégocier les normes et valeurs culturelles, ce qui se traduit, dans le contexte de la migration, par des formes culturelles syncrétiques ou hybrides. C'est la raison pour laquelle il importe de considérer la culture comme un terrain non pas statique, mais en évolution permanente, perpétuellement contesté et renégocié. Considérer uniquement les femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique comme des «victimes» de leur culture, ce qui constitue un point de vue largement contesté, dessert par conséquent le rôle positif que la culture joue aussi dans la vie de beaucoup de ces femmes. De plus, la vision simpliste de femmes victimes d'une culture dont il faudrait les protéger, qui est la résultante logique de l'acceptation de l'argument des «pratiques traditionnelles néfastes», est largement remise en cause, car elle essentialise les communautés de migrants ou les *minorités ethniques* en les présentant comme arriérées et non civilisées. C'est par exemple la raison pour laquelle la rapporteuse spéciale a rejeté le terme de «pratiques traditionnelles néfastes» au profit de celui de «pratiques néfastes» *(harmful practices)* pour désigner les pratiques culturelles qui érodent les droits des femmes.

Se borner à considérer les violences faites aux femmes comme une facette des communautés culturelles revient aussi à dissocier ces violences des inégalités structurelles qui sous-tendent les systèmes de «race», de classe et de genre et à engendrer des explications conceptuelles inadaptées. Au niveau international, le fait que les Nations unies se soient employées à s'attaquer aux causes et aux conséquences des violences faites aux femmes permet de mettre en avant les inégalités de genre et de s'interroger sur les approches qui dissocient les violences faites aux femmes de la subordination des femmes en général. Ainsi, lorsque les violences faites aux femmes sont considérées comme le résultat de la discrimination fondée sur le genre, elles deviennent le produit inéluctable de l'inégalité des structures socio-économiques, culturelles et politiques. Cette perspective permet de voir les femmes non simplement comme des victimes vulnérables qui ont besoin d'être protégées, mais de considérer les violences faites aux

femmes comme la résultante d'un ordre genré, fréquemment contesté au niveau individuel et collectif, qui accorde un privilège à la violence masculine, individuelle et collective, laquelle sert à obtenir que les femmes respectent la norme. Cette situation est exacerbée pour les femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique, car elles se situent à l'intersection de multiples axes d'oppression et de discrimination. Cependant, comme l'indiquent plusieurs contributions dans ce volume, les discours sur les violences commises au nom de l'honneur et le mariage forcé ont tendance à privilégier la culture plutôt que le genre dans des explications qui s'appuient sur des notions essentialisées de culture et de tradition, et servent à stigmatiser les femmes migrantes ou des *minorités ethniques* ainsi que leurs communautés. Ces discours ont engendré un binôme composé de la femme blanche émancipée et de la femme migrante/minorisée opprimée, qui servent toutes deux à normaliser la violence et la discrimination des femmes blanches et à marginaliser les femmes migrantes ou des minorités.

Depuis quelques années, il est devenu courant d'invoquer les violences commises au nom de l'honneur pour expliquer le niveau élevé de contrôle et de violence dans



la vie des femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique. La force du discours sur le mariage forcé/les violences d'honneur apparaît avec évidence lorsque l'on constate que les professionnels et les autorités évoquent l'« honneur » pour expliquer ce que l'on aurait pu appeler des violences conjugales il n'y a encore pas si longtemps. Ce rhabillage de l'éventail des violences vécues par les femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique peut servir à dissocier ces expériences de la question plus large des violences faites aux femmes et à ghettoïser ces dernières dans leurs enclaves de « pratiques traditionnelles et culturelles ». En guise de contre-argument à ces explications culturelles, plusieurs auteurs montrent du doigt les violences d'honneur et leurs liens avec le contrôle sur la sexualité des femmes et mettent en évidence la manière dont les arguments religieux et culturels perçoivent les femmes comme des marqueurs et des gardiennes de l'honneur de la communauté, ce qui les contraint à se conformer à l'idée de la femme idéale/honorable et à éviter les violences masculines en se gardant de toute transgression sexuelle. Ces auteurs avancent ainsi que le genre doit occuper une place prépondérante dans toute explication de ces formes de violences faites aux femmes. Malgré quelques différences, cette forme de contrôle n'est pas spécifique aux femmes migrantes ou des *minorités ethniques,* car la plupart des formes de violences faites aux femmes sont utilisées comme instrument pour contrôler et réguler le comportement sexuel des femmes. C'est ce que confirme une grande partie de la recherche sur les violences conjugales, puisque les femmes évoquent souvent la jalousie sexuelle comme cause ou justification principale à la violence des hommes.

Intersectionnalité

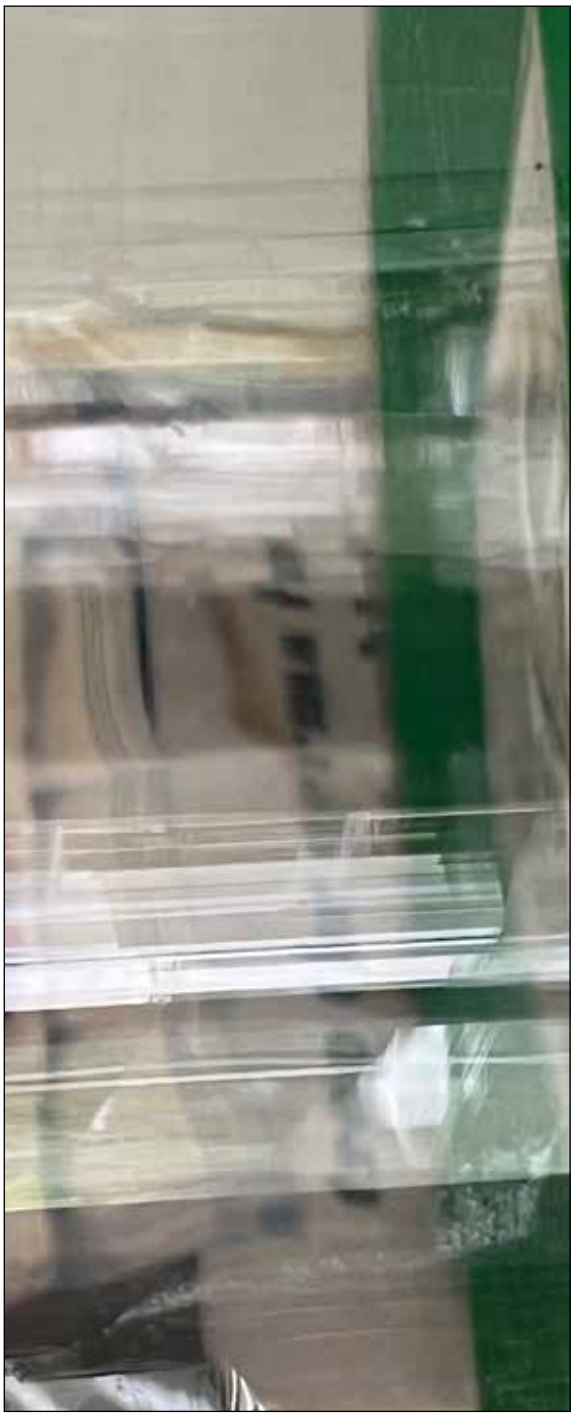
> Être opprimé […] est toujours construit et imbriqué dans d'autres divisions sociales (Yuval-Davis).

Si les critiques adressées à ceux qui utilisent la culture pour expliquer/justifier les violences faites aux femmes nous aident à privilégier le genre comme explication dominante, l'intersectionnalité permet de comprendre la particularité de la violence

perpétrée à l'encontre des femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique et de définir des mesures contre cette violence. Plusieurs auteurs indiquent combien il importe de recourir à une approche intersectionnelle pour repérer les effets du fonctionnement simultané de systèmes multiples d'oppression/discrimination et d'y remédier plutôt que de s'attaquer à chacun d'entre eux isolément. Si le débat sur l'intersectionnalité entre auteurs féministes est riche, nous n'avons pas ici pour objectif de le répéter. Toutefois, tout comme plusieurs contributeurs au présent volume, nous privilégions l'outil que constitue le concept d'intersectionnalité pour désembrouiller la complexité des questions relatives aux violences faites aux femmes, car ces questions produisent un impact sur la vie et l'expérience des femmes migrantes et appartenant à une minorité ethnique qui se situent au sein de structures de discrimination et de pouvoir qui sont interconnectées et se chevauchent.

En bref, l'« intersectionnalité », ou l'analyse intersectionnelle, suggère que dans une société fondée sur des systèmes multiples de domination, l'expérience individuelle n'est pas façonnée par une identité/un emplacement structurel unique (en tant que femme ou personne rattachée à une minorité ethnique). Elle reconnaît donc que l'expérience de certaines femmes est marquée par de multiples formes d'oppression et de position de soumission et qu'il est possible d'affiner davantage les catégories sociales individuelles de façon à situer « les femmes » en termes de pouvoir/d'impuissance les unes vis-à-vis des autres. Il faut pour cela chercher à savoir comment le pouvoir est inscrit dans les systèmes individuels d'oppression et entre eux, et ce qui peut créer à la fois de l'oppression et une opportunité. On a utilisé il y a peu l'intersectionnalité, ou analyse intersectionnelle, pour examiner les violences faites aux femmes au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada, même si l'on débat toujours pour savoir si cela ne reproduit pas certaines notions additives de l'oppression, surtout lorsque l'on utilise l'intersectionnalité de manière limitée dans le cadre d'une mobilisation politique.

Si de nombreuses explications apportées aux violences faites aux femmes ou à la relation entre genre et ethnicité, soit homogénéisent les expériences diverses des femmes, soit fragmentent l'expérience individuelle de la violence de chaque femme, l'intersectionnalité tient compte de l'universalité des violences faites aux femmes sans perdre ces particularités de l'expérience des femmes, qu'elle soit individuelle ou collective. En s'attachant à l'intersection des divisions sociales et des multiples systèmes de domination/oppression, l'intersectionnalité a le potentiel d'expliquer la complexité et la différence sans recourir à des explications essentialistes.



Serbie : sur l'auto-organisation du mouvement étudiant

Christos Pozidis

Au cours des six derniers mois, la société serbe a connu une recrudescence sans précédent de protestations et de revendications populaires, d'agitations politiques de la part de citoyens ordinaires, de formes d'auto-organisation et de démocratie directe dans les bâtiments et les espaces publics occupés. L'occasion tragique de cette explosion sociale fut l'effondrement du toit de la gare de Novi Sad, le matin du 1er novembre 2024. La rénovation de la gare et sa vente imminente à une société ayant des intérêts chinois avaient été annoncées par le gouvernement et les médias associés comme un acte de modernisation. L'effondrement du dôme de la station a causé la mort de seize citoyens.

Dès le début, des marches de deuil et de colère ont eu lieu. Les manifestants qui ont envahi les rues de toutes les grandes villes de Serbie ont exigé la transparence des enquêtes sur les causes de la catastrophe. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase pour le régime du président Vučić, l'homme qui, à travers différentes positions, a détenu un pouvoir hégémonique en Serbie au cours des dix dernières années.

Des protestations unifiantes

Les protestations contre la corruption de l'État et l'autoritarisme, contre la braderie des services et des bâtiments publics, contre la gentrification de Belgrade qui rend la vie quotidienne de ses habitants difficile, ont été unies par cet événement tragique et criminel qui a éclairé tous les côtés sombres du régime.

Les marches se sont transformées en une énorme vague d'occupations de bâtiments universitaires par le mouvement étudiant. Tout a commencé le 25 novembre, au département d'études théâtrales de Belgrade, en réaction à une attaque contre des étudiants par des groupes paramilitaires à l'extérieur de l'école trois jours plus tôt, lorsqu'ils ont d'abord bloqué la route à 11 h 52 – l'heure de la catastrophe à Novi Sad – pour observer une minute de silence pour chaque victime. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, presque toutes les facultés universitaires de Serbie sont sous occupation. Durant cette période, le mouvement étudiant a développé des actions imaginatives de lutte sociale, s'est auto-organisé à travers des assemblées plénières étudiantes et a ouvertement appelé tous les citoyens à faire l'expérience de la démocratie à travers des assemblées locales de démocratie directe. Dans le même temps, de petits objectifs ont été fixés et des victoires politiques importantes ont été remportées. Le gouvernement a démissionné fin janvier (mais pas le président Vučić), tandis qu'après deux semaines d'occupation de la radio et de la télévision d'État, l'assemblée nationale a décidé d'organiser un concours libre pour former un nouveau conseil, plutôt qu'une affectation directe, pour une institution qui jusqu'alors avait été considérée comme un symbole de manipulation et de propagande médiatique.

Des procédures démocratiques directes

Le fondement de cette lutte persistante, comme je l'ai moi-même observé et discuté lorsque j'étais à Belgrade, est la cohérence et l'autodiscipline du mouvement étudiant en ce qui concerne les procédures démocratiques directes, ainsi que l'effort constant et

conscient pour rester autonome, indépendant des objectifs politiques de l'opposition et des tentatives de tiers, comme la police ou les journalistes, de l'infiltrer. Des assemblées étudiantes se tiennent à intervalles réguliers au sein des facultés occupées. Là, les questions d'autogestion des espaces sont décidées, les prochaines étapes et actions sont discutées, les responsabilités et les temps de travail sont définis et des groupes de travail sont formés pour des questions créatives ou pour des cercles d'auto-éducation. Même pour les petites questions de procédure, les décisions y sont prises. Les étudiants eux-mêmes reconnaissent qu'il s'agit d'une option qui peut s'avérer longue ou paraître « bureaucratique », mais ils préfèrent garantir ainsi la transparence et l'égalité. Ils ont le sentiment que le temps joue en leur faveur – après tout, dans chaque discussion, dialogue et fermentation, une victoire est obtenue.

[…] La participation aux séances plénières est énorme, de nombreuses personnes assistant à ces débats pour la première fois. Naturellement, les jeunes de l'opposition institutionnelle ont très tôt essayé de les rejoindre et d'orienter les discussions et la définition des objectifs du mouvement étudiant vers la confrontation entre partis. Ainsi, pour assurer l'indépendance du mouvement, il a été décidé que les symboles politiques ou partisans ne devraient pas apparaître dans les occupations et les marches étudiantes, ainsi que la présence d'individus sans déclaration d'identité politique ou partisane. Rapidement, comme me l'ont dit les étudiants eux-mêmes, toute tentative de manipulation du mouvement a cessé.

Un appel permanent à la société

Un aspect important du mouvement concerne l'externalisation et la diffusion de ses problématiques et de sa méthodologie.

Avec des appels ouverts, ils exhortent toute la société à se tenir à leurs côtés, à agir contre un état non seulement dysfonctionnel mais criminel, à protester sans crainte contre la corruption, l'autoritarisme, la violence policière et la vente des monuments du pays à des multinationales de l'hôtellerie. Dans le même temps, ils appellent les citoyens à développer leurs propres institutions communautaires de démocratie directe. Selon leurs propres mots :

> La démocratie a longtemps été perçue comme un obstacle à une prise de décision efficace. Pourtant, nos assemblées plénières ont prouvé le contraire. La démocratie directe est la seule approche qui garantit que personne ne soit exclu du processus décisionnel, qui garantisse la transparence et qui garantisse que les décisions reflètent pleinement la volonté du peuple. Les assemblées ne doivent pas être perçues comme une solution temporaire à la crise actuelle, mais comme une forme de pression durable du peuple sur ceux qui prétendent le représenter – revendiquant la souveraineté populaire inscrite dans la constitution. […] nous, étudiants, ne considérons pas les assemblées comme une réponse temporaire aux problèmes existants, mais comme l'héritage de nos nombreux mois de lutte et comme un mécanisme par lequel nous nous assurerons de ne plus jamais nous retrouver dans la même situation. C'est pourquoi nous vous appelons à organiser des assemblées le 28 mars, reconnaissant l'importance de cette étape, et à faire entendre votre voix dans toute la Serbie sur la manière dont vous pensez pouvoir trouver une solution à la crise à laquelle nous sommes confrontés. La seule solution responsable et politiquement honnête est celle dans laquelle nous tous participent.

Un autre moment d'unification de la lutte étudiante s'est produit le 1er mai, lorsque, pour la marche anniversaire de la grève, un appel conjoint a été lancé pour la première fois par la coordination des étudiants avec les principaux syndicats du pays. Le rassemblement a été un grand succès selon les normes du pays et a renforcé la lutte des étudiants. Le lendemain soir, je me suis retrouvé dans un squat et j'ai discuté avec des étudiants d'un éventuel partenariat avec les ouvriers. Le résultat de la marche du 1er mai a été positif, même si des réserves ont été émises autour de moi quant au rôle modéré des grands syndicats. Un étudiant a exprimé une critique à propos des revendications des étudiants, qu'il considère comme des revendications de la classe moyenne qui ne

répondent pas aux problèmes des mineurs, des travailleurs des transports et d'autres professions ouvrières à bas salaires.

Des propositions constituantes

Lors de la discussion sur la classe ouvrière en Serbie et sur les conditions de vie dans les villes de province, il a également été fait référence aux conditions des élections. Les familles ouvrières ordinaires recevaient le jour des élections la visite de messieurs vêtus de noir et portant des enveloppes contenant les bulletins de vote corrects. Ainsi, tout simplement, même si la majorité de la société est bien disposée à l'égard de la lutte des étudiants contre la corruption et à leurs appels au changement, cela ne signifie pas qu'au moment des élections elle parviendra à être non influencée. Alors, quelle est la position des étudiants sur les élections ? Même si le projet qu'ils défendent est celui des processus démocratiques directs, le mouvement étudiant n'appelle pas à la chute de l'État ni à un quelconque changement de régime.

Comme l'ont clairement montré les annonces faites tout au long de cette période de lutte sociale, ils proposent la création d'assemblées populaires de base comme mécanisme de pression et de garantie du bon fonctionnement des institutions, comme contrepoids actif à tout arbitraire autoritaire. En ce qui concerne la gouvernance, ils ne préconisent cependant pas la tenue d'élections de manière générale.

Elles sont avant tout clairement dirigées contre le tyran Vučić, qui outrepasse et empiète à plusieurs reprises sur son rôle institutionnel, qui a nommé ses propres marionnettes au sein du gouvernement et du système judiciaire, qui doivent être tenus responsables de la corruption devant un tribunal indépendant. Mais au-delà de cela, les étudiants ont leur propre proposition de gouvernance. C'était un sujet qui a été beaucoup débattu pendant les journées du 1er mai, lorsque j'étais à Belgrade, et la participation dynamique à la marche a donné aux étudiants la force de l'annoncer. Le 6 mai, invoquant l'article 109 de la Constitution serbe prévoyant l'autodissolution de l'Assemblée nationale dans des cas exceptionnels, ils ont proposé des élections. Dans le cas où le gouvernement accepterait effectivement cette demande, le mouvement étudiant a préparé, par le biais des assemblées, une liste de personnes, d'universitaires, de journalistes et d'autres personnalités publiques communément acceptées qu'il soutiendrait comme candidats indépendants. Les assemblées continueraient à servir de mécanisme de contrôle des élus dans une communication entre le mouvement populaire et les dirigeants.

C'était la proposition politique du mouvement étudiant, que le président Vučić a maladroitement refusée. Aujourd'hui encore, la lutte continue et évolue avec un sentiment d'anticipation des deux côtés. En discutant avec des étudiants qui s'identifient comme membres de l'espace le plus radical, nous sommes arrivés à une critique commune de la nature plus libérale des revendications du mouvement étudiant. Dans une large mesure, ils se concentrent sur la consolidation institutionnelle et non sur une transformation structurelle de l'organisation sociale, et il semble y avoir une prédisposition positive à une telle chose dans une partie significative du mouvement lui-même et dans le reste de la société. Bien entendu, cela ne nie ni ne minimise en aucune façon l'importance de cette lutte. Ce qui se déroule en Serbie ces jours-ci est un mouvement spontané mais extrêmement discipliné et organisé, auto-organisé, venant d'en bas, qui entre en conflit direct avec un régime autoritaire et corrompu. Et, quelle que soit la manière dont il se développe, il est certain qu'il laissera un héritage énorme en politisant une génération entière, tout en la familiarisant avec les outils et la philosophie de la démocratie directe.

Christos Pozidis est un militant et chercheur grec.

Publié le 18 mai sur le site grec *αυτολεξεί*.

La traduction française a été publiée sur le site du Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants et sur le site de l'Association Autogestion.

Voir aussi dans *Adresses*

Saša Savanovič, « De quoi parle-t-on quand on parle de changement de système ? », n° 11, 9 avril 2025.

Nemanja Drobnjak, « Les fausses promesses de la gouvernance « experte » imposée d'en haut : un appel à la démocratie radicale », n° 12, 22 mai 2025.

La mobilisation étudiante qui change radicalement la société serbe

Aida Kapetanović

Depuis maintenant six mois, les étudiants et étudiantes de Serbie mènent un mouvement qui est en train de réécrire l'histoire du pays. Cette mobilisation, qui a rassemblé des milliers de citoyens issus de différents secteurs de la société, a conduit à la démission du Premier ministre et met à rude épreuve le régime d'Aleksandar Vučić, au pouvoir depuis dix ans.

[…] L'absence de prise de responsabilité de la part des institutions après l'effondrement de l'auvent et le refus d'ouvrir une enquête sur les travaux de rénovation ont fait de cette tragédie le symbole le plus emblématique de la négligence institutionnelle et du système de corruption généralisé dans le pays. Un système qui touche les plus hautes sphères des institutions serbes, avec à sa tête le président Vučić et son Parti progressiste serbe (SNS), au pouvoir depuis 2012.

Avec le slogan «La corruption tue», les étudiants ont réagi en transformant la tragédie en mobilisation. Des blocages quotidiens de la circulation ont paralysé les principales villes, marqués par quinze minutes de silence en mémoire des victimes de Novi Sad. Alors que les protestations s'intensifiaient de jour en jour, les autorités ont réagi en tentant de les réprimer, tant par le biais de la police que par le recours à des pratiques telles que des violences, des agressions physiques et des tentatives de renverser les manifestants.

C'est justement une de ces agressions, qui a eu lieu le 22 novembre contre des étudiants et des profs de la faculté des arts dramatiques de Belgrade en protestation, qui a provoqué l'escalade de la mobilisation. Réunis dans leur faculté, les étudiants ont lancé le 25 novembre la première *blokada*, c'est-à-dire le blocage des activités universitaires et l'occupation de l'université.

Les *blokada* et les plénières

Le blocage de la faculté des arts dramatiques de Belgrade a eu un effet domino immédiat, touchant aujourd'hui presque toutes les universités du pays. Les lycéens et lycéennes se sont aussi joints à la mobilisation, bloquant les cours dans de nombreux cas avec le soutien des profs et des parents.

Depuis les universités bloquées, les étudiants ont formulé quatre revendications à l'adresse des institutions, qui restent encore aujourd'hui sans réponse. Ils demandent que tous les documents relatifs à la reconstruction de la gare de Novi Sad soient rendus publics. Ils exigent l'abandon des poursuites contre les personnes arrêtées et détenues lors des manifestations, ainsi que la poursuite pénale de ceux qui ont agressé physiquement des étudiants et des professeurs lors des manifestations. Enfin, ils demandent une augmentation de 20 % des fonds alloués aux universités publiques.

Les universités bloquées deviennent des lieux où s'organisent des manifestations, des réunions, où se construit et se pratique la solidarité. L'organisation interne des universités occupées devient l'occasion d'expérimenter la démocratie directe à travers les plénums. Il s'agit d'assemblées générales d'étudiants, dans lesquelles chaque étudiant dispose d'une voix, qui font office d'organes décisionnels.

Chaque faculté a son assemblée plénière, où sont discutées les stratégies de mobilisation et toutes les questions cruciales qui se posent au fur et à mesure de la mobilisation. Les aspects plus spécifiques sont abordés

dans des groupes de travail qui s'occupent de questions telles que les besoins matériels des occupations (nourriture, dons, matériel pour les manifestations), la communication avec les médias ou la coordination entre les facultés. La participation est réservée aux étudiants et étudiantes de la faculté.

Cette mesure est essentielle pour défendre l'autonomie décisionnelle du mouvement contre les pressions extérieures et les tentatives de répression. En effet, aucune information ne ressort des longues discussions de l'assemblée plénière, et toute décision concernant la mobilisation doit passer par là, sinon elle n'est pas considérée comme valable ou représentative du mouvement. C'est une méthode qui caractérise profondément le mouvement, où la pratique de la démocratie directe et l'absence de leaders ont garanti sa durée et son intégrité jusqu'à aujourd'hui.

Les étudiants mènent, toute la société participe

Même si les étudiants sont la force motrice des mobilisations, les appeler «étudiantes» réduit leur portée et leur ampleur. En fait, divers secteurs de la société se sont joints aux protestations dès le début. Le 24 janvier 2025, une grève générale a été proclamée, à laquelle ont participé différents segments du monde du travail : les travailleurs de la culture et de l'éducation, les petites entreprises, le secteur des services et de la technologie, la santé, la justice, l'agriculture. Dans les mois qui ont suivi, d'autres grèves se sont succédées.

Mais la participation populaire s'est surtout répandue lors des manifestations de rue et des longs blocages routiers à Belgrade, Novi Sad et Niš. Là, chacun a fait sa part : les motards et les tracteurs ont assuré la protection des manifestations avec leurs véhicules, les citoyens ont apporté de la nourriture et ont organisé de véritables cantines dans la rue. Les manifestations ont traversé non seulement les grands centres urbains, mais aussi les petites villes, selon les estimations 400 villes et villages.

Le 22 décembre 2024, la première manifestation de masse a vu la place Slavia à Belgrade envahie par une foule de plus de 100 000 personnes. À l'époque, elle a été célébrée comme la plus grande manifestation de l'histoire récente de la Serbie, mais

quelques mois plus tard, ce record allait être largement dépassé.

Le 15 mars 2025, en effet, un million de personnes ont envahi les rues de Belgrade. Tout ça s'est passé malgré le climat de tension entretenu par le gouvernement et les médias pro-régime qui, les jours précédents, avaient tenté de dissuader les gens de participer. Alors que le président Vučić prévoyait des affrontements et des troubles, un groupe de soi-disant étudiants, les *ćaci*, a organisé une contre-manifestation aux allures grotesques.

Se proclamant « étudiants qui veulent étudier » et protégés par des *batinaši* (voyous) et la police, ils ont campé dans le parc des Pionniers. Leur manifestation était une nouvelle tentative du gouvernement de donner l'image d'une société divisée entre opposants et partisans du régime, et de provoquer des tensions et des violences. Malgré cela, une foule immense a envahi pacifiquement Belgrade, jusqu'à ce que les quinze minutes de silence habituelles soient interrompues par un bruit soudain, provoquant une panique générale et la dispersion du cortège.

Dans les jours qui ont suivi, plusieurs témoignages ont affirmé que le bruit provenait d'un canon sonore, le Long Range Acoustic Device (LRAD), qui émet un son de 16 décibels perceptible jusqu'à 5,5 kilomètres de distance, et qui est interdit dans le domaine civil. L'utilisation de ce canon provoque des symptômes physiques graves, tels que des douleurs prolongées aux oreilles, des nausées, des difficultés respiratoires, de la tachycardie et d'autres symptômes constatés chez les manifestants qui se sont rendus aux urgences les jours suivants.

Malgré de nombreux témoignages, Vučić, le ministre de l'intérieur et les dirigeants de l'armée et des services secrets ont nié en posséder, puis ont nié l'avoir utilisé pendant la manifestation. Aucune enquête n'a été ouverte pour établir les faits.

Une révolution souriante qui reconnecte la Serbie

L'une des clés de la propagation massive des manifestations et de leur durée a certainement été la capacité des étudiants et des étudiantes à trouver des moyens innovants et créatifs pour répondre aux défis de

la mobilisation. Dès février, les étudiants ont commencé à faire des marches de plusieurs kilomètres pour rejoindre à chaque fois une nouvelle ville. À pied, en courant ou à vélo, ils partaient pour rejoindre une manifestation et invitaient les gens à participer à la suivante. Grâce à ça, ils ont évité les tentatives du gouvernement de bloquer les transports et d'empêcher la participation aux manifestations.

Mais ils ont aussi montré leur persévérance, leur volonté et la supériorité éthique de ceux qui se mobilisent pour un objectif commun, dont les seules armes sont la solidarité et l'entraide. Tout au long de leur chemin, les habitants les attendaient au bord de la route avec de la nourriture et de l'eau, des embrassades, des sourires et des larmes d'émotion. Des fonctionnaires, des restaurateurs, des commerçants, des citoyens ordinaires ont ouvert leurs portes pour leur offrir un rafraîchissement, leur permettre de soigner leurs blessures aux pieds et les héberger pour la nuit.

À travers ces marches, les étudiants ont porté leurs revendications de changement dans les zones les plus reculées et marginalisées du pays. Ils ont touché une grande partie de la population rurale, où les conditions sociales sont difficiles et où l'information provient principalement des médias du régime. En marchant, ils ont traversé la Serbie de long en large, reconnectant le tissu social constamment fragmenté par les politiques et les discours gouvernementaux. Pas à pas, ils ont manifesté dans les rues de Novi Sad, Belgrade, Kragujevac, Niš, Novi Pazar, Kraljevo.

Certains portaient la *šajkača,* le couvre-chef traditionnel et militaire serbe, d'autres le hijab, d'autres encore des symboles revendiquant le Kosovo ou rappelant le passé socialiste. Cette hétérogénéité, qui montre bien l'ampleur populaire du mouvement serbe, n'est pas sans contradictions. Elle repose sur un minimum idéologique défini par les quatre revendications simples et strictes des étudiants. Même si elle est minimaliste et considérée par certains comme trop peu politique, elle montre toute sa dimension politique et son potentiel de transformation, justement dans sa capacité à unir la complexité et l'hétérogénéité de la société serbe. Elle remet ainsi en question une idée de l'identité serbe fondée sur des principes ethno-nationalistes et essentialistes.

La participation des étudiants et étudiantes de Novi Pazar, une ville du Sandjak, une région du sud-ouest à majorité musulmane qui est restée en marge de la vie politique serbe depuis la fin de la guerre, en est un exemple frappant. Après avoir bloqué leur université et participé à des manifestations dans tout le pays, les étudiants de Novi Pazar ont organisé une manifestation dans leur ville en avril, montrant qu'ils font partie intégrante de la Serbie et de son processus de transformation. Un processus de transformation sociale qui a déjà atteint des résultats inimaginables.

En avril, les étudiants et les citoyens ont bloqué et occupé le siège de la chaîne de télévision publique, la RTS. Dès le début des mobilisations, les étudiants ont accusé les médias de ne pas couvrir les manifestations et de servir d'outil de propagande du régime. Pendant le blocage, un groupe d'anciens combattants a rejoint le bâtiment pour soutenir la manifestation. L'un d'entre eux, un vétéran invalide de guerre qui a participé avec l'armée serbe au siège de Sarajevo, a pris la parole.

Il a admis que sa génération, qui est partie combattre en Bosnie-Herzégovine dans les années 1990, a été trompée par les mensonges et la haine des médias manipulés par le régime, tout comme la RTS. Alors que sa génération a cru et accepté ces mensonges, la génération actuelle d'étudiants et d'étudiantes les dénonce et les rejette. Il a déclaré que les étudiants « sont ceux qui répandent l'amour et éclairent l'avenir. Un avenir que nous souhaitons tous, et il est donc du devoir de nos générations qui ont échoué de se lever et de simplement les suivre ».

Il s'est ensuite adressé aux parents des étudiants de Novi Pazar, présents au siège de la RTS pour remplacer leurs collègues orthodoxes pendant les fêtes de Pâques. Il leur a dit de ne pas s'inquiéter, qu'on ne ferait pas de mal à leurs enfants, car les vétérans les protégeraient comme s'ils étaient les leurs. Car le récit qui a divisé « nos enfants et vos enfants » est terminé, a-t-il déclaré. « Ils sont tous nos enfants » et « ce sont les héros d'aujourd'hui ».

Ce discours a exprimé la transformation la plus importante que le mouvement étudiant

a apportée en Serbie : la rupture avec les discours nationalistes et diviseurs de l'après-guerre, et la capacité à donner un nouveau sens au drapeau serbe, désormais porté avec fierté par des milliers de personnes sur des centaines de places.

« Que l'Union européenne apprenne les valeurs européennes des étudiants serbes »

Il faut noter que les institutions de l'Union européenne n'ont pas soutenu les mobilisations. Pendant six mois de mobilisation, mais aussi de répression violente et illégale de la part du gouvernement, la population serbe a été laissée seule et a reçu peu de couverture médiatique de la part des grands médias occidentaux. C'est pourquoi les étudiants ont d'abord organisé en avril une « tournée » à vélo jusqu'à Strasbourg, suivie d'un marathon, toujours en cours, à destination de Bruxelles. L'arrivée à Bruxelles coïncidera avec une session du Parlement européen au cours de laquelle sera discuté le rapport sur les progrès de la Serbie dans le processus d'intégration.

En parcourant des milliers de kilomètres en quelques dizaines de jours, traversant d'abord six puis sept pays, les étudiants et étudiantes ont pris la responsabilité de faire entendre leur voix au Parlement européen, expliquant la situation réelle en Serbie. Il ne faut toutefois pas s'étonner de l'attitude ambiguë de l'Union européenne. Depuis son arrivée au pouvoir, Vučić a toujours eu le soutien de l'UE, qui a favorisé le développement de ce qu'on a appelé une « stabilitocratie » : un gouvernement soutenu de l'extérieur, en tant que partenaire géopolitique garant de la stabilité régionale, au détriment du respect des droits et de la démocratie dans la politique intérieure.

Ces dernières années, en plus, la course à l'hydroélectricité et aux matières premières essentielles comme le lithium pour la transition verte européenne a donné lieu à une série de projets destructeurs qui ont rencontré la résistance des communautés locales. Cette prise de conscience, combinée à la « fatigue de l'élargissement » d'un processus d'intégration qui n'apporte pas d'améliorations, a généré une désillusion et un manque d'attentes envers l'Union européenne de la part des citoyens serbes.

Peut-être est-il temps, comme on peut le lire sur une pancarte des étudiants, que l'Union européenne apprenne les valeurs européennes du mouvement étudiant, en se retirant de sa complicité avec Vučić et en choisissant de se ranger du côté de ceux qui, depuis six mois, remplissent les places au nom de la justice, de la démocratie et d'une demande de changement. Même si les revendications des étudiants n'ont pas encore été entendues et que l'avenir de la mobilisation est incertain, le processus de changement est lancé et il n'y a pas de retour en arrière possible. Au cours de ces six mois, le mouvement étudiant a réussi à reconnecter la société serbe, à pratiquer des formes de solidarité populaire et de démocratie directe, à remettre ouvertement en question trente ans de discours fondé sur la haine nationaliste.

Il a réussi à « éclairer l'avenir », en redonnant espoir aux nouvelles générations, en Serbie et dans le reste de la région, de pouvoir imaginer un avenir dans leur propre pays plutôt que de le chercher ailleurs. Les défis auxquels le mouvement devra faire face sont encore nombreux, à commencer par la possibilité d'élections anticipées. En attendant, on ne peut que regarder avec gratitude et admiration ces jeunes hommes et femmes qui écrivent un nouveau chapitre de l'histoire serbe.

Aida Kapetanović est sociologie pour le programme régional RECAS, coordonné par les universités de Rijeka et de Belgrade.

Article original publié sur *Valigiablu*.
Traduction française parue sur le site du Réseau Bastille.

Assad est tombé, mais la révolution n'a pas gagné

Yassin al-Haj Saleh

La révolution syrienne a-t-elle triomphé avec la chute du régime d'Assad ? Ce à quoi nous assistons depuis décembre 2024 est-il une révolution réussie, même si le chemin a été long et tortueux ?

Cette question revêt une importance conceptuelle, car elle exige une compréhension approfondie des près de quatorze années qui se sont écoulées en Syrie entre le début de la révolution et l'effondrement du régime. Elle a également un poids politique, car la réponse déterminera la manière dont les acteurs publics aborderont la réalité actuelle de la Syrie et son avenir après Assad.

Une compréhension détaillée ne devrait pas voir le jour de sitôt : l'histoire de ces quatorze années sera écrite et réécrite pendant des décennies. Néanmoins, le débat politique n'est pas seulement possible, il est nécessaire, afin de clarifier notre réflexion alors que nous traversons un moment charnière sans précédent dans l'histoire de notre génération.

Pour l'auteur de ces lignes, cette question revêt une dimension personnelle. J'ai affirmé à plusieurs reprises que la révolution syrienne avait échoué et que les démocrates syriens devaient fonder leur vision politique sur cette réalité qui donne à réfléchir.

Pour certains, la chute du régime – et l'explosion de joie qui a suivi après des années de mélancolie – semblait me donner tort, et certains de mes amis ont déjà exprimé ce point de vue. Mais je restais sceptique, même si, à l'époque, je n'avais ni les arguments ni l'énergie nécessaires pour défendre ma position. Ce qui suit est une première tentative dans ce sens.

Il y a des vainqueurs !

Peut-être que le régime d'Assad ne pouvait tomber que de cette manière – aux mains d'une coalition de forces islamistes sunnites, idéologiquement cohérentes, aguerries et favorisées par un contexte régional et international favorable. Cependant, le parcours tortueux des années qui ont suivi la révolution remet en cause toute hypothèse d'une continuité homogène, même minimale, entre mars 2011 et décembre 2024.

Ce qui a commencé comme un conflit syro-syrien, d'abord pacifique puis, jusqu'à la mi-2012, mixte (pacifique et armé), s'est ensuite transformé en une confrontation sunnite-chiite aux enjeux régionaux croissants, impliquant principalement l'Iran et certains États du Golfe. Cette phase s'est poursuivie jusqu'à l'accord américano-russe sur les armes chimiques en septembre 2013 [accord entre le secrétaire d'État états-unien John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov sur l'élimination des armes chimiques en Syrie « d'ici 2014 » !], qui a marqué le début d'une internationalisation à distance, suivie plus tard par des interventions militaires directes : les États-Unis en 2014, la Russie en 2015 et la Turquie en 2016.

Alors que le contrôle échappait progressivement aux révolutionnaires syriens, la révolution a été ensevelie sous un monticule croissant de conflits non révolutionnaires – sectaires et régionaux – et a finalement été requalifiée en « guerre contre le terrorisme », qui a en fait permis de réhabiliter le régime d'Assad.

Les années qui ont suivi 2016 ont été marquées par la misère et la désintégration, loin de toute révolution. Elles ont marqué la défaite de la révolution, la domination des

forces sectaires en son sein, l'effondrement complet de l'Armée syrienne libre [ASL, rassemblement de groupes rebelles formé le 29 juillet 2011, qui connaîtra des transformations en 2013] et la subordination de l'opposition politique à la Turquie.

Cette période a également vu l'émergence d'une « entité sunnite » à Idlib, dans un contexte de fragmentation nationale croissante. Les forces dominantes au sein de cette entité n'ont été que partiellement façonnées par des processus internes de radicalisation, de militarisation et de sectarisation – car nourries par l'expérience des communautés sunnites en matière de violence systématique, de massacres et d'utilisation discriminatoire d'armes chimiques et de bombes barils les visant. Cependant, ces forces étaient tout autant le résultat de formes mondialisées et antisociales de nihilisme islamique qui avaient pris racine en Irak des années avant la révolution syrienne.

La faction actuellement au pouvoir (Hayat Tahrir al-Cham-HTC) n'a joué aucun rôle dans les premières phases de la révolution syrienne et n'est pas issue de la société syrienne. Son président de transition est un ancien djihadiste qui a opéré sous plusieurs pseudonymes en Irak, où il a passé ses années de formation à combattre les Américains et le nouveau gouvernement chiite irakien. Pendant des années, ce personnage peu connu a dirigé en Syrie le groupe salafiste djihadiste Jabhat al-Nosra.

Tout comme son groupe, hostile en paroles et en actes à la révolution de 2011, à ses symboles et à sa formation nationale, il était davantage ancré dans un nihilisme sauvage et transnational qui rejette à la fois nos sociétés (organisations sociales) et le monde en général que dans la dynamique du soulèvement syrien, qui a débuté comme une *intifada* populaire dans le contexte du Printemps arabe. Il appartient plutôt à une minorité élitiste et conspiratrice, encline à la dissidence, dont les idées et le modèle ne peuvent servir de base à une large majorité sociale ou politique, et dont la composition même est en totale contradiction avec le nationalisme, la démocratie, l'histoire de la Syrie et même la notion de société syrienne ou toute forme d'ordre politique moderne.

C'est nihiliste pour cette raison – non pas simplement parce qu'il rejette radicalement le système politique, mais parce qu'il nie les fondements mêmes de l'existence politique collective.

Au fil du temps, Hayat Tahrir al-Cham (HTC) s'est distancié du nihilisme extrême que l'État islamique continue d'embrasser. Il a progressivement adopté le langage de la révolution syrienne et cessé de rejeter son drapeau, tout en continuant à opérer depuis une position clairement sunnite suprémaciste.

Aux côtés du HTC, la coalition qui a renversé le régime – « Opération dissuasion de l'agression » [lancée le 27 novembre 2024] – comprenait des factions rebelles et corrompues sans cause officielle et ayant un long passé d'abus, principalement contre les Kurdes d'Afrine [en particulier en janvier 2018], mais aussi contre l'ensemble de la population du nord de la Syrie sous leur contrôle, agissant en fait comme des mandataires de la Turquie.

Dans ce contexte, la chute du régime d'Assad peut-elle encore être considérée comme une victoire pour la révolution, qui renaît de ses cendres, à l'image de ceux qui ont émergé des profondeurs de la prison de Saidnaya [« abattoir humain »] et des services de sécurité d'Assad ?

L'effondrement a suscité une joie généralisée et justifiée dans toute la Syrie, alimentée par l'absence de crainte de massacres, de représailles ou de destruction. Cette joie a été encore alimentée par l'espoir que la fin du régime apporterait la paix, la levée des sanctions occidentales et le début de la reprise économique.

Pourtant, beaucoup de ceux qui célèbrent cette victoire ne se sentent pas victorieux. La chute du régime est moins considérée comme une victoire de la révolution de 2011 que comme un triomphe de la soi-disant « entité sunnite ».

Ce groupe, qui a enduré des années de massacres, de déplacements et de pauvreté après la révolution, a développé un fort sentiment de victimisation et un vif désir de vengeance, soit des pulsions peu adaptées à la phase post-Assad et plus susceptibles d'alimenter la discrimination, l'extrémisme et l'irrationalité.

Ces pulsions ont explosé en mars dernier sous la forme de violences génocidaires sur la côte, visant de nombreux alaouites

pacifiques, à la suite d'une révolte limitée des restes des forces du régime. [Le 6 mars est lancée une offensive d'anciens militaires et miliciens pro-Assad. Les forces de sécurité du régime ripostent et des groupes en leur sein et à la marge répriment brutalement et assassinent des membres des populations civiles.]

On peut affirmer, à juste titre, que le conflit face à Assad n'aurait pas duré ni conduit à la chute du régime s'il n'avait pas été profondément enraciné dans la communauté sunnite. Mais cela n'efface pas le profond glissement du conflit vers une trajectoire sectaire et exclusiviste, qui se concrétise aujourd'hui dans les réalités politiques et institutionnelles…

Mais pas la révolution !

Je propose ces réflexions afin de mieux cerner la question centrale : *la révolution de 2011 a-t-elle triomphé avec la chute du régime fin 2024 ?*

Deux réponses toutes faites dominent. La première, principalement exprimée par ceux qui font partie de la soi-disant « entité sunnite » ou ceux qui considèrent la révolution comme un coup d'État sunnite plutôt que comme un mouvement de libération nationale, insiste sur le fait que, oui, la révolution a clairement triomphé.

La seconde rejette cette affirmation, qualifiant le résultat de prise de pouvoir armée par les islamistes et affirmant que la Syrie est désormais sous le joug d'extrémistes considérés comme terroristes par l'ONU et les grandes puissances. Qu'elle appelle explicitement ou non au renversement du nouveau régime, c'est là que mène son raisonnement.

Ceux qui partagent ce point de vue ne pleurent peut-être pas la chute d'Assad (certains le font), mais ils ne s'en réjouissent pas non plus. Ce qui suit est une tentative d'aller au-delà de ces deux réponses pour parvenir à une compréhension plus nuancée et moins polarisée de ce que représente réellement la chute d'Assad.

Pour réaffirmer notre position, la chute du régime d'Assad est un événement véritablement monumental. Il ne s'agit pas d'une opinion personnelle. Ce régime était défini par les liens du sang et la corruption jusqu'à son effondrement final, comme en témoignent la prison de Saidnaya et son vaste appareil sécuritaire. Ce régime a régné trop longtemps, a fait couler le sang de son propre peuple, s'est emparé de ses biens, a renforcé le sectarisme et a troqué la souveraineté nationale contre la protection étrangère [iranienne et russe], au détriment du territoire, de la société et des ressources de la Syrie.

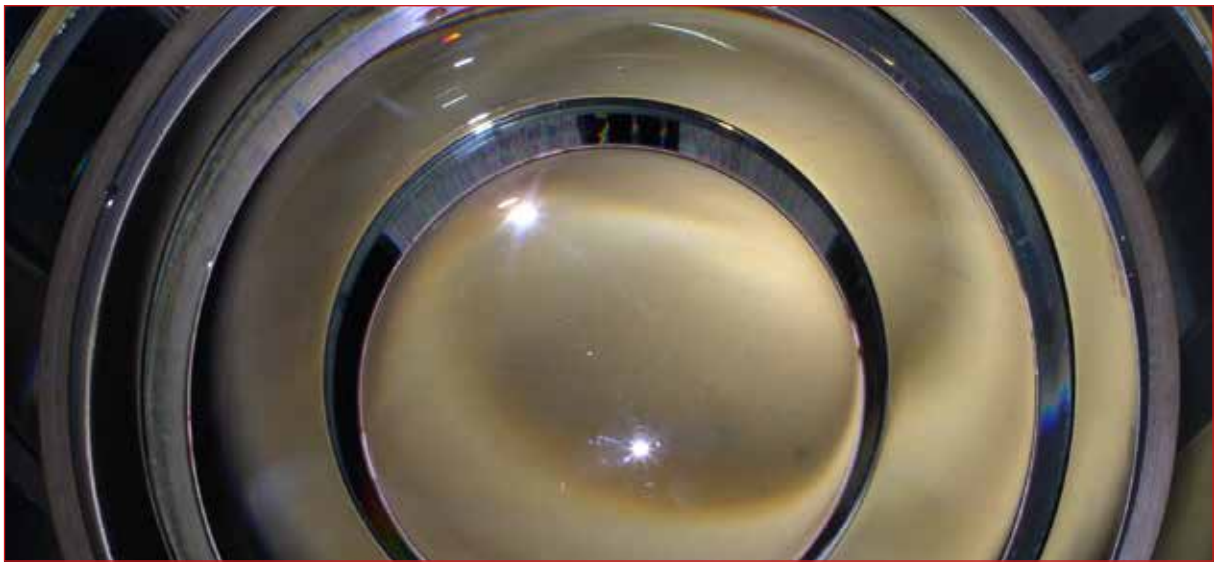
En termes un peu désuets, il s'agissait d'un régime non national – un régime de trahison nationale – qui devait être renversé. Peu importe ce qui va suivre, cela ne change rien au fait que la Syrie avait un besoin urgent de tourner cette page sanglante et stagnante de son histoire, si elle voulait avoir une chance de survivre.

L'ampleur de l'événement ne peut être surestimée. Il s'agit d'un bouleversement tectonique qui n'épargne rien de la société, de la pensée ou de l'identité collective. Les alliances et les rivalités ont été redessinées, de nouvelles polarisations apparaissent et les gens sont tiraillés dans toutes les directions avant même d'avoir pu comprendre ce qui se passe, comme s'ils étaient pris dans les répliques d'un tremblement de terre de grande ampleur.

Cette comparaison avec une catastrophe géologique ne vise pas à nier le rôle actif des Syriens et Syriennes. Elle tente plutôt de traduire la force brute de ce qui s'est déroulé et la manière dont cette force façonne l'action des Syriens eux-mêmes, la rendant aussi volatile et instable que le moment présent. Et cela plonge tout le monde dans une crise.

Aujourd'hui, aucun Syrien, en particulier ceux qui sont impliqués dans la vie publique, n'est épargné par cette crise ou insensible à ce changement immense et inattendu de notre monde. Y compris les vainqueurs.

Nous vivons une période de transition, fertile mais désorientante, qui exige une réflexion, même s'il laisse peu de place à autre chose. Nous vivons dans un état de flux, une situation informe et encore malléable dont la configuration finale dépend, au moins en partie, de nous. C'est ce que signifie être dans un état intermédiaire : une période où les choses, les individus et les idées existent dans une transition historique, un chaos où l'ancien monde s'efface chaque jour un peu plus, tandis que le nouveau peine à prendre forme. C'est également l'état de notre analyse : intermédiaire, provisoire et largement expérimentale, luttant pour trouver un langage et trébuchant dans cette lutte, parlant



de réalités informes et risquant elle-même de sombrer dans l'incohérence.

L'ampleur de l'événement est une chose, affirmer que la révolution a triomphé en est une autre. Renverser le régime était un objectif central de la révolution syrienne, mais comme moyen d'atteindre des fins plus élevées, et non comme une fin en soi.

La révolution visait à construire une nouvelle Syrie libre, fondée sur l'égalité, la dignité, l'État de droit et exempte de sectarisme et de torture. En ce sens, non, la révolution n'a pas triomphé. Et plusieurs mois après la chute d'Assad, rien n'indique que nous nous rapprochons des objectifs qui la définissaient autrefois.

La révolution de 2011 a échoué. Elle s'est effondrée, que ce soit au milieu de l'année 2012, au printemps 2013 ou, de manière plus indulgente, lorsque le régime et ses alliés ont repris le contrôle de l'est d'Alep fin 2016. La chute du régime est d'un tout autre ordre : elle est indéniablement historique, mais elle ne constitue par la victoire de la révolution. Le fossé entre les deux est immense, infranchissable.

Ce qui a perduré de 2011 à décembre 2024, c'est le conflit syrien, une lutte impliquant de nombreuses forces, certaines syriennes, mais la plupart, y compris les plus puissantes, ne l'étaient pas.

Ce conflit a-t-il pris fin avec la chute du régime ? C'était l'espoir, d'autant plus que l'écroulement du régime était, dans une large mesure, une victoire syrienne.

Mais certains signes suggèrent le contraire : les massacres d'Alaouites, les actes de vengeance qui se poursuivent, le chaos sécuritaire et la volonté effrénée de la faction dominante de monopoliser le pouvoir indiquent tous que le conflit est toujours bien vivant.

Un autre nihilisme

A la lumière de ce qui précède, l'auteur se rapproche davantage de la deuxième réponse négative à la question « La révolution a-t-elle triomphé ? », même s'il ne partage que peu d'autres points de vue avec ses partisans.

Il se distancie en particulier de l'affirmation – souvent implicite dans les discours sur les « terroristes » et les « extrémistes » – selon laquelle le nouvel ordre au pouvoir doit désormais être renversé par tous les moyens nécessaires. Cela reflète une utilisation abusive et troublante de termes tels que « terrorisme » et « extrémisme », dépouillés de leur fondement moral, juridique et conceptuel et réduits à des étiquettes simplistes pour désigner des groupes spécifiques – étiquettes souvent utilisées dans des contextes eux-mêmes extrêmes, voire nihilistes.

Bien défini, le « terrorisme » consiste à prendre pour cible des civils afin d'atteindre des objectifs politiques – une définition qui place ses utilisateurs les plus fréquents, comme les États-Unis, Israël et le régime Assad aujourd'hui disparu, parmi les principaux auteurs de ce type d'actes dans le monde.

Ce terme est également facilement détourné à des fins sectaires, implicitement appliqué uniquement aux islamistes sunnites armés. L'« extrémisme » fonctionne de

manière similaire : il ne décrit plus le rejet de la négociation, du compromis ou de la coexistence, mais désigne simplement certaines formations idéologiques : islamistes et, auparavant, nationalistes palestiniennes.

Ce n'est pas le langage de la révolution, ni celui de la pensée critique ou de la politique démocratique. Il est éculé, élitiste et autoritaire, imprégné de discrimination et de racisme, et dépourvu de tout potentiel émancipateur. Pire encore, il apparaît souvent dans une rhétorique hostile et pleine de rage, une violence verbale et émotionnelle qui vise non seulement des mouvements politiques ou des idéologies, mais aussi des communautés entières.

Ceux qui s'expriment ainsi n'appellent pas à la révolution, ne travaillent pas à sa réalisation et ne renouvellent pas la lutte démocratique dans un contexte différent.

Dans la mesure où l'on peut y discerner une politique, celle-ci repose sur le potentiel explosif des divisions héritées et sur l'espoir d'un soutien international pour renverser l'ordre actuel.

Il y a quelque chose de profondément nihiliste dans cette attitude, qui ressemble de manière frappante au nihilisme islamique qui a émergé en Syrie en 2012 : un rejet furieux de la réalité, indifférent aux conséquences et motivé par une hostilité envers la société elle-même, tout comme le mépris des djihadistes pour l'humanité même de notre société contemporaine.

Une politique enracinée dans cette double hostilité est, par nature, extrémiste. Elle rejette la politique, la négociation et les compromis, rendant impossible la formation d'une majorité sociale ou politique significative autour d'elle.

Anti-extrémisme, pro-politique

La Syrie a besoin d'une phase de transition calme, exempte de violence, de provocations et d'agendas imposés. Ce doit être un moment pour reprendre son souffle, rétablir les services publics, lever les sanctions, permettre le retour à grande échelle des personnes déplacées et faire avancer les efforts pour découvrir le sort des disparus.

Cette transition nécessite également des accords politiques pour les régions aux situations particulières, où Damas offre des concessions significatives, en soutenant des formes de gouvernance locale ou d'« auto-administration » qui préservent l'unité nationale et réduisent l'ingérence étrangère.

Il est préférable de faire des concessions aux communautés locales et ethniques de Syrie – Druzes, Kurdes, Alaouites – plutôt que de mener une politique de force, qui finirait par dépendre du soutien des puissances régionales ou internationales.

La pacification est aujourd'hui la bonne approche, tant sur le plan interne qu'externe. Elle offre les meilleures conditions pour que la société syrienne évolue vers la modération et pour que les acteurs publics se regroupent et se réorientent. La politique de force qui a dévasté la Syrie sous Assad ne lui sera d'aucune utilité aujourd'hui.

Certains pourraient se demander : pourquoi attendre ? Pourquoi ne pas affronter les nouveaux dirigeants, comme nous l'avons fait avec les anciens ? La réponse réside à la fois dans la prudence et le réalisme. Une telle politique ne bénéficie que d'un faible soutien social, même parmi les communautés sur lesquelles certains comptent. Ni les Kurdes de la Djézireh, ni les Druzes de Souëida, ni même les Alaouites – malgré les massacres – ne cherchent aujourd'hui à faire la révolution ou une révolte armée.

Au contraire, la demande générale est celle d'un système plus pluraliste, plus représentatif et plus décentralisé, véritablement juste et émancipateur, qui soit pour l'instant poursuivi par des moyens politiques.

Cela pourrait-il changer ? Une coalition révolutionnaire pourrait-elle émerger des groupes sunnites non arabes et de certains sunnites arabes non conservateurs ? Ce n'est que si le pouvoir actuel s'oriente vers l'extrémisme, c'est-à-dire s'il rejette les solutions politiques, qu'une telle trajectoire pourrait commencer à se dessiner. Ou, pour le dire en termes mathématiques : l'extrémisme des dirigeants, multiplié par la durée de leurs politiques extrémistes, pourrait finir par donner naissance à une nouvelle coalition révolutionnaire.

Mais une telle coalition doit être considérée comme une force capable de contrer l'extrémisme, de construire une cause publique commune, de remporter la bataille pour l'hégémonie et de s'orienter vers la modération et l'inclusion, contrairement à la rhétorique exclusiviste et exaltée si courante

aujourd'hui parmi les détracteurs de l'administration actuelle.

En fait, nous assistons à deux types de tendances extrémistes au sein de la structure gouvernementale actuelle. Premièrement, il y a les impulsions extrémistes salafistes ou djihadistes, ou les deux, qui attirent l'attention des médias et génèrent une peur sociale, mais elles ne sont pas les plus dangereuses. Deuxièmement, il y a les tendances extrémistes centralistes, incarnées par la Déclaration constitutionnelle et la formation du gouvernement, qui semblent motivées par le désir de concentrer le pouvoir entre les mains d'un groupe restreint au sommet. Ces tendances centralistes sont moins spectaculaires que l'extrémisme dispersé des salafistes et des djihadistes, mais elles sont plus dangereuses à long terme.

Au lieu de résoudre un problème, un nouveau problème a été créé : la stabilité institutionnelle que la Déclaration constitutionnelle et la formation du gouvernement cherchent à garantir n'est pas viable compte tenu de la fragmentation sociale et géographique du pays. Les efforts en faveur de la stabilité institutionnelle auraient dû suivre la résolution de ces problèmes sociaux et géographiques, et non les précéder.

En agissant ainsi, Ahmed al-Charaa et son équipe ont mis la charrue avant les bœufs. Ils ont taillé sur mesure un costume trop étroit pour la Syrie, qui ne séduit personne – en fait, la bonne chose à faire serait de le rejeter.

Personne ne sait comment ce problème sera résolu. D'une part, il est inconcevable que les Druzes [voir note sur actualités en fin d'article] ou les Kurdes acceptent le cadre institutionnel actuel. D'autre part, une solution imposée par la force semble impossible (et bien sûr indésirable).

La voie la plus appropriée aujourd'hui consiste à engager une restructuration sérieuse et négociée de l'État actuel, en particulier de la Déclaration constitutionnelle, du gouvernement et des processus de formation militaire, de manière à surmonter les divisions actuelles, à rompre avec le centralisme étouffant qui a marqué l'histoire de la Syrie et à répondre avec souplesse au pluralisme réel de la société syrienne.

Cela signifie faire deux ou trois pas en arrière, revenir à la situation d'avant mars dernier, afin d'avancer plus fermement. La meilleure approche consiste à faire précéder la formation des institutions publiques par des solutions politiques, et non l'inverse.

La politique implique des négociations, des compromis et des concessions mutuelles, des solutions intermédiaires et des institutions mises en place pour soutenir le consensus émergent.

Mais si la porte de la politique est fermée, alors celle de la révolution s'ouvrira, même si ce n'est qu'après un certain temps. Et personne ne devrait se bercer d'illusions en pensant que cette règle s'applique aux autres mais pas à soi-même.

Yassin al-Haj Saleh a passé seize ans, de 1980 à 1996, dans les prisons de la dictature d'Hafez al-Assad. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la révolution syrienne, la prison, la torture et la violence génocidaire du régime, notamment *The Impossible Revolution : Making Sense of the Syrian Tragedy* (Londres, Hurst, 2017). Il est cofondateur et membre du comité de rédaction de *Al-Jumhuriya*.

Article publié le 30 avril 2025 sur le site *aljumhuriya.net*. Traduction et publication en français par la rédaction *A l'Encontre*.

Illustration : Al-Jumhuriya.

On lira également du même auteur

«Monde arabe : pour un regard lucide sur Israël».

«L'"assadisme" et le djihadisme sont les deux noms de l'actuel désastre, et nul espoir de se débarrasser de l'un sans avoir défait l'autre».

«Nous les avons laissés se faire massacrer. Certains même ont applaudi».

Voir aussi dans *Adresses*

«Manifeste pour une nouvelle Syrie», n° 11, 9 avril 2025.

Joseph Daher, «La révolution au Moyen-Orient et l'"axe de la résistance"», n° 11, 9 avril 2025.

On ne peut pas combattre le fascisme avec des fleurs

Oleksandr Kyselov

Alors que l'Ukraine entre dans sa quatrième année de lutte contre l'agression russe, l'expérience de ses militants de gauche offre non seulement un témoignage de survie, mais aussi un avertissement. Basé sur un discours prononcé lors du congrès de l'Alliance rouge-verte du Danemark (Enhedslisten), ce texte revient sur les dures leçons de la guerre : solidarité, organisation, sécurité et pertinence politique en temps de crise. Il soutient que la gauche européenne doit repenser son approche de la défense et de la démocratie, non pas quand il sera déjà trop tard, mais maintenant, tant qu'elle le peut encore.

Une solidarité qui compte

Je me souviens encore du début de la guerre. J'étudiais à Malmö et, peu après le début de l'invasion russe, j'ai reçu un e-mail de Mikael Hertoft, alors membre du comité directeur d'Enhedslisten. Il m'a demandé de rencontrer leurs militants, qui voulaient en savoir plus sur ce qui se passait en Ukraine.

À l'époque, je ne savais pas grand-chose du parti. Quand je me suis renseigné, tout ce que j'ai entendu, c'est qu'il était issu de trois groupes différents mais très révolutionnaires, avec des opinions bien arrêtées, ce qui n'est pas toujours bon signe quand il s'agit d'évaluer la situation dans notre pays. Je suis donc arrivé à cette réunion sans savoir à quoi m'attendre mais je ne l'ai jamais regretté depuis.

Dans ma région, nous avons un dicton : c'est dans l'adversité que l'on reconnaît ses amis. Et comme le temps l'a montré, nous avons beaucoup d'amis chez Enhedslisten. Des camarades qui ont courageusement défendu notre cause, débattu, écrit, traduit et voyagé, dans des conditions dangereuses, en Ukraine, qui nous ont invités à revenir pour échanger sur nos expériences et nous reposer, qui nous ont offert des tribunes pour nous exprimer, qui ont promu des initiatives de soutien syndical et qui ont porté nos problèmes au niveau local et européen. Ils ne se sont pas contentés de parler de solidarité, ils l'ont vécue.

La gauche ukrainienne en guerre

La situation de la gauche ukrainienne a toujours été difficile et la guerre ne l'a pas facilitée. Notre coopération avec Enhedslisten et Alternativet par l'intermédiaire de l'Institut danois pour les partis et la démocratie nous a aidés à survivre dans cet environnement en mutation, à essayer de nouvelles approches et à toucher de nouveaux publics parmi les militants syndicaux et la société civile.

Cependant, les fondements d'une organisation née d'un groupe militant étaient souvent informels : les accords reposaient sur la confiance personnelle et les ententes tacites.

La guerre a tout bouleversé. De plus en plus de nos militants ou de leurs proches sont dans l'armée, parfois enrôlés et envoyés au front en une journée. De nouveaux membres arrivent, mais sans formation politique ni orientation adéquates, ils se sentent souvent désorientés. Il est devenu plus difficile d'organiser des discussions ou d'élaborer collectivement notre stratégie. Les enjeux sont élevés, l'atmosphère est tendue, les attentes à notre égard sont grandes, mais nos ressources physiques et mentales sont limitées. Parallèlement, la loi martiale restreint sévèrement les formes d'action auxquelles la gauche a traditionnellement recours : il n'y a pas de grandes manifestations de rue, pas de campagnes ou d'élections.

Je ne dis pas cela pour demander votre soutien, même s'il reste essentiel, mais pour souligner que lorsque la guerre éclatera, vous devrez faire face à toutes les faiblesses organisationnelles de votre organisation. Si vous pouvez changer et renforcer vos structures, faites-le avant que les temps difficiles n'arrivent.

Le coût civil de la guerre

Quels que soient nos problèmes internes, ils sont toujours insignifiants par rapport à ceux auxquels nous sommes confrontés en tant que pays. Après plus de 1 200 jours de guerre, les attaques quotidiennes de missiles et de drones sont devenues monnaie courante. Plus personne n'est surpris, les gens se contentent de faire défiler ces informations. L'avenir semble incertain. L'apathie se répand. Beaucoup se retirent, cherchant des solutions individuelles pour survivre ou s'échapper.

L'Ukraine d'aujourd'hui est un pays de contrastes. Il existe d'innombrables exemples d'innovation, de percée, d'auto-organisation et de coopération populaire. Mais il y a aussi un manque de coordination qui empêche de passer à l'échelle supérieure ; il y a de l'aliénation, de la démoralisation et du scepticisme, en particulier lorsque les sacrifices ne servent qu'à compenser le manque de préparation, le chaos ou l'incompétence.

Notre identité, notre droit même à exister, est remis en question par la Russie. D'autre part, le gouvernement, les médias et l'intelligentsia libérale-nationaliste continuent de nous dicter qui est le « bon » Ukrainien, comment nous devons parler et ce en quoi nous devons croire. Il est difficile de ne pas se sentir impuissant et c'est là que l'invisibilité de la gauche, qui n'était pas prévue et à laquelle on ne s'était pas préparée, frappe durement.

Aujourd'hui, trop souvent, nous devons compter sur votre implication depuis l'étranger pour faire entendre des voix critiques. Dans un pays en guerre, il est facile de rejeter la dissidence en la qualifiant de « trahison » ou d'« agent du Kremlin ». La critique peut être illégale, l'opposition peut être dangereuse. Votre soutien est donc essentiel, mais aurez-vous quelqu'un vers qui vous tourner si le pire devait arriver dans votre pays ?

Une autre leçon amère de la guerre est que ce sont toujours les civils qui souffrent le plus. Non seulement à cause de la terreur délibérée ou comme « dommages collatéraux » dans la chasse à une cible militaire importante mais aussi parce que personne ne se soucie d'eux lorsqu'ils sont pris entre deux feux. Les renseignements peuvent être erronés, des brouilleurs peuvent perturber une trajectoire, l'équipement peut mal fonctionner et même les débris de drones ou de missiles abattus finissent par tomber quelque part. Les maisons ou les bus deviennent alors des cibles involontaires. Mais lorsque les bombes tombent et que les soldats ennemis arrivent, les civils ne savent pas quoi faire et n'ont nulle part où aller. Un problème persistant est que de nombreuses personnes refusent d'évacuer même lorsque leur quartier est à moitié détruit. L'incertitude liée au départ semble pire car elles ne croient pas qu'elles seront prises en charge ailleurs. C'est vraiment terrifiant à voir.

Les travailleurs civils, comme les infirmières dans les hôpitaux de première ligne, et le personnel des infrastructures essentielles qui maintiennent les systèmes vitaux sous les attaques, font souvent des doubles gardes, mais ne touchent que quelques centaines d'euros par mois. Pourtant, on attend d'eux qu'ils endurent cette situation sans se plaindre, car « en temps de guerre, il y a d'autres priorités ». Et que pourraient-ils dire d'autre alors que l'économie est en ruine et que nos dépenses budgétaires dépendent de l'aide étrangère ?

Même l'armée est composée d'anciens civils, dont la plupart ne sont pas nés pour la guerre, n'en ont jamais rêvé et ne s'y sont pas préparés. Beaucoup n'ont pas reçu de formation adéquate et ont été envoyés au front en

urgence, car en temps de guerre, le temps presse. Beaucoup sont épuisés, après avoir combattu pendant trois ans d'affilée dans des unités en sous-effectif, sans rotation ni congé, car nos réserves sont insuffisantes. Sans parler de la façon dont les pénuries de munitions, souvent causées par les troubles politiques dans les hautes sphères du monde entier, affectent leurs chances de survie.

Ce que j'essaie de dire, c'est que le manque de préparation a un coût, en particulier pour ceux qui n'ont rien à voir avec la guerre. Veuillez en tenir compte. Nous leur devons bien cela, nous nous devons de prendre cela au sérieux avant, et non après.

La politique à deux volets adoptée par Enhedslisten en 2023, qui combine soutien militaire et diplomatique, s'est avérée judicieuse. Aujourd'hui, l'Ukraine est contrainte de négocier avec la Russie. L'Ukraine demande un cessez-le-feu, mais la Russie ne montre aucun intérêt pour autre chose que notre capitulation et notre soumission totale à sa volonté. Cela sans aucune garantie qu'à un moment donné, elle n'exigera pas encore plus. Si la diplomatie avait été notre seule option politique, nous aurions déjà capitulé.

Mais le pire, c'est qu'au final, nous n'avons toujours que très peu de moyens pour riposter si nous sommes acculés. Notre survie dépend aujourd'hui de financements extérieurs pour maintenir l'économie à flot, de la livraison en temps voulu de matériel militaire, des obus d'artillerie aux systèmes de défense aérienne, de l'accès à des réseaux de renseignement et de communication par satellite tels que Starlink, et de l'importation de composants et de ressources essentielles à la production nationale. Rien de tout cela n'est gratuit. Cette faiblesse est la conséquence directe de décennies de politiques néolibérales : austérité, privatisation et désindustrialisation. Ce sont les mêmes politiques que poursuivent encore aujourd'hui de nombreuses élites (gouvernants) en Europe.

Leçons de sécurité pour la gauche

Lorsque vous discutez de défense et de sécurité, ne prenez pas cela à la légère. Ne répétez pas nos erreurs. Nous ne croyions pas à la possibilité d'une guerre, ni en 2014 ni en 2022. Nous espérions et appelions au dialogue, comme la plupart des personnes dans notre société, à l'exception de quelques groupes marginaux. Mais la guerre est arrivée et nous avons été pris au dépourvu, voire complètement discrédités, car les positions que nous avions défendues se sont avérées inutiles, voire nuisibles dans la nouvelle réalité.

On ne peut pas combattre le fascisme à bras ouverts et avec des fleurs. La gauche est aujourd'hui confrontée à un défi historique. Pour le relever, il ne suffit pas de trouver les mots justes pour réchauffer nos cœurs. Il faut proposer des réponses crédibles, capables de rallier une majorité.

Je sais que beaucoup d'entre vous sont sceptiques à l'égard de l'UE, et souvent à juste titre. Per Clausen a clairement exposé bon nombre de ses échecs. Mais ne renoncez pas à une Europe unie avant d'avoir épuisé toutes les possibilités. Même si vous devez en passer, pour l'Ukraine, à l'adhésion à l'UE. C'est peut-être la seule option disponible pour éviter d'être laissée seule. Certes, la droite domine aujourd'hui les institutions européennes et n'a pas l'intention de mettre en œuvre un programme progressiste, mais la pression publique, la crise elle-même et les menaces plus larges auxquelles nous sommes tous confrontés peuvent faire pencher la balance.

L'establishment est désorienté et effrayé par les « populistes » à l'intérieur, par les États-Unis et la Russie à l'extérieur. Même s'ils utilisent une rhétorique militante uniquement pour maintenir leur contrôle, rendez-les prisonniers de leurs propres paroles et obligez-les à les mettre en œuvre. La sécurité ne se résume pas à l'argent dépensé en armes, même si celles-ci sont nécessaires. Il faut également des infrastructures et des services publics solides pour soutenir l'effort de défense. Et il est tout aussi important que les citoyens soient prêts à prendre des risques, car ce pour quoi ils se battent leur appartient.

Ne vous laissez pas piéger par le faux dilemme « bien-être contre sécurité[1] ». Les politiques de redistribution et d'égalité sociale ont atteint leur apogée pendant la guerre

1. NdT. Voir dans le n° 11 d'*Adresses* : Hanna Perekhoda, « Rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale » (n° 11/117) et « L'isolationnisme de gauche : le chemin vers l'insignifiance politique dans le débat sur la défense européenne » (n° 11/115) ; Mikael Hertoft, « Danemark : la gauche face à la fin de l'alliance avec les États-Unis » (n° 11/116).

froide, alors que les dépenses militaires étaient bien plus élevées qu'aujourd'hui. Les élites ont fait des concessions parce qu'elles se sentaient menacées par la subversion interne et l'agression extérieure. Alors faites-les agir aujourd'hui, non par bienveillance, car elles n'en ont aucune, mais parce que leurs intérêts cupides l'exigent.

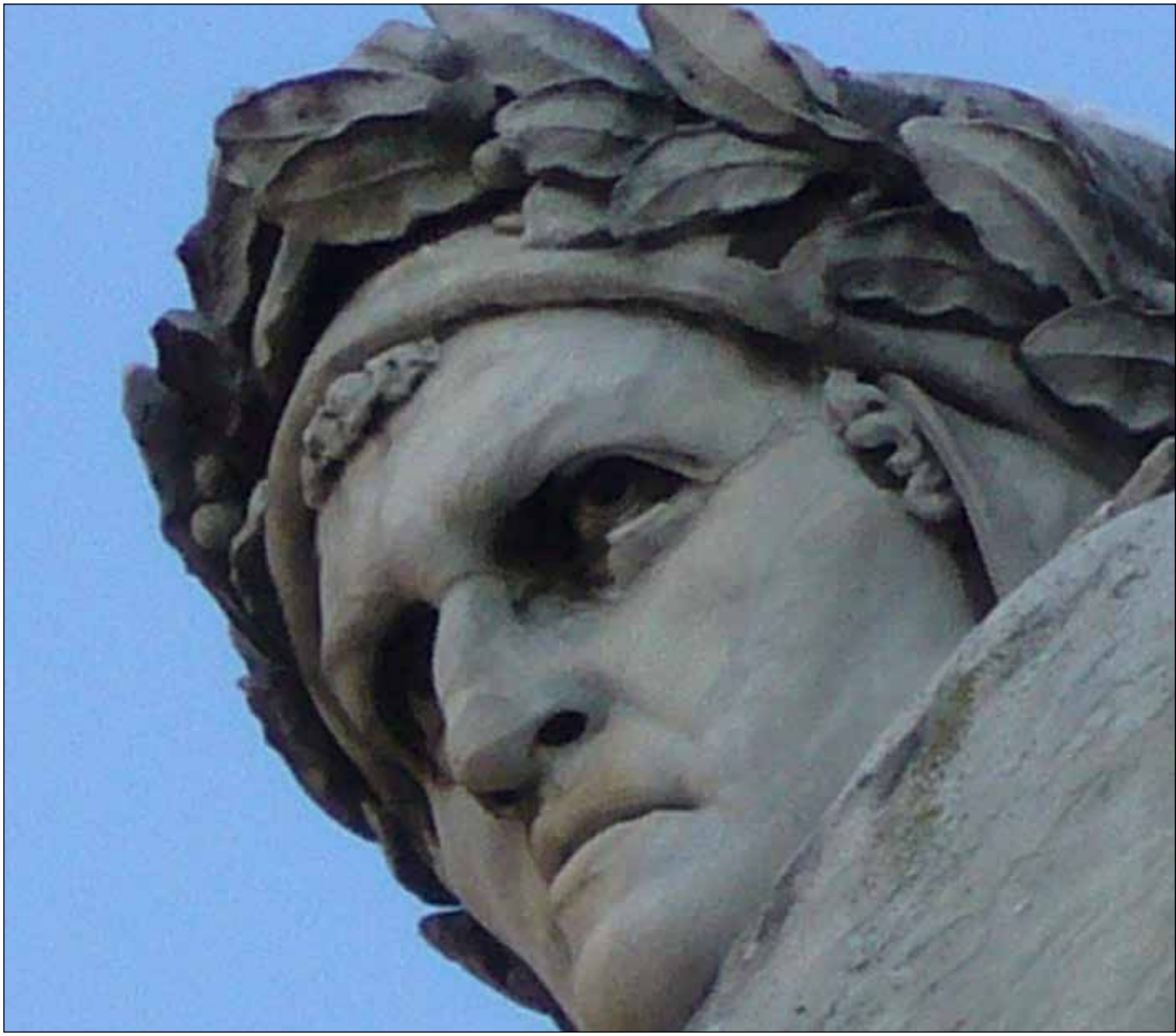
N'oubliez pas que l'influence des partis communistes dans l'Europe d'après-guerre s'est construite sur leur rôle dans la résistance armée contre le fascisme. Plus tôt encore, à l'époque féodale, les guildes de Bruxelles, qui étaient les syndicats de l'époque, ont obtenu des privilèges précisément parce que leur participation était essentielle à la défense de la ville. La leçon reste d'actualité : profitez des moments de crise pour vous organiser et exiger des changements. Dictez vos conditions. Ne laissez pas les élites s'en tirer à bon compte. Quand elles ont besoin de nous, faites-leur payer le prix !

Le moment est venu

Avant tout, faites tout ce qui est en votre pouvoir pour empêcher la guerre. Mais n'oubliez pas que le pire moment pour s'y préparer, c'est après qu'elle a commencé. Le pire moment pour défendre la démocratie, c'est après son effondrement. Vous avez encore le temps. J'espère que vous n'attendrez pas.

Oleksandr Kyselov est membre du conseil d'administration de Sotsialnyi Rukh

Source : Discours prononcé au congrès de l'Alliance rouge-verte du Danemark. Publié par le Réseau Bastille, 26 juin 2025. Traduction Michel Lanson.



ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES COUVERTURES

Amnesty International alerte sur une crise mondiale des droits humains et un « effet Trump » qui accélère les tendances destructrices

- Le rapport annuel de l'organisation met en évidence la montée en puissance des pratiques autoritaires et la répression violente de la dissidence à travers le monde
- Les 100 premiers jours de la présidence de Donald Trump ont accentué les régressions mondiales et les tendances profondes observées en 2024
- L'inaction mondiale face aux inégalités, au dérèglement climatique et aux transformations technologiques met en péril les générations futures
- La dérive autoritaire et l'anéantissement du droit international ne sont pas inéluctables : des personnes résistent et résisteront aux attaques contre les droits humains ; les États sont capables de mettre en œuvre la justice internationale et doivent continuer de le faire

Lignes de mire
Les gauches et la question militaire
Critique et pratique des systèmes militaires

Service public de la petite enfance, essentiel pour la société toute entière

Un service public de la petite enfance est essentiel à la fois pour permettre la qualité de l'accueil des jeunes et celle des conditions de travail des personnels, l'autonomie des femmes et l'égalité entre les sexes, et aussi l'amélioration du financement de la protection sociale.

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE
BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ
n° 39-40 – 1er juillet 2025